

## ROYAUME DU MAROC

**BULLETIN OFFICIEL****EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES****Prix du numéro : 20 DH**

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			<b>ABONNEMENT</b> IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

**SOMMAIRE**

Pages

**Union africaine :**

- Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique.**

Dahir n° 1-19-65 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, adoptée à Bamako (Mali) le 30 janvier 1991 .....

3

- Convention sur la prévention et la lutte contre la corruption.**

Dahir n° 1-19-71 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, adoptée à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003..... 63

**Convention de coopération douanière arabe.**

Dahir n° 1-20-58 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de coopération douanière arabe, faite à Riad le 5 mai 2015 ..... 90

**Royaume du Maroc et République du Cap Vert :**

- Accord commercial.**

Dahir n° 1-22-41 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord commercial, fait à Rabat le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert..... 91

	Pages		Pages
<b>Accord de coopération en matière de marine marchande.</b>		• <b>Accord de coopération en matière de pêches maritimes.</b>	
<i>Dahir n° 1-22-42 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord de coopération en matière de marine marchande, fait à Rabat le 22 juillet 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert.....</i>	96	<i>Dahir n° 1-22-43 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Rabat le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert.....</i>	97

**Dahir n° 1-19-65 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, adoptée à Bamako (Mali) le 30 janvier 1991.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, adoptée à Bamako (Mali) le 30 janvier 1991 ;

Vu la loi n° 55-18 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n°1-19-31 du 21 jounada II 1440 (27 février 2019) ;

Vu le procès-verbal de dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc à la Convention précitée, fait à Addis-Abeba le 18 avril 2022, assorti de la déclaration interprétative suivante :

*“L'adhésion du Royaume du Maroc à la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, ne saurait être interprétée, en aucune manière, comme une reconnaissance par le Royaume du Maroc d'un acte, d'un fait, d'une situation ou d'une entité qui n'est pas reconnue par le Royaume du Maroc susceptible de porter atteinte à son unité nationale et à son intégrité territoriale “.*

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, adoptée à Bamako (Mali) le 30 janvier 1991.

*Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

\*

\* \* \*

**CONVENTION DE BAMAKO SUR L'INTERDICTION  
D'IMPORTER EN AFRIQUE DES DECHETS DANGEREUX  
ET SUR LE CONTROLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES ET  
LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX PRODUITS EN AFRIQUE**

**P R E A M B U L E**

Les Parties à la présente Convention,

1. Pleinement conscientes de la menace croissante que représentent, pour la santé humaine et l'environnement, la complexité grandissante et le développement de la production de déchets dangereux;
2. Ayant présent à l'esprit le fait que la manière la plus efficace de protéger la santé humaine et l'environnement contre les dangers que représentent ces déchets consiste à réduire leur production au minimum du point de vue de la quantité et/ou du danger potentiel;
3. Conscientes des dommages que les mouvements transfrontières de déchets dangereux risquent de causer à la santé humaine et à l'environnement;
4. Réaffirmant le fait que les Etats devraient veiller à ce que le producteur s'acquitte de ses responsabilités ayant trait au transport, à l'élimination et au traitement de déchets dangereux d'une manière qui soit compatible avec la protection de la santé humaine et de l'environnement, quel que soit le lieu où ils sont éliminés;
5. Rappelant les dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) relatives à la protection de l'environnement, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, le Chapitre IX du Plan d'Action de Lagos ainsi que les recommandations et résolutions adoptées par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) au sujet de l'environnement;

6. Reconnaissant également le droit souverain des Etats d'interdire l'importation et le transit de substances et déchets dangereux sur leur territoire pour des raisons liées à la protection de la santé humaine et de l'environnement;
7. Reconnaissant en outre la mobilisation croissante de l'opinion publique en Afrique en faveur de l'interdiction des mouvements transfrontières de déchets dangereux sous toutes leurs formes et de leur élimination dans les Etats africains;
8. Convaincues que les déchets dangereux devraient, dans toute la mesure où cela est compatible avec une gestion écologiquement rationnelle et efficace, être éliminés dans l'Etat où ils sont été produits;
9. Convaincues que le contrôle efficace et la réduction optimale des mouvements transfrontières de déchets dangereux encourageront, en Afrique et ailleurs, une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets et une réduction de la production de ces déchets;
10. Notant qu'un certain nombre d'accords internationaux et régionaux traitent de la question de la protection et de la préservation de l'environnement lorsqu'il y a transit de marchandises dangereuses;
11. Tenant compte de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement (Stockholm, 1972), des Lignes Directrices et Principes du Caire concernant la gestion écologiquement rationnelle de déchets dangereux et adoptés par le Conseil d'Administration du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) par sa décision 14/30 du 17 juin 1987, des recommandations du Comité d'experts des Nations Unies en matière de transport des marchandises dangereuses (formulées en 1957 et mises à jour tous les deux ans), de la Charte des Nations Unies, de l'esprit de la Convention de Bâle de 1989 sur le contrôle des

mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination qui prévoit la conclusion d'accords régionaux en la matière, des dispositions de l'article 39 de la Convention de Lomé IV relatives aux mouvements internationaux de déchets dangereux et radioactifs, des recommandations, déclarations, instruments et règlements pertinents adoptés dans le cadre du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales africaines ainsi que des travaux et études effectués par d'autres organisations internationales et régionales;

12. Conscientes de l'esprit, des principes, des buts et des fonctions de la Convention Africaine sur la Conservation de la Nature et des Ressources Naturelles adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains à Alger (1968) et de la Charte Mondiale de la Nature adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à sa trente-septième session (1982) en tant que règle d'éthique concernant la protection de l'environnement humain et la conservation des ressources naturelles;

13. Préoccupées par les problèmes du trafic transfrontière de déchets dangereux;

14. Reconnaissant la nécessité de promouvoir le développement de méthodes de production et de techniques propres destinées à assurer une gestion rationnelle de déchets dangereux produits en Afrique, en particulier pour éviter, réduire et éliminer la production de ces déchets;

15. Reconnaissant également que, lorsque cela est nécessaire, les déchets dangereux devraient être transportés conformément aux conventions et recommandations régionales et internationales pertinentes;

16. Déterminées à protéger, par un contrôle strict, la santé humaine des populations africaines et l'environnement contre les

effets nocifs qui peuvent résulter de la production de déchets dangereux;

17. Affirmant également leur engagement de s'attaquer, de façon responsable, au problème des déchets dangereux produits sur le Continent africain;

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER  
DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

1. "déchets", des substances ou matières qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national;
2. "déchets dangereux", les déchets définis à l'article 2 de la présente Convention;
3. "gestion", la prévention et la réduction de déchets dangereux ainsi que la collecte, le transport, le stockage, le traitement, même en vue de recyclage ou de réutilisation, et l'élimination des déchets dangereux, y compris la surveillance des sites d'élimination;
4. "mouvement transfrontière", tout mouvement de déchets dangereux en provenance d'une zone relevant de la compétence nationale d'un Etat et à destination d'une zone relevant de la compétence nationale d'un autre Etat, ou en transit par cette zone, ou d'une zone ne relevant de la compétence nationale d'aucun Etat, ou en transit par cette zone, pour autant que deux Etats au moins soient concernés par le mouvement;
5. "méthodes de production propres", les méthodes de production

et les procédés industriels qui évitent ou éliminent la production de déchets ou de produits dangereux, conformément aux dispositions des alinéas (f) et (g) du point 3 de l'article 4 de la présente Convention;

6. "élimination", toute opération prévue à l'annexe III de la présente Convention;

7. "site ou installation agréée", un site ou une installation où l'élimination de déchets dangereux a lieu en vertu d'une autorisation ou d'un permis d'exploitation délivré par une autorité compétente de l'Etat où le site ou l'installation se trouve;

8. "autorité compétente", l'autorité gouvernementale désignée par une Partie pour recevoir, dans la zone géographique que la Partie peut déterminer, la notification d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ainsi que tous les renseignements qui s'y rapportent et pour prendre position au sujet de cette notification comme le prévoit l'article 6 de la présente Convention;

9. "correspondant", l'organisme d'une Partie mentionnée à l'article 5 et chargé de recevoir et de communiquer les renseignements prévus aux articles 13 et 16 de la présente Convention;

10. "gestion écologiquement rationnelle de déchets dangereux", toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets;

11. "zone relevant de la compétence nationale d'un Etat", toute zone terrestre, maritime ou aérienne à l'intérieur de laquelle un Etat exerce, conformément au droit international, des compétences

administratives et réglementaires en matière de protection de la santé humaine ou de l'environnement;

12. "Etat d'exportation", tout Etat à partir duquel est prévu le déclenchement ou où est déclenché un mouvement transfrontière de déchets dangereux;

13. "Etat d'importation", tout Etat, vers lequel est prévu ou a lieu un mouvement transfrontière de déchets dangereux pour qu'ils y soient éliminés ou aux fins de chargement avant élimination dans une zone qui ne relève de la compétence nationale d'aucun Etat;

14. "Etat de transit", tout Etat autre que l'Etat d'exportation ou d'importation, à travers lequel un mouvement transfrontière de déchets dangereux est prévu ou a lieu;

15. "Etats concernés", les Etats d'exportation ou d'importation, et les Etats de transit, qu'ils soient Parties ou non Parties à la présente Convention;

16. "Personne", toute personne physique ou morale;

17. "Exportateur", toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'exportation et qui procède à l'exportation de déchets dangereux;

18. "Importateur", toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'importation et qui procède à l'importation de déchets dangereux;

19. "Transporteur", toute personne qui transporte des déchets dangereux;

20. "Producteur", toute personne dont l'activité produit des déchets dangereux ou, si cette personne est inconnue, la personne

qui est en possession de ces déchets et/ou qui les contrôle;

21. "Eliminateur", toute personne à qui sont expédiés des déchets dangereux et qui effectue l'élimination desdits déchets;

22. "Trafic illicite", tout mouvement de déchets dangereux tel que précisé dans l'article 9 de la présente Convention;

23. "Immersion en mer", le rejet délibéré en mer de déchets dangereux à partir de navires, aéronefs, plateformes ou autres ouvrages placés en mer, y compris l'incinération en mer et l'évacuation de ces déchets dans les fonds marins et leur sous-sol.

## ARTICLE 2

### CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

1. Les substances ci-après sont considérées comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention :

- a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I de la présente Convention;
- b) Les déchets auxquels les dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus ne s'appliquent pas, mais qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de l'Etat d'exportation, d'importation ou de transit;
- c) Les déchets qui possèdent l'une des caractéristiques indiquées à l'annexe II de la présente Convention;
- d) Les substances dangereuses qui ont été frappées d'interdiction, annulées ou dont l'enregistrement a été refusé par les actes réglementaires des gouvernements ou dont l'enregistrement a été volontairement retiré dans le

pays de production pour des raisons de protection de la santé humaine et de l'environnement.

2. Les déchets qui, en raison de leur radioactivité, sont soumis à des systèmes de contrôle internationaux, y compris des instruments internationaux s'appliquant spécifiquement aux matières radioactives sont inclus dans le champ d'application de la présente Convention.
3. Les déchets provenant de l'exploitation normale d'un navire et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

### ARTICLE 3

#### DEFINITIONS NATIONALES DES DECHETS DANGEREUX

1. Chaque Etat notifie au Secrétariat de la Convention, dans un délai de six mois après être devenu Partie à la Convention, ses déchets, autres que ceux indiqués dans l'annexe I de la présente Convention, qui sont considérés ou définis comme dangereux par sa législation nationale ainsi que toute autre disposition concernant les procédures en matière de mouvement transfrontière applicables à ces déchets.
2. Chaque Etat notifie par la suite au Secrétariat de la Convention toute modification importante aux renseignements communiqués par elle en application du paragraphe 1 du présent article.
3. Le Secrétariat notifie immédiatement à toutes les Parties les renseignements qu'il a reçus en application des paragraphes 1 et 2 du présent article.
4. Les Parties sont tenues de mettre à la disposition de leurs exportateurs et autres organes appropriés, les renseignements qui

leur sont communiqués par le Secrétariat en application du paragraphe 3 du présent article.

**ARTICLE 4**  
**OBLIGATIONS GENERALES**

**1. Interdiction d'importer des déchets dangereux.**

Toutes les Parties prennent les mesures juridiques, administratives et autres appropriées sur les territoires relevant de leur juridiction en vue d'interdire l'importation en Afrique de tous les déchets dangereux, pour quelque raison que ce soit, en provenance des Parties non contractantes. Leur importation est déclarée illicite et possible de sanctions pénales. Toutes les Parties :

- a) transmettent au plus tôt tous renseignements relatifs à l'importation illégale de déchets dangereux au Secrétariat qui les communique à toutes les Parties contractantes;
- b) coopèrent pour garantir qu'aucun Etat Partie à la présente Convention n'importe des déchets dangereux en provenance d'un Etat non Partie. A cette fin, les Parties envisagent, lors de la Conférence des Parties contractantes, d'autres mesures pour faire respecter les dispositions de la présente Convention.

**2. Interdiction de déverser des déchets dangereux dans la mer, les eaux intérieures et les voies d'eaux.**

- a) Conformément aux conventions et aux instruments internationaux en vigueur, les Parties adoptent, dans les limites des eaux intérieures, des eaux territoriales, des zones économiques exclusives et du plateau continental qui relèvent de leur juridiction, les mesures juridiques,

administratives et autres appropriées pour contrôler tous les transporteurs des Etats non Parties et interdisent l'immersion des déchets dangereux en mer, y compris leur incinération en mer et leur évacuation dans les fonds marins et leur sous-sol; toute immersion de déchets dangereux en mer, y compris leur incinération en mer et leur évacuation dans les fonds marins et leur sous-sol par des Parties contractantes, que ce soit dans des eaux intérieures, des eaux territoriales, des zones économiques exclusives ou au large, est considérée comme illicite;

- b) Les Parties transmettent le plus rapidement possible tous les renseignements relatifs à l'immersion des déchets dangereux au Secrétariat qui les communique à toutes les Parties contractantes.

### 3. Production de déchets en Afrique.

Chaque Partie :

- a) veille à ce que les producteurs de déchets dangereux envoient au Secrétariat de la Convention des rapports au sujet des déchets qu'ils produisent afin de lui permettre de tenir une comptabilité complète des déchets dangereux;
- b) impose une responsabilité stricte, illimitée, conjointe et solidaire aux producteurs de déchets dangereux;
- c) veille à ce que la production de déchets dangereux et d'autres déchets à l'intérieur du pays soit réduite au minimum, compte tenu des considération sociales, techniques et économiques;
- d) assure la mise en place d'installations adéquates d'élimination et de traitement qui devront, dans la

mesure du possible, être situées à l'intérieur du territoire placé sous sa juridiction, en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux en quelque lieu qu'ils soient éliminés ou traités;

- e) veille à ce que les personnes qui s'occupent de la gestion des déchets à l'intérieur du territoire placé sous sa juridiction prennent les mesures nécessaires pour prévenir la pollution résultant de ces déchets et, si une telle pollution se produit, pour en réduire au minimum les conséquences pour la santé humaine et l'environnement;

**Adoption de mesures de précaution :**

- f) Chaque Partie s'efforce d'adopter et de mettre en oeuvre, pour faire face au problème de la pollution, des mesures de précaution qui comportent, entre autres, l'interdiction d'évacuer dans l'environnement, des substances qui pourraient présenter des risques pour la santé de l'homme et pour l'environnement, sans attendre d'avoir la preuve scientifique de ces risques. Les Parties coopèrent en vue d'adopter les mesures de précaution appropriées pour prévenir la pollution au moyen de méthodes de production propres, plutôt que d'observer des limites d'émissions autorisées en fonction d'hypothèses relatives à la capacité d'assimilation;
- g) A cet égard, les Parties encouragent des méthodes de production propres pour l'ensemble des cycles de production y compris :
- le choix, l'extraction et le traitement des matières premières;

- la conceptualisation, la mise au point, la fabrication et l'assemblage du produit;
- le transport des matériaux au cours de toutes les étapes;
- les utilisations industrielles et domestiques;
- la réintroduction du produit dans les systèmes industriels ou dans la nature lorsqu'il cesse d'être utile;

La production propre ne doit pas comporter de systèmes de contrôle de la pollution "en bout de chaîne" tels que des filtres, des laveurs ou des méthodes de traitement chimique, physique ou biologique. Les mesures visant à réduire le volume des déchets par incinération ou concentration, à masquer le risque par la dilution ou par le transfert de produits polluants d'un environnement à un autre sont aussi exclues.

- h) La question de la prévention du transfert de technologies polluantes dans les territoires des Parties placés sous la juridiction nationale fera l'objet d'un processus systématique d'examen par le Secrétariat de la Convention qui en fera périodiquement rapport à la Conférence des Parties.

Obligations en matière de transport et de mouvement transfrontière de déchets dangereux produits par les Parties contractantes.

- i) Chaque Partie empêche les exportations de déchets dangereux à destination des Etats qui en ont interdit

l'importation par leur législation ou par des accords internationaux ou si elle a des raisons de croire que les déchets en question n'y sont pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles telles que définies par les critères que retiendront les Parties à leur première réunion.

- j) Une Partie n'autorise pas les exportations de déchets dangereux vers un Etat qui ne dispose pas d'installations voulues pour les éliminer ou les traiter selon des méthodes écologiquement rationnelles;
- k) Chaque Partie veille à ce que les déchets dangereux dont l'exportation est prévue soient gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'importation et de transit. A leur première réunion, les Parties arrêteront des directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets entrant dans le cadre de la présente Convention;
- l) Les Parties conviennent d'interdire l'exportation de déchets dangereux en vue de leur élimination dans la zone située au sud du soixantième parallèle de l'hémisphère sud, que ces déchets fassent ou non l'objet d'un mouvement transfrontière;
- m) En outre, chaque Partie :
  - i) interdit à toute personne relevant de sa compétence nationale de transporter, de stocker ou d'éliminer des déchets dangereux, à moins que la personne en question ne soit autorisée ou habilitée à procéder à ce type d'opération;
  - ii) veille à ce que les déchets dangereux qui doivent

faire l'objet d'un mouvement transfrontière soient emballés, étiquetés et transportés conformément aux règles et normes internationales généralement acceptées et reconnues en matière d'emballage, d'étiquetage et de transport, et qu'il soit dûment tenu compte des pratiques internationales admises en la matière;

iii) veille à ce que les déchets dangereux soient accompagnés d'un document de mouvement contenant les renseignements spécifiés à l'annexe IV B depuis le lieu d'origine du mouvement jusqu'au lieu d'élimination;

- n) Les Parties prennent les mesures requises pour que les mouvements transfrontières de déchets dangereux ne soient autorisés que :
- i) si l'Etat d'exportation ne dispose pas de moyens techniques et d'installations nécessaires ou de sites d'élimination voulu pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces ou,
  - ii) si le mouvement transfrontière en question est conforme à d'autres critères qui seront fixés par les Parties, pour autant que ceux-ci ne soient pas en contradiction avec les objectifs de la présente Convention ;
- o) Aux termes de la présente Convention, l'obligation des Etats producteurs de déchets dangereux d'exiger que ceux-ci soient traités selon des méthodes écologiquement

- rationnelles ne peut en aucun cas être transférée à l'Etat d'importation ou de transit;
- p) Les Parties s'engagent à examiner périodiquement les possibilités de réduire le volume et/ou le potentiel de pollution des déchets dangereux qui sont exportés vers d'autres Etats;
  - q) Les Parties exerçant leur droit d'interdire l'importation de déchets dangereux en vue de leur élimination en informent les autres Parties conformément aux dispositions de l'Article 13 de la présente Convention.
  - r) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux dans les Etats Parties qui ont interdit l'importation de tels déchets, lorsque cette interdiction a été notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa (q) ci-dessus;
  - s) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux si l'Etat d'importation ne donne pas par écrit son accord spécifique pour l'importation de ces déchets dans le cas où cet Etat d'importation n'a pas interdit l'importation de ces déchets;
  - t) Les Parties veillent à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux soient réduits à un minimum compatible avec une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets et s'effectuent de manière à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter;
  - u) Les Parties exigent que les renseignements sur les

mouvements transfrontières proposés de déchets dangereux soient communiqués aux Etats concernés, conformément à l'annexe IV-A, et indiquent clairement les dangers que les mouvements envisagés pourraient présenter pour la santé humaine et l'environnement;

4. En outre,

- a) Les Parties s'engagent à faire appliquer les obligations de la présente Convention et à poursuivre en justice les auteurs de violations conformément à leur législation nationale et/ou au droit international;
- b) Rien, dans la présente Convention, n'empêche une Partie d'imposer, pour mieux protéger la santé humaine et l'environnement, des conditions supplémentaires qui soient compatibles avec les dispositions de la présente Convention et conformément aux règles de droit international;
- c) La présente Convention ne porte atteinte ni à la souveraineté des Etats sur leurs mers territoriales, leurs voies d'eaux et leur espace aérien établie conformément au droit international, ni à la juridiction qu'exercent les Etats dans leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental conformément au droit international, ni à l'exercice par tous les Etats, des droits et de la liberté de navigation dans l'espace maritime et aérien tels qu'ils sont régis par le droit international et qu'ils ressortent des instruments internationaux pertinents.

## ARTICLE 5

### DESIGNATION DES AUTORITES COMPETENTES, DU CORRESPONDANT ET DE L'ORGANE DE SURVEILLANCE

Pour faciliter l'application de la présente Convention, les Parties:

1. désignent ou créent une ou plusieurs autorités compétentes et un correspondant. Une autorité compétente est désignée pour recevoir les notifications dans le cas d'un Etat de transit.
2. notifient au Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention à leur égard, les organes qu'elles ont désignés comme correspondants et autorités compétentes.
3. notifient au Secrétariat toute modification apportée aux désignations qu'elles ont faites en application du paragraphe 2 ci-dessus, dans un délai d'un mois à compter de la date où la modification a été décidée.
4. désignent un organe national pour faire fonction d'organe de surveillance. En cette qualité, il sera appelé à assurer la coordination avec les organes gouvernementaux et non gouvernementaux intéressés.

## ARTICLE 6

### MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES ET PROCEDURES DE NOTIFICATION

1. L'Etat d'exportation notifie par écrit, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de l'Etat d'exportation, à l'autorité compétente des Etats concernés tout mouvement transfrontière de déchets dangereux envisagé ou exige du producteur ou de l'exportateur qu'il le fasse.

Ces notifications doivent contenir les déclarations et

renseignements spécifiés à l'annexe IV-A, rédigés dans une langue acceptable pour l'Etat d'importation. Une seule notification est envoyée à chacun des Etats concernés.

2. L'Etat d'importation accuse, par écrit, réception de la notification à celui qui l'a donnée en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. Une copie de la réponse définitive de l'Etat d'importation est envoyée aux autorités compétentes des Etats concernés qui sont Parties à la présente Convention.

3. L'Etat d'exportation n'autorise pas le mouvement transfrontière avant d'avoir reçu:

- a) le consentement écrit de l'Etat d'importation,
- b) la confirmation écrite, de l'Etat d'importation, de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets considérés.

4. Chaque Etat de transit qui est Partie à la présente Convention accuse, sans délai, réception de la notification à l'Etat d'exportation. Il peut ultérieurement prendre position par réponse écrite à l'auteur de la notification dans un délai de 60 jours en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement ou en demandant un complément d'information. L'Etat d'exportation n'autorise pas le déclenchement du mouvement transfrontière avant d'avoir reçu le consentement écrit de l'Etat de transit.

5. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ceux-ci

ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que:

- a) par l'Etat d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 du présent article qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation s'appliquent mutatis mutandis à l'exportateur et à l'Etat d'exportation respectivement;
- b) par l'Etat d'importation ou par les Etats d'importation et de transit qui sont Parties à la présente Convention, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 du présent article qui s'appliquent à l'exportateur et à l'Etat d'exportation s'appliquent mutatis mutandis à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation respectivement;
- c) pour tout Etat de transit qui est Partie à la présente Convention, les dispositions du paragraphe 4 s'appliquent audit Etat.

6. L'Etat d'exportation utilise une procédure de notification spécifique même lorsque des déchets dangereux ayant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques sont régulièrement expédiés au même éliminateur par le même poste douanier de sortie de l'Etat d'exportation, le même poste douanier d'entrée du pays d'importation et, en cas de transit, par les mêmes postes douaniers d'entrée et de sortie du ou des Etats de transit; une notification spécifique est exigée pour chaque expédition et doit contenir les informations consignées à l'annexe IV-A

7. Chaque Partie s'engage à limiter le nombre de postes ou de ports d'entrée et en informe le Secrétariat pour qu'il diffuse ces renseignements à toutes les Parties Contractantes. Ces postes et ports d'entrée doivent être les seuls autorisés pour les mouvements transfrontières de produits dangereux.

8. Les Parties exigent de toute personne prenant en charge un mouvement transfrontière de déchets dangereux, qu'elle signe le document de mouvement à la livraison ou à la réception des déchets en question. Elles exigent aussi de l'éliminateur qu'il informe l'exportateur et l'autorité compétente de l'Etat d'exportation de la réception des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement des opérations d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Si cette information n'est pas reçue par l'Etat d'exportation, l'autorité compétente de cet Etat ou l'exportateur en informe l'Etat d'importation.

9. La notification et la réponse exigées aux termes du présent article sont communiquées à l'autorité compétente des Etats concernés.

10. Les Etats d'importation ou de transit qui sont Parties à la présente Convention peuvent exiger, comme condition d'entrée, que tout mouvement transfrontière de déchets dangereux soit couvert par une assurance, un cautionnement ou d'autres garanties;

#### ARTICLE 7

##### MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES EN PROVENANCE D'UNE PARTIE A TRAVERS LE TERRITOIRE D'ETATS QUI NE SONT PAS PARTIES

Les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 6 de la présente Convention s'appliquent mutatis mutandis aux mouvements transfrontières de déchets dangereux en provenance d'une Partie à travers un ou plusieurs Etats qui ne sont pas Parties.

#### ARTICLE 8

##### OBLIGATION DE REIMPORTER

Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux auquel les Etats concernés ont consenti, sous réserve des dispositions de la présente Convention, ne peut être mené à terme conformément aux

clauses du contrat, l'Etat d'exportation est tenu, si d'autres dispositions ne peuvent être prises pour éliminer ou traiter les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles dans un délai de 90 jours au maximum à compter du moment où l'Etat d'importation a informé l'Etat d'exportation et le Secrétariat, d'exiger que l'importateur réintroduise ces déchets dans l'Etat d'exportation. A cette fin, l'Etat d'importation et tout Etat de transit ne s'opposent pas à la réintroduction de ces déchets dans l'Etat d'exportation, ni ne l'entravent ni ne l'empêchent.

**ARTICLE 9**  
**TRAFFIC ILLICITE**

1. Aux fins de la présente Convention, est reconnu comme constituer un trafic illicite tout mouvement transfrontière de déchets dangereux effectué dans les conditions suivantes:

- a) sans qu'une notification ait été donnée à tous les Etats concernés conformément aux dispositions de la présente Convention; ou
- b) sans le consentement que doit donner l'Etat concerné conformément aux dispositions de la présente Convention; ou
- c) avec le consentement des Etats concernés obtenu par falsification, fausse déclaration ou fraude; ou
- d) sans être matériellement conforme aux documents; ou
- e) en vue d'une élimination délibérée de déchets dangereux en violation des dispositions de la présente Convention et des principes généraux du droit international.

2. Chaque Etat adopte une législation nationale appropriée pour

imposer des sanctions pénales à toute personne qui planifie ou effectue ces importations illicites ou y collabore. Ces sanctions doivent être suffisamment sévères pour punir ces actions et avoir un effet préventif.

3. Au cas où un mouvement transfrontière de déchets dangereux est considéré comme trafic illicite du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur, l'Etat d'exportation veille à ce que les déchets dangereux en question soient repris par l'exportateur ou le producteur ou s'il y a lieu, par lui-même sur son territoire, dans un délai de 30 jours à compter du moment où l'Etat d'exportation a été informé du trafic illicite. A cette fin, les Etats concernés ne s'opposent pas au retour desdits déchets dans l'Etat d'exportation ni ne l'entravent ni ne l'empêchent et une action judiciaire appropriée est engagée contre les contrevenants.

4. Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux est considéré comme trafic illicite par suite du comportement de l'importateur ou de l'éliminateur, l'Etat d'importation veille à ce que les déchets dangereux en question soient renvoyés à l'exportateur par l'importateur et que des poursuites judiciaires soient engagées contre le ou les contrevenants, conformément aux dispositions de la présente Convention.

**ARTICLE 10**  
**COOPERATION INTERAFRICaine**

1. Les Parties coopèrent entre elles et avec les organisations africaines compétentes afin d'améliorer et d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux.

2. A cette fin, les Parties:

- a) communiquent des renseignements, sur une base bilatérale ou multilatérale, en vue d'encourager des méthodes de production propres et une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux y compris par l'harmonisation des normes et pratiques techniques visant une bonne gestion desdits déchets;
- b) coopèrent en vue de surveiller les effets de la gestion des déchets dangereux sur la santé humaine et l'environnement;
- c) coopèrent, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, à la mise au point et à l'application de nouvelles techniques écologiquement rationnelles produisant peu de déchets et à l'amélioration des techniques existantes en vue d'éliminer, dans la mesure du possible, la production de déchets dangereux et d'élaborer des méthodes plus efficaces pour en assurer la gestion d'une manière écologiquement rationnelle, notamment en étudiant les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'adoption de ces innovations ou perfectionnements techniques.
- d) coopèrent activement, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, au transfert des techniques relatives à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et des systèmes d'organisation de cette gestion. Elles coopèrent aussi pour favoriser le développement des moyens techniques des Parties et notamment de celles qui auraient besoin d'une aide technique dans ce domaine et en feraient la demande;

- e) coopèrent à la mise au point des directives techniques et/ou des codes pratiques appropriés;
- f) coopèrent à l'échange et à la diffusion de renseignements sur les mouvements de déchets dangereux conformément aux dispositions de l'article 13 de la présente Convention.

#### ARTICLE 11

##### COOPERATION INTERNATIONALE,

##### ACCORDS BILATERAUX, MULTILATERAUX ET REGIONAUX

1. Les Parties à la présente Convention peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux touchant les mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique avec des Parties ou des non Parties, à condition que de tels accords ou arrangements ne dérogent pas à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux prescrite par la présente Convention. Ces accords ou arrangements doivent énoncer des dispositions qui ne sont pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues dans la présente Convention.

2. Les Parties notifient au Secrétariat tout accord ou arrangement bilatéral, multilatéral ou régional visé au paragraphe 1 du présent article, ainsi que ceux qu'ils ont conclus avant l'entrée en vigueur à leur égard de la présente Convention aux fins de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux qui se déroulent entièrement entre les Parties auxdits accords. Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les mouvements transfrontières conformes à de tels accords, à condition que ceux-ci soient compatibles avec la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux telle que prescrite par la présente Convention.

3. Chaque Partie contractante interdit aux navires battant son pavillon et aux aéronefs immatriculés dans son territoire d'entreprendre des activités qui sont contraires aux dispositions de la présente Convention.

4. Les Parties utiliseront les moyens appropriés pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la mise en oeuvre des dispositions de la présente Convention.

5. Compte tenu des besoins des pays en développement, la coopération entre les Parties et les organisations internationales compétentes est encouragée, afin de promouvoir, entre autres, la sensibilisation du public, le développement d'une gestion rationnelle de déchets dangereux et l'adoption de nouvelles techniques peu polluantes.

**ARTICLE 12**  
**RESPONSABILITE**

La Conférence des Parties constitue un organe ad hoc d'experts chargé d'élaborer un projet de protocole établissant les procédures appropriées en ce qui concerne la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux.

**ARTICLE 13**  
**COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS**

1. Les Parties veillent à ce que, en cas d'accident survenu au cours du mouvement transfrontière de déchets dangereux ou de leur élimination et susceptible de présenter des risques pour la santé humaine et l'environnement d'autres Etats, ceux-ci soient immédiatement informés.

2. Les Parties s'informent mutuellement, par l'intermédiaire du Secrétariat:

- a) des changements concernant la désignation des autorités compétentes et/ou des correspondants, conformément à l'article 5 de la présente Convention;
- b) des changements dans la définition nationale des déchets dangereux, conformément à l'article 3 de la présente Convention;
- c) des décisions prises par elles pour limiter ou interdire l'importation de déchets dangereux;
- d) de tout autre renseignement demandé conformément au paragraphe 4 du présent article.

3. Les Parties, conformément aux lois et réglementations nationales, mettent en place des mécanismes chargés de rassembler et de diffuser des renseignements sur les déchets dangereux. Elles transmettent ces renseignements, par l'intermédiaire du Secrétariat, à la Conférence des Parties instituée en application de l'article 15 de la présente Convention et, avant la fin de chaque année civile, soumettent un rapport sur l'année civile précédente contenant les renseignements suivants:

- a) les autorités compétentes, l'organe de surveillance et les correspondants qui ont été désignés par elles, conformément à l'article 5 de la présente Convention;
- b) des renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux auxquels elles ont participé, et notamment:
  - i) la quantité de déchets dangereux exportée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur destination, le pays éventuel de transit et la méthode d'élimination utilisée comme spécifiée dans la notification;

- ii) la quantité de déchets dangereux importée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur origine et la méthode d'élimination utilisée;
  - iii) les éliminations auxquelles il n'a pas été procédé comme prévu;
  - iv) les efforts entrepris pour parvenir à réduire le volume de déchets dangereux faisant l'objet de mouvements transfrontières;
- c) des renseignements sur les mesures adoptées par elles en vue de l'application de la présente Convention;
  - d) des renseignements sur les données statistiques permanentes qu'elles ont recueillies au sujet des effets de la production, du transport et de l'élimination de déchets dangereux sur la santé humaine et l'environnement ainsi que toute information relative aux renseignements requis conformément au paragraphe 3 (a) de l'article 4 de la présente Convention;
  - e) des renseignements sur les accords et arrangements bilatéraux, multilatéraux et régionaux conclus en application de l'article 11 de la présente Convention;
  - f) des renseignements sur les accidents survenus durant les mouvements transfrontières et l'élimination de déchets dangereux et sur les mesures prises pour y faire face;
  - g) des renseignements sur les diverses méthodes d'élimination ou de traitement utilisées dans la zone relevant de leur compétence nationale;

- h) des renseignements sur les mesures prises pour la mise au point de méthodes de production propres, y compris de techniques non polluantes tendant à réduire et/ou à éliminer la production de déchets dangereux;
- i) tous autres renseignements sur les questions que la Conférence des Parties peut juger utiles.

4. Les Parties, conformément aux lois et réglementations nationales, veillent à ce qu'une copie de chaque notification concernant un mouvement transfrontière donné de déchets dangereux et de chaque réponse y relative soit envoyée au Secrétariat.

#### ARTICLE 14

##### QUESTIONS FINANCIERES

- 1. Le budget ordinaire de la Conférence des Parties, ainsi qu'il est spécifié aux articles 15 et 16 de la présente Convention, est établi par le Secrétariat et approuvé par la Conférence.
- 2. Les Parties, lors de la première réunion de la Conférence des Parties, fixent le barème des contributions au budget ordinaire du Secrétariat.
- 3. Les Parties envisagent également la création d'un fonds renouvelable pour aider, à titre provisoire, à faire face aux situations d'urgence afin de réduire au minimum les dommages entraînés par des accidents découlant du mouvement transfrontière ou de l'élimination des déchets dangereux.
- 4. Les Parties conviennent de créer, en fonction des besoins particuliers de différentes régions et sous-régions, des centres régionaux de formation et de transfert de technologie pour la gestion des déchets dangereux et la réduction de leur production, ainsi que des mécanismes appropriés de financement de nature volontaire.

**ARTICLE 15**  
**CONFERENCE DES PARTIES**

1. Il est institué une Conférence des Parties composée des Ministres ayant l'environnement dans leurs attributions. La première session de la Conférence des Parties sera convoquée par le Secrétaire Général de l'OUA un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les sessions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par celle-ci à sa première session.

2. La Conférence des Parties adoptera son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer ainsi que le règlement financier qui fixera en particulier la participation financière des Parties au titre de la présente Convention.

3. A leur première réunion, les Parties examineront toutes mesures supplémentaires qui seraient nécessaires pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la protection et la sauvegarde du milieu marin et des eaux intérieures dans le cadre de la présente Convention.

4. La Conférence des Parties examine en permanence l'application de la présente Convention et, en outre:

- a) encourage l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures nécessaires pour réduire au minimum les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement par les déchets dangereux;
- b) examine et adopte les amendements à la présente Convention et à ses annexes, compte tenu notamment des informations scientifiques, techniques, économiques et écologiques disponibles;

- c) examine et prend toute autre mesure nécessaire à la poursuite des objectifs de la présente Convention en fonction de l'expérience tirée de son application ainsi que de l'application des accords et arrangements visés à l'article 11 de la présente Convention;
- d) examine et adopte des protocoles en tant que de besoin;
- e) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention;
- f) statue elle-même sur le règlement pacifique des différends suscités par le mouvement transfrontière de déchets dangereux, et au besoin, en vertu du droit international;

5. Des organisations peuvent se faire représenter en qualité d'observateurs aux réunions de la Conférence des Parties. Tout organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines liés aux déchets dangereux, qui en a informé le Secrétariat, peut se faire représenter en qualité d'observateur à une réunion de la Conférence des Parties. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

**ARTICLE 16**  
**SECRETARIAT**

1. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

- a) organiser les réunions prévues aux articles 15 et 17 de la présente Convention et en assurer le service;
- b) établir et transmettre les rapports fondés sur les renseignements reçus conformément aux

- articles 3, 4, 5, 6, 11 et 13 de la présente Convention ainsi que sur les renseignements obtenus à l'occasion des réunions des organes subsidiaires créés en vertu de l'article 15 de la présente Convention et, le cas échéant, sur les renseignements fournis par les organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux compétents;
- c) établir des rapports sur les activités menées dans le cadre des fonctions qui lui sont assignées par la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties.
  - d) assurer la coordination nécessaire avec les organismes internationaux compétents, et en particulier, conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;
  - e) communiquer avec les correspondants, les autorités compétentes et les organes de surveillance désignés par les Parties conformément à l'article 5 de la présente Convention ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales susceptibles de fournir une assistance pour la mise en œuvre de la présente Convention;
  - f) recueillir des renseignements sur les installations et les sites nationaux agréés disponibles pour l'élimination ou le traitement des déchets dangereux et diffuser ces renseignements;
  - g) recevoir les renseignements en provenance des Parties et communiquer à celles-ci des informations sur:

- les sources d'assistance technique et de formation;
- les compétences techniques et scientifiques disponibles;
- les sources de conseils et de services d'experts; et
- les ressources disponibles.

Ces informations aideront les Parties dans les domaines tels que:

- l'administration du système de notification prévu par la présente Convention;
  - la gestion des déchets dangereux;
  - les méthodes de production propres et écologiquement rationnelles se rapportant aux déchets dangereux telles que les techniques peu polluantes;
  - l'évaluation des moyens et sites d'élimination;
  - la surveillance des déchets dangereux; et
  - les interventions en cas d'urgence;
- h) communiquer aux Parties les renseignements sur les consultants ou bureaux d'études ayant les compétences techniques requises en la matière et qui pourront les aider à examiner une notification de mouvement transfrontière, à vérifier qu'une expédition de déchets dangereux est conforme à la notification pertinente et/ou que les installations proposées pour l'élimination des déchets dangereux sont écologiquement rationnelles, lorsqu'elles ont des raisons de croire que les déchets en question ne feront pas l'objet d'une gestion

éologiquement rationnelle. Tout examen de ce genre ne sera pas à la charge du Secrétariat;

- i) aider les Parties à déceler les cas de trafic illicite et à communiquer immédiatement aux Etats concernés tous les renseignements qu'il aura reçus au sujet de trafics illicites;
- j) coopérer avec les Parties et avec les organisations et institutions internationales intéressées et compétentes pour fournir les experts et le matériel nécessaires à une aide rapide aux Etats en cas d'urgence;
- k) s'acquitter d'autres fonctions entrant dans le cadre de la présente Convention que la Conférence des Parties peut décider de lui assigner.

2. Les fonctions du Secrétariat seront provisoirement exercées conjointement par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) jusqu'à la fin de la première réunion de la Conférence des Parties tenue conformément à l'article 15 de la présente Convention. A cette réunion, la Conférence des Parties évaluera aussi la façon dont le Secrétariat intérimaire se sera acquitté des fonctions qui lui étaient confiées en particulier aux termes du paragraphe 1 ci-dessus, et elle décidera des structures qui conviennent à l'exercice de ces fonctions.

#### ARTICLE 17

#### AMENDEMENTS A LA CONVENTION ET A SES PROTOCOLES

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention et toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole. Ces amendements tiennent compte, entre autres, des considérations scientifiques, techniques, environnementales et sociales pertinentes.

2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés lors des réunions de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés lors des réunions des Parties au Protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente Convention ou aux protocoles, sauf s'il en est disposé autrement dans lesdits protocoles, est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la réunion à laquelle ledit amendement est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention pour information.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, au sujet de tout amendement proposé à la présente convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des deux tiers des Parties à la présente Convention présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote. Il est ensuite soumis par le Dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation, confirmation formelle ou acceptation.

#### Amendements aux protocoles de la Convention.

4. La procédure énoncée au paragraphe 3 ci-dessus s'applique à l'adoption des amendements aux protocoles, sauf que la majorité des deux tiers des Parties aux protocoles considérés présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote suffit.

#### Dispositions générales :

5. Les instruments de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les Parties les ayant acceptés, le quatre-vingt-dixième jour après que le

Dépositaire a reçu leur instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation par les deux tiers au moins des Parties ayant accepté les amendements au Protocole considéré, sauf disposition contraire dudit protocole. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements.

6. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

#### ARTICLE 18

##### ADOPTION ET AMENDEMENTS DES ANNEXES

1. Les annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif font Partie intégrante de la Convention ou du protocole considéré et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou à ses protocoles est aussi une référence aux annexes à ces instruments. Lesdites annexes sont limitées aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire des protocoles au sujet de leurs annexes, la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou aux protocoles y afférents sont régies par la procédure suivante :

- a) les annexes à la présente Convention et à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure décrite aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 17 de la présente Convention.

- b) toute Partie qui n'est pas en mesure d'accepter une annexe supplémentaire à la présente Convention ou à l'un des protocoles auxquels elle est Partie en donne par écrit notification au Dépositaire dans les six mois qui suivent la date de communication de l'adoption par le Dépositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les Parties de toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment accepter une annexe à laquelle elle avait déclaré précédemment faire objection, et cette annexe entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie.
- c) à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'envoi de la communication par le Dépositaire, l'annexe prend effet à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention ou à tout protocole considéré qui n'ont pas soumis de notification conformément à l'alinéa (b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des amendements aux annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à tout protocole y relatif. Les annexes et les amendements y relatifs tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe nécessite un amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif, l'annexe supplémentaire ou l'annexe modifiée n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif entre lui-même en vigueur.

**ARTICLE 19**  
**VERIFICATION**

Toute Partie qui a des raisons de croire qu'une autre Partie agit ou a agi en violation des obligations découlant des dispositions de la présente Convention doit en informer le Secrétariat, et dans ce cas, elle informe simultanément et immédiatement, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, la Partie faisant l'objet des allégations. Le Secrétariat vérifie le bien-fondé de cette allégation et soumet un rapport à ce sujet à toutes les Parties à la présente Convention.

**ARTICLE 20**  
**REGLEMENT DES DIFFERENDS**

1. Si un différend surgit entre les Parties à propos de l'interprétation, de l'application ou du respect de la présente Convention ou de tout protocole y relatif, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Si les Parties en cause ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe 1 du présent article, ce différend est soumis soit à l'arbitrage d'un organe ad hoc mis sur pied par la Conférence à cette fin, soit à la Cour Internationale de Justice.

3. L'arbitrage des différends entre Parties par l'organe ad hoc prévu au paragraphe 2 du présent article s'effectue conformément aux dispositions de l'annexe V de la présente Convention.

**ARTICLE 21**  
**SIGNATURE**

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de l'OUA à Bamako, Mali et à Addis-Abéba, Ethiopie, pour une durée de six (6) mois allant du 30 janvier 1991 au 31 juillet 1991.

**ARTICLE 22**  
**RATIFICATION, ACCEPTATION, CONFIRMATION FORMELLE**  
**OU APPROBATION**

1. La présente Convention est soumis à la ratification, à l'acceptation, à la confirmation formelle ou à l'approbation des Etats membres de l'OUA. Les instruments de ratification, d'acceptation, de confirmation formelle ou d'approbation sont déposés auprès du Dépositaire.

2. Les Parties sont liées par toutes les obligations énoncées dans la présente Convention.

**ARTICLE 23**  
**ADHESION**

La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats membres de l'OUA à partir de la date à laquelle la Convention n'est plus ouverte à la signature. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Dépositaire.

**ARTICLE 24**  
**DROIT DE VOTE**

Chaque Partie à la présente Convention dispose d'une voix.

**ARTICLE 25**  
**ENTREE EN VIGUEUR**

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du dixième instrument de ratification par les Parties signataires de la Convention.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère après la date de dépôt du dixième instrument de ratification, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ledit Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

**ARTICLE 26**  
**RESERVES ET DECLARATIONS**

1. Aucune réserve ou dérogation ne pourra être faite à la présente Convention.

2. Le paragraphe 1 du présent article n'empêche pas un Etat, lorsqu'il signe ou ratifie la présente Convention ou y adhère, de faire des déclarations ou des exposés, quelle que soit l'appellation qui leur est donnée, en vue, entre autres, d'harmoniser ses lois et règlements avec les dispositions de la présente Convention, à condition que ces déclarations ou exposés ne visent pas à annuler ou à modifier les effets juridiques des dispositions de la présente Convention dans leur application à cet Etat.

**ARTICLE 27**  
**DENONCIATION**

1. Après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie, ladite Partie pourra à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite donnée au Dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet un an après sa réception par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification.

3. La dénonciation ne dispense pas le requérant d'honorer les obligations qu'il a pu contracter dans le cadre de la présente Convention.

**ARTICLE 28**  
**DEPOSITAIRE**

Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) sera le Dépositaire de la présente Convention et de tout protocole y relatif.

**ARTICLE 29**  
**ENREGISTREMENT**

La présente Convention, dès son entrée en vigueur, sera enregistrée auprès du Secrétariat Général des Nations Unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

**ARTICLE 30**  
**TEXTES FAISANT FOI**

Les textes anglais, arabe, français et portugais de la présente Convention font également foi.

**EN FOI DE QUOI** les soussignés, à ce dument habilités, ont signé la présente Convention.

**FAIT A BAMAKO, MALI, LE 30 JANVIER MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT ONZE.**

\* \* \*

**ANNEXE I****CATEGORIES DE DECHETS QUI CONSTITUENT DES DECHETS DANGEREUX****Flux de déchets**

- Y0 Tous les déchets contenant des radionuclides ou contaminés par les radionuclides et dont la concentration ou les propriétés résultent d'activités humaines.
- Y1 Déchets cliniques provenant de soins médicaux dispensés dans des hôpitaux, centres médicaux et cliniques.
- Y2 Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques.
- Y3 Déchets de médicaments et de produits pharmaceutiques.
- Y4 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phytopharmaceutiques.
- Y5 Déchets issus de la fabrication, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois.
- Y6 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de solvants organiques.
- Y7 Déchets cyanurés de traitements thermiques et d'opérations de trempe.
- Y8 Déchets d'huiles minérales improches à l'usage initialement prévu.
- Y9 Mélanges et émulsions d'huile/eau ou hydrocarbure/eau.
- Y10 Substances et articles contenant, ou contaminés par des diphenyles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphenyles polybromés (PCB).

- Y11 Résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse.
- Y12 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encre, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis.
- Y13 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants ou de colles et adhésifs.
- Y14 Déchets de substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche, de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus.
- Y15 Déchets de caractère explosible non soumis à une législation différente.
- Y16 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels photographiques.
- Y17 Déchets de traitements de surface des métaux et matières plastiques.
- Y18 Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels.
- Y46 Déchets ménagers collectés.
- Y47 Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers.

Déchets ayant comme constituants :

- Y19 Métaux carbonyles.

Y20 Béryllium, composés du beryllium.

Y21 Composés du chrome hexavalent.

Y22 Composés du cuivre.

Y23 Composés du zinc.

Y24 Arsenic, composés de l'arsenic.

Y25 Sélénium, composés de sélénium.

Y26 Cadmium, composés de cadmium.

Y27 Antimoine, composés de l'antimoine.

Y28 Tellure, composés du tellure.

Y29 Mercure, composés du mercure.

Y30 Thallium, composés du thallium.

Y31 Plomb, composés du plomb.

Y32 Composés inorganiques du fluor, à l'exclusion du fluorure de calcium.

Y33 Cyanures inorganiques.

Y34 Solutions acides ou acides sous forme solide.

Y35 Solutions basiques ou bases sous forme solide.

Y36 Amiante, (poussières et fibres).

Y37 Composés organiques du phosphore.

Y38 Cyanures organiques.

Y39 Phénols, composés phénolés, y compris les chlorophénols.

Y40 Ethers.

Y41 Solvants organiques halogénés.

Y42 Solvants organiques, sauf solvants halogénés.

Y43 Tout produit de la famille des dibenzofurannes polychlorés.

Y44 Tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorées.

Y45 Composés organohalogénés autres que les matières figurant dans la présente annexe (par exemple Y39, Y41, Y42, Y43, Y44).

\* \* \*

ANNEXE IILISTE DES CARACTERISTIQUES DE DANGER

Classe	Code	Caractéristiques
ONU*	H1	Matières explosives
1.		Une matière ou un déchet explosif est une matière (ou un mélange de matières) solide ou liquide qui peut elle-même, par réaction chimique, émettre des gaz à une température et une pression et à une vitesse telle qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnante.
3.	H3	Matières inflammables Les liquides inflammables sont les liquides, mélanges de liquides, ou liquides contenant des solides en solution ou suspension (peintures, vernis, laques, etc.., par exemple, à l'exclusion cependant des matières ou déchets classés ailleurs en raison de leurs caractéristiques dangereuses), qui émettent des vapeurs inflammables à une température ne dépassant pas 60,5°C en creuset fermé ou 65,6°C en creuset ouvert. (Comme les résultats des essais en creuset ouvert et en creuset fermé ne sont pas strictement comparables entre eux et que même les résultats de plusieurs essais effectués selon la même méthode diffèrent souvent, les règlements qui s'écarteraient des chiffres ci-dessus pour tenir compte de ces différences demeureraient conformes à l'esprit de cette définition).

\* Cette numérotation correspond au système de classification de danger adopté dans les recommandations des Nations Unies pour le transport des marchandises dangereuses (ST/SG/AC.10/1/REV.5, Organisation des Nations Unies - New York, 1988).

- 4.1 H4.1 **Matières solides inflammables**  
Les solides ou déchets solides inflammables sont des matières solides autres que celles classées comme explosives qui, dans les conditions rencontrées lors du transport, s'enflamment facilement ou peuvent causer un incendie sous l'effet du frottement, ou le favoriser.
- 4.2 H4.2 **Matières spontanément inflammables**  
Matières ou déchets susceptibles de s'échauffer spontanément dans des conditions normales de transport, ou de s'échauffer au contact de l'air, et pouvant alors s'enflammer.
- 4.3 H4.3 **Matières ou déchets qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables**  
Matières ou déchets qui, par réaction avec l'eau, sont susceptibles de s'enflammer spontanément ou d'émettre des gaz inflammables en quantités dangereuses.
- 5.1 H.5.1 **Matières comburantes**  
Matières ou déchets qui, sans être toujours combustibles eux-mêmes, peuvent, en général en dégageant de l'oxygène, provoquer ou favoriser la combustion d'autres matières
- 5.2 H5.2 **Peroxydes organiques**  
Les matières organiques ou déchets contenant la structure bivalente O-O sont des matières thermiquement instables qui peuvent subir une décomposition auto-accélérée exothermique.

- 6.1 H6.1 Matières toxiques (aigües)  
Matières ou déchets qui, par ingestion, inhalation ou pénétration cutanée, peuvent causer la mort ou une lésion grave ou nuire à la santé humaine.
- 6.2 H6.2 Matières infectieuses  
Matières ou déchets contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait, ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'ils causent la maladie chez les animaux ou chez l'homme.
8. H8 Matières corrosives  
Matières ou déchets qui, par action chimique, causent des dommages graves aux tissus vivants qu'ils touchent, ou qui peuvent, en cas de fuite, endommager sérieusement, voire détruire, les autres marchandises transportées ou les engins de transport et qui peuvent aussi comporter d'autres risques.
9. H10 Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau  
Matières ou déchets qui, par réaction avec l'air ou l'eau, sont susceptibles d'émettre des gaz toxiques en quantités dangereuses.
9. H11 Matières toxiques (effets différés ou chroniques)  
Matières ou déchets qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des effets différés ou chroniques, ou produire le cancer.

9. H12 **Matières écotoxiques**  
Matières ou déchets qui, si ils sont rejetés, provoquent ou risquent de provoquer, par bio-accumulation et/ou effets toxiques sur les systèmes biologiques, des impacts nocifs immédiats ou différés sur l'environnement.
9. H13 **Matières susceptibles**, après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus.

\* \* \*

**ANNEXE III**  
**OPERATIONS D'ELIMINATION**

- D1. Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge, etc..),
- D2. Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc...),
- D3. Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel, ou des failles géologiques naturelles, etc...),
- D4. Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc...)
- D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc...);
- D6 Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion en mer,
- D7 Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin,
- D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à l'Annexe III,
- D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des

mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à l'Annexe III (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation, etc...)

- D10 Incinération à terre,
- D11 Incinération en mer,
- D12 Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine, etc...)
- D13 Regroupement préalablement à l'une des opérations de l'Annexe III,
- D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de l'Annexe III,
- D15 Stockage préalablement à l'une des opérations de l'Annexe III,
- D16 Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie,
- D17 Récupération ou régénération des solvants,
- D18 Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants,
- D19 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques,
- D20 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques,

- 
- D21 Régénération des acides ou des bases,
  - D22 Récupération des produits servant à capter les polluants,
  - D23 Récupération des produits provenant des catalyseurs,
  - D24 Régénération ou autres réemplois des huiles usées,
  - D25 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie,
  - D26 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées D1 à D25,
  - D27 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées D1 à D26,
  - D28 Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations figurant à l'Annexe III.

\* \* \*

**ANNEXE IV A**  
**INFORMATION A FOURNIR LORS DE LA NOTIFICATION**

1. Motif de l'exportation de déchets.
2. Exportateur des déchets 1/
3. Producteur (s) des déchets et lieu de production 1/
4. Importateur et Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
5. Transporteur (s) prévu (s) des déchets ou leurs agents, lorsqu'ils sont connus 1/
6. Pays d'exportation des déchets  
Autorité compétente 2/
7. Pays de transit  
Autorité compétente 2/
8. Pays d'importation des déchets  
Autorité compétente 2/
9. Date (s) prévue (s) du (des) transfert (s), durée de l'exportation des déchets et itinéraire prévu (notamment points d'entrée et de sortie).
10. Moyens (s) de transport prévu (s) (route, rail, mer, air, voie de navigation intérieure, etc...)
11. Informations relatives à l'assurance 3/
12. Dénomination et description physique des déchets, y compris numéro y et numéro ONU, composition de ceux-ci 4/

et renseignements sur toute disposition particulière relative à la manipulation, notamment mesures d'urgence à prendre en cas d'accident.

13. Type de conditionnement prévu (par exemple vrac, fûts, citernes).
14. Quantité estimée en poids/volume.
15. Processus dont proviennent les déchets 5/
16. Classification des déchets conformément à l'Annexe II : caractéristiques de danger, numéro H, classe de l'ONU.
17. Mode d'élimination selon l'Annexe III.
18. Déclaration du producteur et de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations.
19. Informations (y compris la description technique de l'installation) communiquées à l'exportateur ou au producteur par l'éliminateur des déchets et sur lesquelles ce dernier s'est fondé pour estimer qu'il n'y a aucune raison de croire que les déchets ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles conformément aux lois et règlements du pays importateur.
20. Renseignements concernant le contrat conclu entre l'exportateur et l'éliminateur.

#### NOTES

- 1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter.
- 2/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex

ou de télécopieur.

- 3/ Informations à fournir sur les dispositions pertinentes relatives à l'assurance et sur la manière dont l'exportateur, le transporteur et l'éliminateur s'en acquittent.
- 4/ Indiquer la nature et la concentration des composés les plus dangereux au regard de la toxicité et des autres dangers présentés par les déchets tant pour la manipulation que pour le mode d'élimination prévu.
- 5/ Dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour évaluer les risques et déterminer la validité de l'opération d'élimination proposée.

\* \* \*

**ANNEXE IV-B****INFORMATIONS A FOURNIR DANS LE DOCUMENT DE MOUVEMENT**

1. Exportateur des déchets 1/
2. Producteurs (s) des déchets et lieu de production 1/
3. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
4. Transporteur (s) des déchets 1/ ou son (ses) agent (s).
5. Date de début du mouvement transfrontière et date (s) et signature à la réception par chaque personne qui prend en charge les déchets.
6. Moyen de transport (route, rail, voie de navigation intérieure, mer, air) y compris pays d'exportation, de transit, et d'importation ainsi que points d'entrée et e sortie lorsque ceux-ci sont connus.
7. Description générale des déchets (état physique, appellation exacte et classe d'expédition ONU, numéro ONU, numéro Y et numéro H le cas échéant).
8. Renseignements sur les dispositions particulières relatives à la manipulation, y compris mesures d'intervention en cas d'accident.
9. Type et nombre de colis.
10. Quantité en poids/volume.
11. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations.

12. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'absence d'objections de la part des autorités compétentes de tous les Etats concernés.
13. Attestation de l'éliminateur de la réception à l'installation d'élimination désignée et indication de la méthode d'élimination et de la date approximative d'élimination.

**NOTES**

Les informations à fournir sur le document de mouvement devraient, chaque fois que possible, être rassemblées dans un seul et même document avec celles exigées par la réglementation des transports. En cas d'impossibilité, ces informations devraient compléter et non répéter celles exigées par la réglementation des transports. Le document de mouvement contiendra des instructions quant à la personne habilitée à fournir les renseignements et à remplir les formulaires.

- 1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter en cas d'urgence.

\* \* \*

**ANNEXE V****ARBITRAGE****ARTICLE PREMIER**

Sauf dispositions contraires de l'accord prévu à l'article 20 de la présente Convention, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions des articles 2 à 10 ci-après.

**ARTICLE 2**

La Partie requérante notifie au Secrétariat que les Parties sont convenues de soumettre le différend à l'arbitrage conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 de l'article 20 de la présente Convention, en indiquant notamment les articles de la Convention dont l'interprétation ou l'application sont en cause. Le Secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties à la Convention.

**ARTICLE 3**

Le tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des Parties au différend nomme un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

**ARTICLE 4**

1. Si dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le Président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) procède, à la requête de l'une des deux Parties à sa désignation dans un délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut saisir le Secrétaire Général de l'OUA, qui désigne le Président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le Président du tribunal arbitral demande à la Partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire Général de l'OUA qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

#### ARTICLE 5

1. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.
2. Tout tribunal constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure.

#### ARTICLE 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.
2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des Parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.
3. Les Parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la bonne conduite de la procédure.
4. L'absence ou le défaut d'une Partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

### ARTICLE 7

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

### ARTICLES 8

A moins que le tribunal d'arbitrage n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les dépenses du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont prises en charge à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de toutes ses dépenses et en fournit un état final aux Parties.

### ARTICLE 9

Toute Partie ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision peut intervenir dans la procédure, avec le consentement du tribunal.

### ARTICLE 10

1. Le tribunal prononce la sentence dans un délai de cinq mois à partir de la date à laquelle il est créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois.
2. La sentence du tribunal est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les Parties au différend.
3. Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des deux Parties au tribunal arbitral qui l'a rendue ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.

Adopté par la Conférence des Ministres de l'Environnement  
à Bamako, Mali, le 30 Janvier 1991.

**Dahir n° 1-19-71 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, adoptée à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003**

---

**LOUANGE A DIEU SEUL !**

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, adoptée à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003 ;

Vu la loi n° 81-18 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-19-37 du 21 jounada II 1440 (27 février 2019) ;

Vu le procès-verbal de dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc à la Convention précitée, fait à Addis-Abeba le 18 avril 2022, assorti des deux déclarations interprétatives suivantes :

*1 - « Le gouvernement du Royaume du Maroc affirme que l'adhésion du Royaume du Maroc à la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, ne saurait être interprétée, en aucune manière, comme une reconnaissance par le Royaume du Maroc d'un acte, d'un fait, d'une situation ou d'une entité qui n'est pas reconnue par le Royaume du Maroc susceptible de porter atteinte à son unité nationale et à son intégrité territoriale ».*

*2 - « Le gouvernement du Royaume du Maroc se déclare disposé à appliquer les dispositions des articles 17 et 19 de la Convention, à condition que la levée du secret bancaire et le gel des comptes n'entraînent pas la confiscation des biens situés sur le territoire marocain, sauf en cas de délits de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, conformément aux modalités prévues par la législation marocaine. Cette Convention, même si elle prévoit la confiscation dans les délits de corruption, la mise en œuvre de procédures judiciaires à son égard est sans fondement juridique dans la législation marocaine ».*

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, adoptée à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003.

*Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

\*

\* \* \*

## **CONVENTION DE L'UNION AFRICAINE SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

### **PREAMBULE**

Les Etats membres de l'Union africaine :

**Considérant** l'Acte constitutif de l'Union africaine qui reconnaît que la liberté, l'égalité, la justice, la paix et la dignité sont des objectifs essentiels pour la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains ;

**Considérant également** l'article 3 de l'Acte constitutif, qui demande aux Etats membres de coordonner et d'intensifier leur coopération, leur unité, leur cohésion et leurs efforts afin de relever le niveau de vie des peuples africains ;

**Conscients** du fait que l'Acte constitutif de l'Union africaine souligne, entre autres, la nécessité de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et des peuples, de consolider les institutions démocratiques, d'encourager la culture de la démocratie, de promouvoir la bonne gouvernance et d'assurer le respect de l'état de droit ;

**Conscients** de la nécessité de respecter la dignité humaine et d'encourager la promotion des droits économiques, sociaux et politiques, conformément aux dispositions de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et des autres instruments pertinents concernant les droits de l'homme ;

**Ayant à l'esprit** la Déclaration de 1990 sur les changements fondamentaux se produisant dans le monde et leurs implications pour l'Afrique, le Programme d'action du Caire de 1994 pour la relance de la transformation socio-

économique de l'Afrique, et le Plan d'action contre l'impunité adopté en 1996 par la dix-neuvième session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et entériné par la suite par la soixante-quatrième session ordinaire du Conseil des ministres tenue en 1996 à Yaoundé (Cameroun) qui souligne, entre autres, la nécessité de respecter les principes de bonne gouvernance, de primauté du droit, des droits de l'homme, de démocratisation et de participation effective des populations africaines au processus de bonne gouvernance ;

**Préoccupés** par les effets négatifs de la corruption et de l'impunité sur la stabilité politique, économique, sociale et culturelle des pays africains, et ses conséquences néfastes sur le développement économique et social des peuples africains ;

**Reconnaissant** que la corruption compromet le respect de l'obligation de rendre compte et du principe de transparence dans la gestion des affaires publiques, ainsi que le développement socio-économique du continent ;

**Conscients** de la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la corruption sur le continent ;

**Convaincus** de la nécessité de mettre en œuvre, en priorité, une politique pénale commune pour protéger la société contre la corruption, y compris l'adoption de mesures législatives appropriées et de mesures de prévention adéquates ;

**Déterminés** à instituer des partenariats entre les gouvernements et tous les segments de la société civile, en particulier les femmes, les jeunes, les médias et le secteur privé, afin de combattre le fléau de la corruption ;

**Rappelant** la décision AHG/Dec. 126 (XXXIV) adoptée par la trente-quatrième session ordinaire de la Conférence

des chefs d'Etat et de gouvernement tenue en juin 1998 à Ouagadougou (Burkina Faso), demandant au Secrétaire général de l'OUA de convoquer, en collaboration avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, une réunion d'experts de haut niveau pour réfléchir sur les voies et moyens d'éliminer les obstacles à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, y compris la lutte contre la corruption et l'impunité, et proposer des mesures législatives et autres mesures appropriées à cet effet ;

**Rappelant en outre** la décision de la 37<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA tenue en juillet 2001 à Lusaka (Zambie) ainsi que la déclaration adoptée par la première session de la Conférence de l'Union africaine tenue en juillet 2002 à Durban (Afrique du Sud), sur la mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) qui demande la mise en place d'un mécanisme coordonné pour lutter efficacement contre la corruption ;

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**

**Article 1**  
**Définitions**

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par :

**'Président de la Commission'**, le Président de la Commission de l'Union africaine ;

**'Confiscation'**, toute sanction ou mesure donnant lieu à une privation définitive de biens, gains ou produits, ordonnée par un tribunal à l'issue d'un procès intenté pour une ou plusieurs infractions pénales relevant de la corruption ;

**'Corruption'**, les actes et pratiques, y compris les infractions assimilées, prohibés par la présente Convention ;

**‘Cour de justice’**, une juridiction dûment mise en place par une loi nationale ;

**‘Conseil exécutif’**, le Conseil exécutif de l’Union africaine ;

**‘Enrichissement illicite’**, l’augmentation substantielle des biens d’un agent public ou de toute autre personne que celui-ci ne peut justifier au regard de ses revenus.

**‘Secteur privé’**, le secteur d’une économie nationale sous propriété privée et dans lequel l’allocation des facteurs de production est contrôlée par les forces du marché plutôt que par les pouvoirs publics, et tout autre secteur d’une économie nationale qui ne relève pas du gouvernement ou du secteur public ;

**‘Produits de la corruption’**, les biens physiques et non-physiques, meubles ou immeubles, tangibles ou intangibles et tout document ou instrument juridique prouvant qu’on a des titres pour ses biens ou des intérêts dans ces mêmes biens, acquis à la suite d’un acte de corruption ;

**‘Agent public’**, tout fonctionnaire ou employé de l’Etat ou de ses institutions, y compris ceux qui ont été sélectionnés, nommés ou élus pour entreprendre des activités ou exercer des fonctions au nom ou au service de l’Etat, à tout niveau de sa hiérarchie ;

**‘Etat partie requis’**, un Etat partie auquel est adressée une demande d’extradition ou d’entraide judiciaire, aux termes de la présente Convention ;

**‘Etat partie requérant’**, un Etat partie soumettant une demande d’extradition ou d’entraide judiciaire, aux termes de la présente Convention ;

**'Etat partie'**, membre de l'Union africaine ayant ratifié la présente Convention ou y ayant adhéré, et ayant déposé ses instruments de ratification ou d'adhésion auprès du Président de la Commission de l'Union africaine.

2. Dans la présente Convention, le singulier inclut le pluriel et vice-versa.

## **Article 2 Objectifs**

Les objectifs de la présente Convention sont les suivants :

1. Promouvoir et renforcer la mise en place en Afrique, par chacun des Etats parties, des mécanismes nécessaires pour prévenir, détecter, réprimer et éradiquer la corruption et les infractions assimilées dans les secteurs public et privé ;
2. Promouvoir, faciliter et réglementer la coopération entre les Etats parties en vue de garantir l'efficacité des mesures et actions visant à prévenir, détecter, réprimer et éradiquer la corruption et les infractions assimilées en Afrique ;
3. Cordonner et harmoniser les politiques et les législations entre les Etats parties aux fins de prévention, de détection, de répression et d'éradication de la corruption sur le continent ;
4. Promouvoir le développement socio-économique par l'élimination des obstacles à la jouissance des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques ;

5. Créer les conditions nécessaires pour promouvoir la transparence et l'obligation de rendre compte dans la gestion des affaires publiques.

### **Article 3 Principes**

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à se conformer aux principes suivants :

1. Respect des principes et institutions démocratiques, de la participation populaire, de l'état de droit et de la bonne gouvernance ;
2. Respect des droits de l'homme et des peuples, conformément à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et aux autres instruments pertinents concernant les droits de l'homme ;
3. Transparence et obligation de rendre compte dans la gestion des affaires publiques ;
4. Promotion de la justice sociale pour assurer un développement socio-économique équilibré ;
5. Condamnation et rejet des actes de corruption, des infractions assimilées et de l'impunité.

### **Article 4 Champ d'application**

1. La présente Convention est applicable aux actes de corruption et infractions assimilées ci-après :
  - (a) la sollicitation ou l'acceptation, de manière directe ou indirecte, par un agent public ou par toute autre personne, de tout bien ayant une valeur monétaire, ou de tout autre avantage, tel qu'un don, une

faveur, une promesse ou un profit pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, en échange de l'accomplissement ou de l'omission d'un acte dans l'exercice de ses fonctions ;

- (b) l'offre ou l'octroi à un agent public ou à toute autre personne, de manière directe ou indirecte, de tout bien ayant une valeur monétaire, ou de tout autre avantage, tel qu'un don, une faveur, une promesse ou un profit pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, en échange de l'accomplissement ou de l'omission d'un acte dans l'exercice de ses fonctions ;
- (c) l'accomplissement ou l'omission, par un agent public ou toute autre personne, d'un acte dans l'exercice de ses fonctions, aux fins d'obtenir des avantages illicites pour lui-même ou pour un tiers ;
- (d) le détournement par un agent public ou toute autre personne, de biens appartenant à l'Etat ou à ses démembrements qu'il a reçus dans le cadre de ses fonctions, à des fins n'ayant aucun rapport avec celles auxquelles ils sont destinés, à son propre avantage, à celui d'une institution ou encore à celui d'un tiers ;
- (e) l'offre ou le don, la promesse, la sollicitation ou l'acceptation, de manière directe ou indirecte, de tout avantage non justifié accordé à une personne ou proposé par une personne occupant un poste de responsabilité ou tout autre poste dans une entité du secteur privé, pour son propre compte ou celui d'une autre personne, en échange de l'accomplissement ou de l'omission d'un acte, contrairement aux exigences de ses fonctions ;

- (f) l'offre, le don, la sollicitation ou l'acceptation, de manière directe ou indirecte, ou la promesse d'un avantage non justifié à une personne ou par une personne affirmant ou confirmant qu'elle est en mesure d'influencer irrégulièrement la décision d'une personne exerçant des fonctions dans le secteur public ou privé, en contrepartie de cet avantage, que celui-ci soit destiné à elle-même ou à une autre personne, ainsi que la demande, la réception ou l'acceptation de l'offre ou de la promesse d'un tel avantage, en contrepartie d'une telle influence, que celle-ci ait été oui ou non effectivement exercée ou qu'elle ait été oui ou non déterminante pour obtenir le résultat escompté ;
  - (g) l'enrichissement illicite ;
  - (h) l'usage ou la dissimulation du produit de l'un quelconque des actes visés dans le présent article ;
  - (i) la participation en tant qu'auteur, co-auteur, intermédiaire, instigateur, complice avant ou après, de quelque manière que ce soit, à la commission ou à la tentative de commission, ou encore à toute manœuvre ou entente délictueuse visant à commettre tout acte visé dans le présent article.
2. La présente Convention est également applicable, sous réserve d'un accord mutuel à cet effet, entre deux ou plusieurs Etats parties à cet accord, pour tout autre acte ou pratique de corruption et infractions assimilées non décrit dans la présente Convention.

## **Article 5**

### **Mesures législatives et autres mesures**

Aux fins de l'application des dispositions de l'article 2 de la présente Convention, les Etats parties s'engagent à :

1. Adopter les mesures législatives et autres mesures requises pour définir comme infractions pénales, les actes visés au paragraphe 1 de l'article 4 de la présente Convention ;
2. Renforcer les mesures nationales de contrôle pour s'assurer que l'implantation et les activités des sociétés étrangères sur le territoire d'un Etat partie sont soumises au respect de la législation nationale en vigueur ;
3. Mettre en place, rendre opérationnelles et renforcer des autorités ou agences nationales indépendantes chargées de lutter contre la corruption ;
4. Adopter des mesures législatives et autres pour mettre en place, rendre opérationnels et renforcer des systèmes internes de comptabilité, de vérification des comptes et de suivi, notamment en ce qui concerne les revenus publics, les recettes douanières et fiscales, les dépenses et les procédures de location, d'achat et de gestion des biens publics et services ;
5. Adopter des mesures législatives et autres pour protéger les informateurs et les témoins dans les cas de corruption et d'infractions assimilées, y compris leur identité ;
6. Adopter des mesures afin de s'assurer que les citoyens signalent les cas de corruption, sans craindre éventuellement des représailles ;
7. Adopter des mesures législatives nationales en vue de réprimer les auteurs de faux témoignages et de dénonciations calomnieuses contre des personnes innocentes dans les procès de corruption et infractions assimilées ;

8. Mettre en place et renforcer des mécanismes visant à promouvoir l'éducation des populations au respect de la chose publique et de l'intérêt général et la sensibilisation à la lutte contre la corruption et infractions assimilées, y compris des programmes scolaires et la sensibilisation des médias, et à créer un environnement propice au respect de l'éthique.

## **Article 6**

### **Blanchiment des produits de la corruption**

Les Etats parties adoptent les mesures législatives et autres mesures qu'ils jugent nécessaires pour établir comme infractions pénales :

- a) La conversion, le transfert ou la cession de la propriété en sachant que cette propriété est le produit d'actes de corruption ou d'infractions assimilées en vue de cacher ou de déguiser l'origine illicite de la propriété ou d'aider toute personne impliquée dans la perpétration de l'infraction à échapper aux conséquences juridiques de son action ;
- b) La dissimulation ou le déguisement des vrais nature, source, situation, disposition, mouvement ou propriété ou droits concernant la propriété qui est le produit d'actes de corruption ou d'infractions assimilées ;
- c) L'acquisition, la possession ou l'utilisation de la propriété en connaissant, au moment de sa réception, que cette propriété est le fruit d'actes de corruption ou d'infractions assimilées.

**Article 7****Lutte contre la corruption et infractions assimilées  
dans la fonction publique**

Pour lutter contre la corruption et infractions assimilées dans la fonction publique, les Etats parties s'engagent à :

1. Exiger que tous les agents publics ou ceux qui sont désignés déclarent leurs biens lors de leur prise de fonctions, ainsi que pendant et à la fin de leur mandat ;
2. Mettre sur pied un comité interne ou un organe semblable chargé d'élaborer un code de conduite et de veiller à l'application de ce code, et sensibiliser et former les agents publics en matière de respect de la déontologie au sein de la fonction publique ;
3. Adopter des mesures disciplinaires et des procédures d'enquête dans des cas de corruption et d'infractions assimilées afin de suivre le rythme des développements technologiques et améliorer l'efficacité des agents chargés des enquêtes ;
4. Assurer la transparence, l'équité et l'efficacité dans la gestion des procédures d'appel d'offres et de recrutement dans la fonction publique ;
5. Sous réserve des dispositions de la législation nationale, toute immunité accordée aux agents publics ne constitue pas un obstacle à l'ouverture d'une enquête sur des allégations et d'un procès contre de tels agents.

**Article 8****Enrichissement illicite**

1. Sous réserve des dispositions de leurs lois nationales, les Etats parties s'engagent à adopter les mesures

nécessaires pour définir l'enrichissement illicite comme infraction, en vertu de leurs lois nationales ;

2. Pour les Etats parties ayant défini l'enrichissement illicite comme une infraction, en vertu de leurs lois nationales, une telle infraction est considérée comme un acte de corruption et infractions assimilées, aux fins des dispositions de la présente Convention.
3. Tout Etat partie qui n'a pas défini l'enrichissement illicite comme une infraction, apporte, si ses lois le permettent, l'assistance et la coopération nécessaires à l'Etat requérant en ce qui concerne cette infraction, tel que prévu dans la présente Convention.

### **Article 9 Accès à l'information**

Chaque Etat partie adopte les mesures législatives et autres mesures pour donner effet au droit d'accès à toute information qui est requise pour aider à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

### **Article 10 Financement des partis politiques**

Chaque Etat partie adopte les mesures législatives et autres mesures pour :

- (a) prohiber l'utilisation des fonds acquis par des pratiques illégales et de corruption pour financer des partis politiques ; et
- (b) intégrer le principe de transparence dans le financement des partis politiques.

## **Article 11**

### **Secteur privé**

**Les Etats parties s'engagent à :**

1. Adopter des mesures législatives et autres mesures pour prévenir et lutter contre les actes de corruption et les infractions assimilées commis dans le secteur privé et par les agents de ce secteur ;
2. Mettre en place des mécanismes pour encourager la participation du secteur privé à la lutte contre la concurrence déloyale, et pour assurer le respect de la procédure des marchés et des droits à la propriété ;
3. Adopter toutes autres mesures jugées nécessaires pour empêcher les sociétés de verser des pots-de-vin en contre-partie de l'attribution des marchés.

## **Article 12**

### **Société civile et Médias**

**Les Etats parties s'engagent à :**

1. S'impliquer totalement dans la lutte contre la corruption et les infractions assimilées ainsi que dans la vulgarisation de cette Convention avec la pleine participation des médias et de la société civile en général ;
2. Créer un environnement favorable qui permet à la société civile et aux médias d'amener les gouvernements à faire preuve du maximum de transparence et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques ;
3. Assurer la participation de la société civile au processus de suivi et consulter la société civile dans la mise en œuvre de la présente Convention ;

4. Veiller à ce que les médias aient accès à l'information dans les cas de corruption et d'infractions assimilées sous réserve que la diffusion de cette information n'affecte pas négativement l'enquête ni le droit à un procès équitable.

### **Article 13 Compétence**

1. Chaque Etat partie est compétent pour connaître des actes de corruption et d'infractions assimilées lorsque :
  - (a) l'infraction est commise en totalité ou en partie sur son territoire ;
  - (b) l'infraction est commise par un de ses ressortissants à l'étranger ou par une personne résidant sur son territoire ;
  - (c) l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et n'est pas extradé vers un autre pays ;
  - (d) l'infraction, bien que commise en dehors de sa juridiction, affecte, du point de vue de l'Etat partie, ses intérêts vitaux, ou lorsque les conséquences ou les effets délétères et nuisibles de ces infractions ont un impact sur cet Etat partie.
2. La présente Convention n'exclut pas l'ouverture d'une procédure judiciaire par un Etat partie, en vertu de ses lois nationales.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, nul ne peut être poursuivi deux fois pour la même infraction.

### **Article 14 Garanties minimales pour un procès équitable**

Sous réserve de la législation nationale, toute personne accusée d'avoir commis un acte de corruption et d'infractions

assimilées a droit à un procès équitable, conformément aux garanties minimales contenues dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et dans tout autre instrument international pertinent concernant les droits de l'homme, reconnu par les Etats parties concernés.

### **Article 15 Extradition**

1. Le présent article s'applique aux infractions définies par les Etats parties aux termes de la présente Convention.
2. Les infractions relevant de la compétence de la présente Convention sont réputées définies dans les lois nationales des Etats parties comme des délits donnant lieu à extradition. Les Etats parties ajoutent ces infractions à la liste de celles possibles d'extradition visées dans les traités d'extradition qu'ils ont conclu entre eux.
3. Lorsqu'un Etat partie subordonnant l'extradition à l'existence d'un traité d'extradition est saisi d'une demande d'extradition émanant d'un Etat partie avec lequel il n'a pas signé un tel traité, il considère la présente Convention comme la base juridique à invoquer pour toutes les infractions visées dans la présente Convention.
4. L'Etat partie ne subordonnant pas l'extradition à l'existence d'un traité d'extradition, reconnaît les infractions pour lesquelles la présente Convention est applicable comme des infractions donnant lieu à extradition entre les Etats parties.
5. Chaque Etat partie s'engage à extrader toute personne inculpée ou reconnue coupable d'un acte de corruption ou d'infractions assimilées commis sur le territoire d'un autre Etat partie et dont l'extradition est demandée par

cet Etat partie, conformément à sa législation nationale ou en vertu de tout traité d'extradition applicable ou de tout accord ou arrangement d'extradition conclu entre les Etats parties.

6. Au cas où un Etat partie sur le territoire duquel se trouve une personne inculpée ou reconnue coupable d'un acte de corruption ou d'infractions assimilées refuse de l'extrader, sous prétexte qu'il est lui-même compétent pour reconnaître cette infraction, l'Etat requis est obligé de soumettre le cas, sans délai, à ses autorités compétentes pour faire juger l'auteur présumé de l'infraction, à moins d'en convenir autrement avec l'Etat requérant, et doit faire rapport du jugement à l'Etat requérant.
7. Sous réserve des dispositions de sa législation nationale et des traités d'extradition dont il est partie, l'Etat requis peut, après s'être assuré que les circonstances le permettent et qu'il y a urgence, et à la demande de l'Etat requérant, détenir une personne dont l'extradition est demandée et qui se trouve sur son territoire, ou peut prendre d'autres mesures appropriées pour que cette personne soit effectivement présente au procès pour lequel l'extradition est requise.

### **Article 16** **Confiscation et saisie des produits et moyens de la corruption**

1. Chaque Etat partie adopte les mesures législatives nécessaires pour :
  - (a) la recherche, l'identification, le repérage, la gestion et le gel ou la saisie, par ses autorités compétentes, des moyens et produits de la corruption, en attendant le jugement définitif ;

- (b) la confiscation des produits ou des biens d'une valeur correspondant à celle de ces produits, tirés des infractions définies dans la présente Convention ;
  - (c) le rapatriement des produits de la corruption.
2. L'Etat requis, dans la mesure où sa législation le permet et à la demande de l'Etat requérant, saisit et met à disposition tout objet :
- (a) pouvant servir de pièce à conviction de l'infraction en question ;
  - (b) acquis à la suite de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée et qui est en possession des personnes accusées, au moment de leur arrestation, ou est découvert par la suite.
3. Les objets visés au paragraphe 2 du présent article peuvent, à la demande de l'Etat requérant, être remis à cet Etat, même si l'extradition est refusée ou ne peut plus se faire pour cause de décès, de disparition ou d'évasion de la personne recherchée.
4. Lorsque l'objet est passible de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'Etat partie requis, ce dernier peut, en rapport avec les cas pendants ou les procès en cours, garder temporairement ou remettre cet objet à l'Etat partie requérant, à condition que celui-ci retourne ledit objet à l'Etat partie requis.

### **Article 17** **Secret bancaire**

1. Chaque Etat partie adopte les mesures qu'il juge nécessaires pour doter ses tribunaux ou ses autres autorités compétentes des pouvoirs d'ordonner la confiscation ou la saisie de documents bancaires,

financiers et commerciaux, en vue de la mise en œuvre des dispositions de la présente Convention.

2. L'Etat partie requérant n'utilise aucune information reçue, qui est protégée par le secret bancaire, à des fins autres que les besoins du procès pour lequel cette information a été demandée, sauf avec le consentement de l'Etat partie requis.
3. Les Etats parties n'invoquent pas le secret bancaire pour justifier leur refus de coopérer dans les cas de corruption et d'infractions assimilées en vertu de la présente Convention.
4. Les Etats parties s'engagent à conclure des accords bilatéraux permettant de lever le secret bancaire sur les comptes alimentés par des fonds de provenance douteuse, et à reconnaître aux autorités compétentes le droit d'obtenir auprès des banques et des institutions financières, sous couverture judiciaire, les éléments de preuve en leur possession.

## **Article 18**

### **Coopération et assistance mutuelle en matière judiciaire**

1. En conformité avec leurs législations nationales et les traités applicables, les Etats parties se fournissent mutuellement la plus grande coopération et la plus grande assistance technique possible dans le prompt examen des demandes des autorités investies, en vertu de leurs législations nationales, des pouvoirs de prévenir, de détecter, enquêter et de réprimer les actes de corruption et d'infractions assimilées.
2. Lorsque deux ou plusieurs Etats parties établissent des relations sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier, ils ont la faculté de faire régir de

telles relations mutuelles, sans préjudice des dispositions de la présente Convention.

3. Les Etats parties coopèrent entre eux dans la conduite d'études et de recherches sur la manière de lutter contre la corruption, et les infractions assimilées, et dans l'échange des résultats de ces études et recherches, ainsi que dans l'échange de l'expertise dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.
4. Les Etats parties, si possible, coopèrent entre eux pour se fournir mutuellement toute forme d'assistance technique dans l'élaboration des programmes et des codes de déontologie, ou pour organiser conjointement, le cas échéant, à l'intention de leurs personnels, des stages de formation, pour un ou plusieurs Etats, dans le domaine de la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.
5. Les dispositions du présent article n'affectent pas les obligations découlant de tout accord bilatéral ou multilatéral régissant, en totalité ou en partie, l'entraide judiciaire en matière pénale.
6. Aucune disposition du présent article n'a pour effet d'empêcher les Etats parties de s'accorder des formes plus favorables d'entraide judiciaire prévues par leurs législations nationales respectives.

### **Article 19**

#### **Coopération internationale**

Dans l'esprit de la coopération internationale, les Etats parties s'engagent à :

1. Collaborer avec les pays d'origine des multinationales pour définir comme des infractions pénales et réprimer la pratique de commissions occultes et les autres formes de corruption, lors des transactions commerciales internationales ;
2. Promouvoir la coopération régionale, continentale et internationale dans la prévention des pratiques de corruption, dans des transactions commerciales internationales ;
3. Encourager tous les pays à prendre des mesures législatives pour éviter que les agents publics jouissent des biens mal acquis, en bloquant leurs comptes à l'étranger et en facilitant le rapatriement des fonds volés ou acquis de façon illégale dans les pays d'origine ;
4. Collaborer étroitement avec les institutions financières internationales, régionales et sous-régionales pour bannir la corruption dans les programmes d'aide au développement et de coopération, en définissant des règles strictes d'éligibilité basées sur le respect de la bonne gouvernance, dans le cadre global de la politique de développement ;
5. Coopérer, conformément aux dispositions des instruments internationaux régissant la coopération internationale en matière pénale, dans la conduite des enquêtes et des poursuites judiciaires concernant les infractions pénales relevant de la compétence de la présente Convention.

**Article 20**  
**Autorités nationales**

1. Aux fins de coopération et d'entraide judiciaire, conformément aux dispositions de la présente Convention, chaque Etat partie communique au

Président de la Commission, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt des instruments de ratification, l'autorité ou l'agence nationale compétente pour traiter les demandes concernant les infractions définies à l'article 4 (1) de la présente Convention.

2. Les autorités ou agences nationales sont chargées de préparer et de réceptionner les demandes d'aide et de coopération visées dans la présente Convention.
3. Les autorités ou agences nationales communiquent directement entre elles aux fins de la présente Convention.
4. Les autorités ou agences nationales jouissent de l'indépendance et de l'autonomie nécessaires pour exercer efficacement leurs fonctions.
5. Les Etats parties s'engagent à adopter les mesures nécessaires pour s'assurer que les autorités ou agences nationales sont spécialisées dans la lutte contre la corruption et infractions assimilées en veillant, entre autres, à ce que leur personnel soit formé et motivé pour exercer efficacement ses fonctions.

## **Article 21**

### **Relations avec les autres accords**

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 4, la présente Convention, en rapport avec les Etats parties auxquels elles s'appliquent, a préséance sur les dispositions de tout traité ou accord bilatéral sur la corruption et les infractions assimilées, conclu entre deux ou plusieurs Etats parties.

## **Article 22**

### **Mécanisme de suivi**

1. Il est créé un Comité consultatif sur la corruption au sein de l'Union africaine.
2. Le Comité est composé de onze (11) membres élus par le Conseil exécutif, à partir d'une liste d'experts réputés pour leur grande intégrité, leur impartialité et leur haute compétence dans les questions relatives à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées, et proposés par les Etats parties. Pour l'élection des membres du Comité, le Conseil exécutif veille au respect de la représentation adéquate des femmes et à une représentation géographique équitable.
3. Les membres du Comité siégent à titre personnel.
4. Le mandat des membres du Comité est de deux (2) ans, renouvelable une fois.
5. Les fonctions du Comité sont de :
  - a. promouvoir et d'encourager l'adoption et l'application de mesures de lutte contre la corruption sur le continent ;
  - b. rassembler des documents et des informations sur la nature et l'ampleur de la corruption et des infractions assimilées en Afrique ;
  - c. élaborer des méthodes pour analyser la nature et l'ampleur de la corruption en Afrique et diffuser l'information, et sensibiliser l'opinion publique sur les effets négatifs de la corruption et des infractions assimilées ;
  - d. conseiller les gouvernements sur la manière de lutter contre le fléau de la corruption et des infractions assimilées au niveau national ;

- e. recueillir des informations et procéder à des analyses sur la conduite et le comportement des sociétés multinationales opérant en Afrique, et diffuser ces informations auprès des autorités nationales visées à l'article 18 (1);
  - f. élaborer et promouvoir l'adoption de codes de conduite harmonisés à l'usage des agents publics ;
  - g. établir des partenariats avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la société civile africaine, les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales, afin de faciliter le dialogue sur la lutte contre la corruption et les infractions assimilées ;
  - h. faire régulièrement rapport au Conseil exécutif sur les progrès réalisés par chaque Etat partie dans l'application des dispositions de la présente Convention ;
  - i. s'acquitter de toute autre tâche relative à la corruption et infractions assimilées que peuvent lui confier les organes délibérants de l'Union africaine.
6. Le Comité adopte son propre règlement intérieur.
7. Les Etats parties communiquent au Comité, un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention, les progrès réalisés dans sa mise en œuvre. Après quoi, chaque Etat partie, par ses procédures pertinentes, veille à ce que les autorités ou les agences nationales chargées de la lutte contre la corruption, fasse rapport au Comité au moins une fois par an, avant les sessions ordinaires des organes délibérants de l'UA.

## **DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 23**

#### **Signature, ratification, adhésion et entrée en vigueur**

1. La présente Convention est ouverte à la signature, ratification, ou adhésion par les Etats membres de l'Union africaine.
2. La présente Convention entre en vigueur trente (30) jours après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion.
3. Pour chaque Etat partie qui ratifie ou adhère à la présente Convention après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification, la Convention entre en vigueur trente (30) jours après la date du dépôt, par cet Etat partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

### **Article 24**

#### **Réerves**

1. Tout Etat partie peut, au moment de l'adoption, de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, émettre des réserves sur la présente Convention, à condition que chaque réserve concerne une ou plusieurs dispositions spécifiques et ne soit pas incompatible avec l'objet et les fins de la présente Convention.
2. Tout Etat partie ayant émis une réserve la retire dès que les circonstances le permettent. Le retrait se fait par notification adressé au Président de la Commission.

### **Article 25 Amendement**

1. La présente Convention peut être amendée à la demande d'un Etat partie qui adresse par écrit, à cet effet, une requête au Président de la Commission.
2. Le Président de la Commission communique la proposition d'amendement à tous les Etats parties qui ne l'examinent que six (6) mois après la date de communication de la proposition.
3. L'amendement entre en vigueur après son approbation par la majorité des deux tiers des Etats membres de l'Union africaine.

### **Article 26 Dénonciation**

1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention en notifiant par écrit le Président de la Commission. Cette dénonciation prend effet six (6) mois après la date de réception de la notification par le Président de la Commission.
2. Après la dénonciation, la coopération se poursuit entre les Etats parties et l'Etat partie qui s'est retiré, sur toutes les demandes d'entraide judiciaire ou d'extradition formulées avant la date effective du retrait.

### **Article 27 Dépositaire**

1. Le Président de la Commission est le dépositaire de la présente Convention et de ses amendements.

2. Le Président de la Commission informe tous les Etats parties de l'état de signature, de ratification et d'adhésion, ainsi que de l'entrée en vigueur, des requêtes d'amendement introduites par les Etats, de l'approbation des propositions d'amendement, et des dénonciations.
3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Président de la Commission l'enregistre auprès du Secrétaire général des Nations unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations unies.

**Article 28**  
**Textes faisant foi**

La présente Convention établie en quatre originaux en arabe, en anglais, en français et en portugais, les quatre textes faisant également foi, est déposée auprès du Président de la Commission.

**EN FOI DE QUOI, NOUS**, Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, ou nos représentants dûment autorisés, avons adopté la présente Convention.

**Adopté par la 2ème session ordinaire de la  
Conférence de l'Union à  
Maputo, le 11 juillet 2003**

**Dahir n° 1-20-58 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de coopération****douanière arabe, faite à Riad le 5 mai 2015****LOUANGE A DIEU SEUL !***(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention de coopération douanière arabe, faite à Riad le 5 mai 2015 ;

Vu la loi n°48-19 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-20-26 du 11 rejab 1441 (6 mars 2020) ;

Vu le procès-verbal de dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc à la Convention précitée, fait au Caire le 11 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de coopération douanière arabe, faite à Riad le 5 mai 2015.

*Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

---

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

**Dahir n° 1-22-41 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord commercial fait à Rabat**

**le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord commercial fait à Rabat le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires pour l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord commercial fait à Rabat le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert.

*Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \* \*

**ACCORD COMMERCIAL  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC  
ET  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAP VERT**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Cap Vert, désignés ci-après les "Parties Contractantes" ;

-Désireux de développer et de renforcer les relations commerciales et économiques et de promouvoir le commerce des biens et services entre les deux pays, sur la base de l'égalité et des intérêts mutuels ;

-Animés par le haut niveau des relations amicales et solidaires existantes entre les deux pays ;

**Sont convenus de ce qui suit :**

**ARTICLE 1**

Les Parties Contractantes s'accorderont mutuellement le Traitement de la Nation la plus Favorisée en toute matière concernant le commerce des biens et services entre les deux pays.

Cependant, cette disposition ne s'appliquera pas quant il s'agit de l'octroi ou du maintien des :

a- avantages accordés par l'une des Parties Contractantes aux pays limitrophes pour faciliter le commerce frontalier ;

b- avantages résultant d'une Union Douanière ou d'une Zone de Libre Echange dans laquelle l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes est ou pourrait devenir membre ;

c- Préférences et avantages accordés à un pays tiers dans le cadre d'un arrangement multilatéral ou régional qui vise l'intégration économique.

**ARTICLE 2**

Les Parties Contractantes, sous réserve des lois et règlements en vigueur dans leur pays respectif, prendront toutes les mesures appropriées pour faciliter, consolider et diversifier le commerce des biens et services entre les deux pays.

### **ARTICLE 3**

Les dispositions de cet Accord ne font pas obstacle à l'application de prohibitions ou restrictions à l'importation et à l'exportation, visant à sauvegarder la sécurité, la santé, la protection de la faune, de la flore et du patrimoine historique archéologique et artistique des deux Parties Contractantes.

### **ARTICLE 4**

En vue d'assurer la continuité de leurs relations commerciales, les Parties Contractantes encourageront la conclusion de contrats à court et à long terme entre les personnes physiques et morales des deux pays.

### **ARTICLE 5**

En vue de développer davantage le commerce bilatéral et sous réserve des lois et règlements en vigueur dans leur pays respectif, les Parties Contractantes encourageront l'échange de délégations d'hommes d'affaires entre les deux pays.

### **ARTICLE 6**

Les paiements pour les transactions conclues dans le cadre de cet Accord s'effectueront en devises librement convertibles, conformément aux règlements des changes en vigueur dans chacun des deux pays.

### **ARTICLE 7**

Les Parties Contractantes s'accorderont mutuellement les facilités nécessaires pour la participation aux foires permanentes ou temporaires organisées dans chacun des deux pays et pour l'organisation, sur leur territoire respectif, d'expositions commerciales, de symposiums et d'autres actions similaires, conformément aux lois et règlements en vigueur dans les deux pays.

### **ARTICLE 8**

Chaque Partie Contractante autorisera, conformément aux lois et règlements en vigueur dans les deux pays, l'importation des produits suivants, originaires du territoire de l'autre Partie Contractante.

a- En franchise du droit de douane et des taxes d'effets équivalents pour les échantillons de marchandises et matériel publicitaire sans valeur commerciale et destinés exclusivement à la publicité et à la recherche de commandes;

b- En suspension des droits de douane et taxes d'effets équivalents pour les marchandises, produits et outillages importés temporairement et nécessaires à l'organisation des foires et expositions commerciales, sous réserve de leur réexportation ultérieure.

### **ARTICLE 9**

Chaque Partie Contractante facilitera, sous réserve des lois et des règlements en vigueur dans les deux pays :

-Le transit pour les marchandises provenant du territoire de l'autre Partie Contractante et destinées au territoire d'un pays tiers ;

-Le transit pour les marchandises provenant du territoire d'un pays tiers et destinées au territoire de l'autre Partie Contractante.

### **ARTICLE 10**

Une Commission Mixte Commerciale, composée des représentants des deux Parties Contractantes, est instituée et sera chargée de :

- a -Suivre l'application des dispositions de cet Accord;
- b- Evaluer le commerce bilatéral ;
- c -formuler les mesures susceptibles de promouvoir les relations commerciales.

Cette Commission se réunira alternativement à Rabat et à Praya, à la demande de l'une ou l'autre des deux Parties Contractantes.

### **ARTICLE 11**

a) Le Présent Accord entre en vigueur provisoirement à la date de sa signature et définitivement à la date de la dernière notification relative à l'accomplissement des formalités requises pour son entrée en vigueur, conformément aux procédures applicables dans chacun des deux pays.

b) Le présent Accord est conclu pour une période de cinq (5) ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes similaires, à moins que l'une des Parties Contractantes n'informe à l'autre Partie Contractante, par écrit, son intention de le dénoncer, trois (3) mois avant son expiration.

### **ARTICLE 12**

Le présent Accord pourra être amendé, si nécessaire, après consultations entre les Parties Contractantes. Ces amendements entreront en vigueur après approbation des deux Parties, conformément aux lois et règlements en vigueur dans chacun des deux pays.

### **ARTICLE 13**

Tout différend qui pourrait résulter de l'interprétation ou de l'application de cet Accord pourrait être résolu par voie diplomatique.

### **ARTICLE 14**

Les dispositions du présent Accord, continueront à être appliquées, après sa dénonciation, à tous les contrats conclus durant la période de sa validité, jusqu'à leur exécution.

Fait à Rabat, le 16 décembre 2004 en deux originaux en langues Arabe, Portugaise et Française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.

**Pour le gouvernement  
de la Royaume du Maroc**

**Mohamed BENAISSE  
Ministre des Affaires Etrangères,  
de la Coopération**

**Pour le gouvernement  
de la République du Cap Vert**

**Victor Manuel Barbosa BORGES  
Ministre des Affaires Etrangères,  
de la Coopération et des Communautés**

**Dahir n° 1-22-42 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord de coopération en matière de marine marchande, fait à Rabat le 22 juillet 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert.**

---

**LOUANGE A DIEU SEUL !**

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération en matière de marine marchande, fait à Rabat le 22 juillet 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération en matière de marine marchande, fait à Rabat le 22 juillet 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert.

*Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

**Dahir n° 1-22-43 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Rabat le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Rabat le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires pour l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération en matière de pêches maritimes, fait à Rabat le 16 décembre 2004 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cap Vert.

*Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \* \*

**ACCORD DE COOPERATION  
EN MATIERE DE PECHES MARITIMES  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC  
ET  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAP VERT**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Cap Vert, ci-après dénommés les "Parties Contractantes" ;

-Animés par le souhait de renforcer les liens d'amitié existant entre les deux pays ;

-Conscients du rôle spécifique que le secteur des pêches maritimes et ses industries occupe dans leur développement économique et social ;

-Considérant les Accords régionaux et sous-régionaux existant entre les Etats de la région relatifs au secteur des pêches notamment la Convention relative à la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'Océan Atlantique ;

-Convaincus de l'intérêt qu'ils portent à la préservation des ressources halieutiques et à la protection de l'environnement marin, et déterminés à assurer, dans leur intérêt commun, la conservation et la gestion rationnelle des ressources biologiques dans les eaux adjacentes à leurs côtes ;

-Considérant, qu'il est dans leur intérêt de stimuler la coopération dans les domaines de la formation, de la recherche technique et scientifique en matière de pêches maritimes et d'industries de transformation des produits de la pêche ;

**Ont convenu de ce qui suit :**

**Article 1**

**Objet**

Le présent Accord a pour objet de fixer les principes et les modalités de mise en œuvre de la coopération dans les domaines de la formation, de la recherche technique et scientifique en matière de pêches maritimes et des industries de transformation des produits de la pêche entre le Royaume du Maroc et la République du Cap Vert.

## Article 2

### **Coopération dans le domaine de formation**

Les Parties Contractantes accordent une attention particulière à la formation maritime de leurs cadres par la mise en œuvre de programmes communs de formation et perfectionnement.

A cet effet, des facilités seront accordées au profit des personnels relevant de leurs administrations maritimes respectives par :

- a ) l'organisation de stages de formation ;
- b) l'octroi des bourses d'étude ;
- c) l'accès, à des fins pédagogiques, de leurs ressortissants aux institutions de formation professionnelle ainsi qu'aux entreprises de pêche et d'industries de transformation des produits de la pêche ;
- d) l'organisation de séminaires, de cours de conférences et l'échange d'informations et de documentations scientifiques ;
- e) l'envoi d'experts, de chercheurs et l'échange d'enseignants ;
- f) l'échange périodique des informations nécessaires à l'adaptation et à l'harmonisation de leurs programmes de formation.

## Article 3

### **Coopération technique et scientifique en matière de pêches maritimes**

Les Parties Contractantes coopèrent, en vue d'encourager l'élaboration, la gestion et la réalisation de programmes communs de recherche scientifique mis au point par leurs instituts de recherche, tendant notamment à permettre une meilleure connaissance de leurs ressources halieutiques et à améliorer leur exploitation, leur gestion et commercialisation au profit de leur développement économique et social.

Elles encouragent les échanges d'informations sur les techniques et les équipements de pêche.

## Article 4

### **Coopération dans le domaine de la transformation et de la commercialisation des produits de la pêche**

Les Parties Contractantes encouragent l'échange de leurs expériences respectives en matière de transformation des produits de la pêche et de commercialisation de ces produits et de leurs dérivés.

A cet effet, chacune des Parties fait bénéficier l'autre Partie et ses opérateurs, du savoir faire acquis dans les domaines de transformation des produits de la pêche en vue de permettre l'amélioration de leur qualité et leur valorisation optimale.

En outre, les Parties Contractantes coopèrent en vue de l'établissement d'un système dynamique de commercialisation notamment pour la distribution de ces produits destinés à la consommation sur leurs marchés intérieurs respectifs.

### **Article 5**

#### **Mise en œuvre des programmes de coopération**

Pour l'application des articles 3 et 4 ci-dessus, des programmes et actions sont mis en œuvre conjointement par les Parties Contractantes et arrêtés au sein du Comité Mixte prévu à l'article 7 ci-dessous, qui peut à cet effet créer un ou plusieurs Groupes de travail spécialisés.

### **Article 6**

#### **Coopération au sein des Organisations Internationales et Régionales**

Les Parties Contractantes encouragent des consultations mutuelles en vue d'harmoniser leurs positions au sein des Organisations Internationales compétentes en matière des pêches maritimes.

### **Article 7**

#### **Comité Mixte**

Il est créé un Comité Mixte chargé de veiller à la bonne application du présent Accord et d'en superviser l'exécution, l'interprétation et le bon fonctionnement. Il est également chargé de la résolution des litiges pouvant naître de son interprétation.

Il arrête les programmes et actions de coopération prévus par le présent Accord.

Ce Comité veillera à l'exécution des programmes annuels de coopération qui seront établis.

Il crée et fixe le mandat des Groupes de travail spécialisés visés à l'article 5 ci-dessus.

Ce Comité se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an alternativement au Royaume du Maroc et à la République du Cap Vert.

### **Article 8**

#### **Durée et entrée en vigueur de l'Accord**

Le présent Accord est conclu pour une durée de trois (3) ans, et renouvelé à l'expiration de ce délai, par tacite reconduction pour des périodes successives de deux années.

Il entre en vigueur provisoirement dès sa signature et définitivement à compter de la date de la dernière notification relative à l'accomplissement des formalités requises pour son entrée en vigueur, conformément aux procédures applicables dans les deux pays.

Chacune des Parties Contractantes pourra à tout moment dénoncer le présent Accord. Cette dénonciation prendra effet six (6) mois après notification écrite à l'autre Partie.

Les dispositions du présent Accord continueront à être appliquées après sa dénonciation ou son expiration à toutes les obligations découlant de programmes ou de contrats établis en vertu de ses dispositions et non exécutés entièrement à la date de son échéance.

Fait à Rabat, le 16 décembre 2004 en double exemplaire en langues Arabe, Portugaise et Française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaudra.

**Pour le gouvernement  
de la Royaume du Maroc**

**Mohamed BENAISSE**  
**Ministre des Affaires Etrangères,**  
**de la Coopération**

**Pour le gouvernement  
de la République du Cap Vert**

**Victor Manuel Barbosa BORGES**  
**Ministre des Affaires Etrangères,**  
**de la Coopération et des Communautés**

**المادة الثامنة****مدة الاتفاق ودخوله حيز التنفيذ**

يبرم هذا الاتفاق لمدة ثلاثة (3) سنوات، ويجدد ضمنياً بانتهاء هذا الأجل لفترات متتالية مدتها سنتين.

يطبق هذا الاتفاق مؤقتاً ابتداء من تاريخ التوقيع عليه ويدخل حيز التنفيذ بصفة نهائية ابتداء من تاريخ آخر الإشعار المتعلق باستكمال الإجراءات المطلوبة لدخوله حيز التنفيذ طبقاً للمساطر الجاري بها العمل في البلدين.

يمكن لكل من الطرفين المتعاقدين إلغاء هذا الاتفاق في أي وقت، ويسري مفعول هذا الإلغاء بعد ستة (6) أشهر من تاريخ إشعار كتابي للطرف الآخر.

يستمر تطبيق مقتضيات هذا الاتفاق بعد إلغائه أو انتهاء العمل به فيما يخص كل الالتزامات الناتجة عن البرامج أو العقود القائمة بموجب مقتضياته والتي لم تنفذ بأكملها في تاريخ الاستحقاق.

حرر بالرباط في 16 ديسمبر 2004 في نظيرتين أصليين باللغات العربية والبرتغالية والفرنسية، وللنصوص الثلاث نفس الحجية. وفي حال اختلاف في التأويل، يرجح النص الفرنسي.

عن

حكومة جمهورية الرئيس الأخضر

فكتور مانويل باربوزا بورخس  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون  
والجاليات

عن

حكومة المملكة المغربية

محمد بن عيسى  
وزير الشؤون الخارجية  
والتعاون

وعلاوة على ذلك، يتعاون الطرفان المتعاقدان بهدف وضع نظام حيوي للتسويق وخاصة ما يتعلق بتوزيع تلك المنتجات الموجهة إلى الاستهلاك داخل أسواقهما الداخلية.

#### المادة الخامسة

#### تنفيذ برامج التعاون

لتطبيق المادتين الثالثة والرابعة أعلاه، توضع برامج وأنشطة بكيفية مشتركة بين الطرفين المتعاقدين يتم تحديدها داخل اللجنة المشتركة المنصوص عليها في المادة السابعة أدناه والتي يمكن لها لهذا الغرض أن تحدث إحدى أو عدة مجموعات عمل متخصصة.

#### المادة السادسة

#### التعاون في إطار المنظمات الدولية والجهوية

يشجع الطرفان المتعاقدان المشاورات المتبادلة فيما بينهما من أجل تنسيق مواقفهما داخل المنظمات الدولية المختصة في مجال الصيد البحري.

#### المادة السابعة

#### اللجنة المشتركة

تحدد لجنة مشتركة يعهد لها بالسهر على حسن تطبيق هذا الاتفاق والإشراف على تنفيذه وتأويله وحسن تسييره، كما تكلف هذه اللجنة بحل الخلافات التي يمكن أن تنشأ عند تأويله.

وتقوم هذه اللجنة بتحديد برامج وأنشطة التعاون المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

وتسرّع هذه اللجنة على تنفيذ برامج التعاون السنوية التي سيتم وضعها.

وتتشكل هذه اللجنة مجموعات العمل المتخصصة المشار إليها في المادة الخامسة أعلاه وتحدد اختصاصاتها.

وتجتمع هذه اللجنة كلما دعت الضرورة لذلك، وعلى الأقل مرة في السنة ، بالتناوب في المملكة المغربية وفي جمهورية الرئيس الأخضر.

## المادة الثانية

### التعاون في مجال التكوين

يولي الطرفان المتعاقدان أهمية خاصة للتكوين البحري لأطراهما وذلك عن طريق وضع برامج مشتركة للتكوين واستكمال الخبرة.

ولهذا الغرض، تمنح تسهيلات لفائدة الموظفين التابعين لإدارتيهما البحريية وذلك عن طريق:

- أ-تنظيم تدريبات للتكوين؛
- ب-إعطاء منح للدراسة؛
- ج-ولوج مواطنיהם، لأغراض تربوية، مؤسسات التكوين المهني ومقاولات الصيد البحري والصناعات التحويلية لمنتوجات الصيد؛
- د-تنظيم مناظرات ودوروس محاضرات وتبادل المعلومات والوثائق العلمية؛
- هـ-إرسال خبراء وباحثين وتبادل المدرسين؛
- وـ-التبادل الدوري للمعلومات الضرورية لتكيف وملاءمة برامج التكوين لديهما.

## المادة الثالثة

### التعاون التقني والعلمي في ميدان الصيد البحري

يتعاون الطرفان المتعاقدان من أجل تشجيع إعداد وإنجاز وتدبير برامج مشتركة للبحث العلمي المعدة من طرف مؤسسات البحث التابعة لهما، الهدفية على الخصوص إلى معرفة أحسن لمواردهما السمكية ولتحسين استغلالها وتدبيرها وتسوييقها لصالح تمييزهما الاقتصادية والاجتماعية.

يشجع الطرفان تبادل المعلومات حول تقنيات ومعدات الصيد.

## المادة الرابعة

### التعاون في ميدان تحويل وتسويق منتوجات الصيد

يشجع الطرفان المتعاقدان تبادل التجارب الخاصة بكل منهما في ميداني تحويل موارد الصيد وتسييق هذه المنتوجات ومشتقاتها.

ولهذا الغرض، يقوم كل طرف بتمكين الطرف الآخر وفاعليه في هذا الميدان من الاستفادة من خبراته المكتسبة في ميدان تحويل منتوجات الصيد البحري من أجل تحسين جودتها والرفع من قيمتها.

**اتفاق التعاون**  
**في ميدان الصيد البحري**  
**بين**  
**حكومة المملكة المغربية**  
**و**  
**حكومة جمهورية الرأس الأخضر**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرأس الأخضر المشار  
إليهما فيما بعد بـ "الطرفين المتعاقددين"؛

إذ تحدوهما الرغبة في تعزيز روابط الصداقة القائمة بين البلدين؛

وعياً منهما بالدور الخاص الذي يحتله قطاع الصيد البحري والصناعات  
المربطة به في التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلدين؛

واعتباراً للاتفاques الجهوية ودون الجهوية القائمة بين دول المنطقة،  
المتعلقة بقطاع الصيد البحري وخصوصاً الاتفاقية المتعلقة بالتعاون في مجال  
الصيد البحري بين الدول الإفريقية المطلة على المحيط الأطلسي؛

واقتناعاً منهما بأهمية الحفاظ على الثروات السمكية وحماية البيئة البحرية،  
وعزماً منهما، على التدبير العقلاني والحفاظ على الثروات البيولوجية في المياه  
المتاخمة لسواحلهما خدمة لمصلحتهما المشتركة؛

واعتباراً أن من مصلحتهما انعاش التعاون في ميادين التكوين، والبحث  
التقني والعلمي في مجال الصيد البحري والصناعات التحويلية لمنتجات الصيد.

**اتفقنا على ما يلى:**  
**المادة الأولى**  
**الهدف**

يهدف هذا الاتفاق إلى تحديد مبادئ وطرق إرساء التعاون في ميادين  
التكوين والبحث التقني والعلمي المتعلقة بقطاع الصيد البحري والصناعات  
التحويلية لمنتجات الصيد بين المملكة المغربية وجمهورية الرأس الأخضر.

ظهير شريف رقم 1.22.43 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاق التعاون في ميدان الصيد البحري،

الموقع بالرباط في 16 ديسمبر 2004 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاق التعاون في ميدان الصيد البحري، الموقع بالرباط في 16 ديسمبر 2004 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة

جمهورية الرئيس الأخضر :

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق التعاون في ميدان الصيد البحري، الموقع بالرباط في

16 ديسمبر 2004 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

2- في حالة عدم التوصل إلى حل مناسب في إطار مشاورات اللجنة، يتم اللجوء للمفاوضات المباشرة بين السلطات المختصة للبلدين.

إذا لم تنجح المفاوضات المباشرة بين السلطات المختصة للبلدين، يتم حل النزاع بواسطة الطرق الدبلوماسية.

### المادة الثانية و العشرون

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بتاريخ آخر إشعار من أحد الطرفين المتعاقدين يؤكد فيه استكمال كل الإجراءات المطلوبة لدخوله حيز التنفيذ.

يبرم هذا الاتفاق لمدة خمس سنوات تجدد تلقائيا لفترات غير محددة إلى غاية إنهائه من أحد الطرفين المتعاقدين، بإشعار مكتوب، ستة أشهر قبل انتهاء العمل به.

يعدل هذا الاتفاق، في أي وقت، باتفاق مشترك.

إنما بذلك وقع المندوبان المفوضان من طرف حكومتي الطرفين المتعاقدين على هذا الاتفاق.

و حرر بالرباط في 22 يوليوز 2008، في نظيرين أصليين باللغات العربية والبرتغالية والإنجليزية، وللنوصوص الثلاثة نفس الحجية. و في حالة الاختلاف في التأويل يرجح النص الإنجليزي.

عن  
حكومة جمهورية الرأس الأخضر

جوزي بريتو  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون والجاليات

عن  
حكومة المملكة المغربية

الطيب الفاسي فهري  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون

2. جميع الرواتب والضرائب والحقوق والفوائد العائدة لعمليات من هذا النوع، تتم طبقاً للقوانين والتنظيمات والجداول الجاري بها العمل لدى كل من الطرفين المتعاقدين.

3. إذا تعرضت سفينة لطبع، فإن حمولتها وتجهيزها وعتادها الموجود على متنها وقطع غيارها وممتلكات أخرى لا تخضع للرسوم الجمركية ورسوم الاستيراد الأخرى ما لم تسلم للاستهلاك أو الاستعمال فوق أراضي الطرف المتعاقد الآخر.

#### المادة السابعة عشرة

يجب القيام بجميع التدابير المتعلقة باستئجار السفن ورسوم الميناء ونفقات الإصلاح والخدمات والشحن والإفراج وثمن نقل البضائع وتمويل السفن على مستوى ميناء الطرف المتعاقد الآخر، وكذا باقي الأداءات الأخرى داخل آجال معقولة وبالعملة الصعبة القابلة للتحويل.

#### المادة الثامنة عشرة

1- بعرض تطبيق هذا الاتفاق ولتنمية التعاون بين الطرفين المتعاقدين في ميدان الملاحة التجارية، يتم إنشاء لجنة بحرية مشتركة، مشكلة من ممثلي عن السلطات المختصة وخبراء معينين من الطرفين المتعاقدين.

2- تجتمع هذه اللجنة بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين الذي ينبغي عليه تحديد تاريخ كل الاجتماع، وتلتزم هذه اللجنة بعدم تجاوز أجل ثلاثة أشهر لاجتماع بعد توصلها بالطلب.

#### المادة التاسعة عشرة

يتولون الطرفان المتعاقدان تعاوناً شاملًا بغية تنمية صناعات بناء وإصلاح معدات السفن وتوسيع أسطولهما التجاري وبناء واستغلال موانئهما البحرية وكل التسهيلات المخصصة لشحن وتفريغ البضائع ومعاملة السفن، وكذا كل التسهيلات المتعلقة بالملاحة.

#### المادة العشرون

يسمح الطرفان المتعاقدان بصفة متبادلة بتسهيل التحاق خريجيهم بمؤسسات ومعاهد التكوين البحري واستغلال الموانئ وذلك بعرض تكوين ضباط وكذلك فنيين في جميع تخصصات النقل البحري واستغلال المرافق بما فيما ذلك تقديم تسهيلات فيما يخص الملاحة.

يجب أن تشمل هذه التسهيلات إيجار الضباط المتدربين لأحد الطرفين المتعاقدين على متن سفن الطرف المتعاقد الآخر.

يسعى الطرفان المتعاقدان إلى التعاون الشامل في ميدان المساعدة التقنية وتبادل تكوين الضباط وتقديم تجهيزات لتكوين هؤلاء الأشخاص.

#### المادة الواحدة والعشرون

1- يجب عرض كل نزاع ناجم عن تأويل أو تطبيق هذا الاتفاق على اللجنة البحرية المشتركة.

**المادة الثانية عشرة**

للأشخاص الحائزين على الوثائق الشخصية لرجال البحر المشار إليها في المادة 11 من هذا الاتفاق، الحق في النزول بارض الجانب الآخر والإقامة بالمدينة الموجود بها ميناء المرسى، دون الحاجة في ذلك لتأشيره الدخول طيلة المدة التي تظل فيها سفينتهم راسية بالميناء المذكور، شريطة أن يكون هؤلاء الأشخاص مسجلين في لائحة الطاقم وبالقائمة المسلمة للسلطات المختصة.

يخضع هؤلاء الأشخاص سواء عند نزولهم إلى الأرض أو صعودهم إلى السفينة لكافة إجراءات المراقبة الجاري بها العمل

**المادة الثالثة عشرة**

طبقاً للقوانين والأنظمة المعتمد بها، يحق لأعضاء الطاقم والحاizzين على الوثائق المشار إليها في المادة 11 من هذا الاتفاق دخول أو مغادرة أو عبورإقليم الطرف المتعاقدين الآخر بقصد التحاقهم بسفينتهم أو بلدتهم، أو لأسباب أخرى مقبولة من جانب السلطات المختصة لهذا الطرف المتعاقدين.

يعتهد كل طرف متعاقدين بقبول، فوق إقليميه الوطني، و بدون إجراءات، كل شخص من أعضاء الطاقم حائز على الوثائق المشار إليها في المادة 11 من هذا الاتفاق والمسلمة من لدن هذا الطرف المتعاقدين و ذلك حتى في الحالات التي يكون فيها هناك شك أو ريب في جنسية المعنى بالأمر.

**المادة الرابعة عشرة**

عند إزاله عضو من طاقم السفينة والحاizer على وثائق الهوية المشار إليها في المادة 11 بميناء الطرف المتعاقدين الآخر، لأسباب صحية أو لظروف يقتضيها العمل، أو لأسباب أخرى تعرف بصلاحيتها السلطات المختصة لهذا الطرف المتعاقدين، فإن هذه الأخيرة تتخد التدابير اللازمة لتمكين عضو الطاقم المعنى بالأمر من البقاء فوق ترابها قصد الاستشفاء ، أو الالتحاق ببلده الأصلي أو الالتحاق بميناء آخر للإبحار.

يتم السماح لقائد السفينة لكلا الطرفين المتعاقدين والموجود بميناء الطرف المتعاقدين الآخر، أو لأي عضو من أعضاء طاقم السفينة يختاره بنفسه، اللجوء إلى الموظف القنصلي أو الممثل الدبلوماسي لبلده أو مثل شركته.

يحق للممثل الدبلوماسي وللشركات البحرية أو ممثليها والتبعين لأحد الطرفين المتعاقدين، وذلك طبقاً لمقتضيات قوانين وتنظيمات الطرف المتعاقدين الآخر، الاتصال بأعضاء الطاقم التابعين لهذا الطرف المتعاقدين.

**المادة الخامسة عشرة**

يحتفظ كل طرف متعاقدين بحق منع الدخول والإقامة فوق إقليميه على كل عضو من الطاقم والحامل للوثائق التعريفية المشار إليها في المادة 10 من هذا الاتفاق إذا ارتأى أنه شخص غير مرغوب فيه.

**المادة السادسة عشرة**

- إذا تعرضت سفينة أحد الطرفين المتعاقدين للغرق أو كانت في حالة خطر في المياه الإقليمية للطرف المتعاقدين الآخر أو جنحت، وجبا إنقاذ الأشخاص وحمولة السفينة وتنبيتها بنفس الحقوق والامتيازات التي تستفيد منها سفن وأشخاص وحمولة الطرف المتعاقدين الآخر في ظروف مماثلة، طبقاً لقوانينه.

**المادة الثامنة**

يتحذز الطرفان المتعاقدان، في إطار تشريعاتهما وتنظيماتها المبنائية التدابير اللازمة لتبسيط واستكمال الإجراءات الإدارية، الجمركية، و الصحية الجاري بها العمل في موانئهما، ويمنح كل طرف للطرف المتعاقد الآخر معاملة غير تمييزية فيما يتعلق بالإجراءات المشار إليها أعلاه.

كما أن مقتضيات هذه المادة، لا تمس بحقوق الطرفين المتعاقدين فيما يخص تطبيق القوانين والتنظيمات الجمركية والصحية وإجراءات المراقبة الأخرى التي تخص سلامة السفن والموانئ والوقاية من التلوث وإنقاذ الأرواح البشرية ونقل السلع الخطرة والتعرف على نوعية البضائع وقبول الأجانب وكذا كل دعوى قضائية في كل الحالات التي تكون فيها المسؤلية المدنية لسفن الطرف الآخر الموجودة في ميناء الطرف الأول، مع العلم أنه على كل طرف متعاقد إخبار الطرف المتعاقد الآخر بقوانينه وتنظيماته الجاري بها العمل.

**المادة التاسعة**

يعترف كل طرف من الطرفين المتعاقدين بجنسية الطرف المتعاقد الآخر اعتمادا على الوثائق الموجودة على ظهر هذه السفن والمسلمة من قبل السلطات المختصة، طبقا لقوانين وتنظيمات الجاري بها العمل في البلد الذي تحمل السفينة علمه الوطني.

**المادة العاشرة**

يعترف كل من الطرفين المتعاقدين بالوثائق الموجودة على متن سفن الطرف المتعاقد الآخر وال المتعلقة بتجهيزها وطاقمها وحمولتها وكل رخصة أو وثيقة مسلمة من قبل سلطة مختصة طبقا لقوانين وتنظيمات الطرف المتعاقد الذي تحمل السفينة علمه الوطني.

يعترف كل طرف متعاقد بشهادة الحمولة العالمية وذلك وفقا لمقتضيات الاتفاقية الدولية لسنة 1969 المتعلقة بتقدير الحمولة.

لا تخضع السفن التي تتوفر على شهادة الحمولة العالمية لتقييم جديد على مستوى موانئ الطرف المتعاقد الآخر. و يجب تقييم جميع الرسوم الجمركية والأداءات المماثلة على مستوى الموانئ على أساس هذه الشهادة.

**المادة الحادية عشرة**

يعترف كل من الطرفين المتعاقدين بوثائق هوية رجال البحر المسلمة من قبل السلطات المختصة للطرف المتعاقد الآخر، والتي يوجد نموذج منها طي هذا الاتفاق.

يقصد بوثائق التعريف المذكورة:

بالنسبة للمملكة المغربية : "الدفتر المهني البحري" ؛  
و بالنسبة لجمهورية الرأس الأخضر " الدفتر البحري".

2. يقصد بعبارة "أعضاء الطاقم" صاحب السفينة و كل الأشخاص الذين يوجدون على متنه أثناء السفر، قصد القيام بواجبات أو خدمات مرتبطة باستغلالها والحاائزون على وثائق الهوية المنصوص عليها في المادة 11 والمتضمنة أسماءهم في لائحة طاقم السفينة.

3. يقصد بعبارة "سلطة مختصة":

بالنسبة للمملكة المغربية: الوزارة المكلفة بالمالحة التجارية؛  
وبالنسبة لجمهورية الرأس الأخضر: الوزارة المكلفة بالمالحة التجارية.

#### المادة الثانية

يهدف هذا الاتفاق إلى تنظيم النقل البحري بين الموانئ المغربية وموانئ الرأس الأخضر.

#### المادة الثالثة

يحق لسفن الطرفين المتعاقدين التدخل على مستوى نقل المسافرين والبضائع بين موانئ الطرفين المتعاقدين.

#### المادة الرابعة

يلتزم الطرفان المتعاقدان بالتعاون بشكل يزيح كل العوائق التي يمكنها إعاقة تطور الملاحة بين موانئ البلدين، وأخذ التدابير اللازمة لتعزيز النقل وتنظيم خدمة ملائمة لتشمل مصالح التجارة الخارجية لكلا البلدين.

#### المادة الخامسة

يشجع الطرفان المتعاقدان شركاتهما البحرية على أخذ التدابير الازمة لتنظيم نقل البضائع والمسافرين، وذلك قصد ضمان أفضل استغلال لهذا النقل البحري، لما فيه منفائدة المتبادلة لأصحاب السفن والشاحنات لكلا الطرفين المتعاقدين.

#### المادة السادسة

لا يشمل هذا الاتفاق النقل الساحلي وكذا خدمات القطر والإسعاف والجر والإنقاذ المخصصة لشركاتها الملاحية الوطنية الخاصة أو لشركات أخرى وشركات مواطنى الطرفين المتعاقدين.

على أنه لا يعد نقلًا ساحلياً إبحار سفن أحد الطرفين المتعاقدين من ميناء إلى ميناء آخر على إقليم الطرف المتعاقد الآخر قصد إفراج بضائع أو إنزال أو إرکاب مسافرين قادمين أو متوجهين إلى الخارج .

#### المادة السابعة

يضمن كل طرف متعاقد في مرافنه لسفن الطرف الآخر نفس المعاملة التي ينهجها إزاء سفنه، فيما يتعلق بتحصيل الحقوق والأداءات المرفقة، و كذا حرية دخول الموانئ والإقامة بها والخروج منها، و استعمال جميع التسهيلات التي تمنحها الموانئ لأغراض تجارية خاصة بالسفن وطاقمها وبالمسافرين والبضائع.

**اتفاق في ميدان الملاحة التجارية  
بين  
حكومة المملكة المغربية  
و  
حكومة جمهورية الرأس الأخضر**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرأس الأخضر المشار إليهما بـ "الطرفين المتعاقدين"؛

- اقتناعاً منهما بأن تنمية الملاحة التجارية بين كل من المملكة المغربية وجمهورية الرأس الأخضر سيساهم في تقوية التعاون بينهما،
- ورغبة منهما في إقامة تعاون ودي في مجال الملاحة التجارية على أساس المصلحة المتبادلة والمعاملة بالمثل،
- ووعياً منهما بضرورة إنشاء وتنسيق أنشطة الملاحة التجارية بينهما.

اتفقنا على ما يلي:

**المادة الأولى**

بمقتضى هذا الاتفاق:

1. يقصد بعبارة "سفينة طرف متعاقد" كل سفينة تحمل علم دولة هذا الطرف و السفن المماثلة لها. ويقصد بالسفن المماثلة السفن المستأجرة من قبل أشخاص ذاتيين أو معنويين، تابعة لأحد الطرفين المتعاقدين طبقاً لتشريعه.

غير أن هذه العبارة لا تشمل:

- أ. السفن الحربية؛
- ب. السفن العمومية الأخرى المحددة أو المستعملة لأغراض غير تجارية؛
- ت. السفن الهيدروغرافية أو الأوقيانيوغرافية أو سفن الأبحاث العلمية؛
- ث. سفن الصيد البحري؛
- ج. السفن ذات المحرك النووي؛
- ح. السفن التي لا تستجيب للمقاييس الدولية المتعارف عليها؛

ظهير شريف رقم 1.22.42 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاق التعاون في ميدان الملاحة التجارية،  
الموقع بالرباط في 22 يوليو 2008 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاق التعاون في ميدان الملاحة التجارية، الموقع بالرباط في 22 يوليو 2008 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة

جمهورية الرئيس الأخضر؛

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق التعاون في ميدان الملاحة التجارية، الموقع بالرباط

في 22 يوليو 2008 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

### المادة الثانية عشرة

يمكن تعديل هذا الاتفاق ، عند الضرورة، بعد تشاور بين الطرفين المتعاقدين . و تدخل التعديلات حيز التنفيذ بعد موافقة الطرفين المتعاقدين وفقا للقوانين و الأنظمة الجاري بها العمل في كل من البلدين.

### المادة الثالثة عشرة

ان كل خلاف قد ينشأ عن تأويل أو تطبيق هذا الاتفاق يمكن حله بالطرق الدبلوماسية.

### المادة الرابعة عشرة

تستمر أحكام تطبيق هذا الاتفاق، بعد إلغائه، على جميع العقود المبرمة خلال مدة سريانه إلى غاية تنفيذها.

و حرر بالرباط في 16 ديسمبر 2004 في نظيرتين أصليين باللغات العربية و البرتغالية و الفرنسية، و لنصوص الثلاثة نفس الحجية. و في حال اختلاف في التأويل، يرجح النص الفرنسي.

عن حكومة  
جمهورية الرئيس الأخضر

فكتور مانويل باربوزا بورخس  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون  
والجاليات

عن حكومة  
المملكة المغربية

محمد بن عيسى  
وزير الشؤون الخارجية  
و التعاون

بـ- البضائع و المواد و الأدوات المستوردة مؤقتا، و الالزمه لتنظيم المعارض و العروض التجارية، و التي يتم قبولها مع ارجاء لأداء الرسوم الجمركية عليها و الضرائب ذات الأثر المماثل شريطة أن يعاد تصديرها.

#### المادة التاسعة

يمنح كل طرف متعاقد، وفقا للقوانين و الأنظمة المعهوم بها في كلا البلدين :

- حرية العبور عبر ترابه، للسلع القادمة من تراب الطرف المتعاقد الآخر و الموجهة إلى تراب بلد ثالث.

- حرية العبور عبر ترابه، للسلع القادمة من تراب بلد ثالث و الموجهة إلى تراب الطرف المتعاقد الآخر.

#### المادة العاشرة

يتم إحداث لجنة مشتركة تجارية، تتكون من ممثلي الطرفين المتعاقدين ويعهد إليها بما يلي:

أـ- متابعة تنفيذ مقتضيات هذا الاتفاق؛

بـ- تقييم التجارة الثنائية؛

جـ- اقتراح الإجراءات التي من شأنها إنعاش العلاقات التجارية.

و تجتمع هذه اللجنة بالتناوب في الرباط و برايا ، بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين.

#### المادة الحادية عشرة

أـ- يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بصفة مؤقتة ابتداء من تاريخ التوقيع عليه، و بصفة نهائية بتاريخ آخر إشعار باستكمال الإجراءات المتطلبة لدخوله حيز التنفيذ، طبقا للمسطرة المعهوم بها في كل من البلدين.

بـ- يبرم هذا الاتفاق لمدة خمس (5) سنوات تجدد تلقائيا لنفس المدة، ما لم يبلغ أحد الطرفين المتعاقدين الطرف الآخر كتابة عن نيته في إلغائه قبل ثلاثة (3) أشهر من تاريخ إنهاء العمل به.

### المادة الثالثة

لن تحول مقتضيات هذا الاتفاق دون تطبيق موائع أو قيود الاستيراد و التصدير الهدافه إلى الحفاظ على الأمن و الصحة و حماية الوحش و النباتات و التراث التارخي و الأثري و الفني للطرفين المتعاقدين.

### المادة الرابعة

يشجع الطرفان المتعاقدان، بهدف ضمان استمرار علاقاتهما التجارية، إبرام العقود القصيرة و الطويلة المدى بين الأشخاص الذاتيين و المعنويين في كلا البلدين.

### المادة الخامسة

بهدف تطوير أكثر للتجارة الثنائية، يشجع الطرفان المتعاقدان تبادل وفود رجال الأعمال بين البلدين مع مراعاة القوانين الجاري بها العمل في بلديهما.

### المادة السادسة

تتم تسوية الأداءات على الصفقات المبرمة في إطار هذا الاتفاق بالعملات الحرة القابلة للتحويل، وفقا لأنظمة الصرف المعمول بها في كل من البلدين.

### المادة السابعة

يمنح الطرفان المتعاقدان لبعضهما البعض التسهيلات الازمة للمشاركة في المعارض الدائمة أو المؤقتة المقامة في كل من البلدين و كذا لتنظيم العروض التجارية و الندوات و غيرها من الأنشطة المماثلة فوق ترابهما وفقا للقوانين و الأنظمة الجاري بها العمل في البلدين.

### المادة الثامنة

يرخص كل طرف متعاقد، وفقا للقوانين و الأنظمة المعمول بها في البلدين. استيراد المواد التالية، التي يكون منشأها الطرف المتعاقد الآخر:

1- عينات البضائع و المعدات الدعائية المخصصة فقط للدعائية و البحث عن الطلبيات، معفاة من الرسوم الجمركية و الضرائب ذات الأثر المماثل، شريطة أن لا يتم بيعها.

**اتفاق تجاري  
بين  
حكومة المملكة المغربية  
و  
حكومة جمهورية الرأس الأخضر**

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية الرأس الأخضر المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفين المتعاقددين" :

- رغبة منهما في تنمية و تعزيز العلاقات التجارية و الاقتصادية لإنعاش و تنمية تبادل البضائع و الخدمات بين البلدين على أساس المساواة و المنافع المتبادلة ؛
- و انطلاقا من المستوى الرفيع لعلاقات الصداقة و التضامن القائمة بين البلدين ؛

**اتفقنا على ما يلي :**

**المادة الأولى**

يمنح الطرفان المتعاقدان بعضهما البعض معاملة الدولة الأكثر رعاية في كل ما يتعلق بتجارة البضائع و الخدمات بين البلدين.

غير أن هذا الحكم لا يطبق، إذا تعلق الأمر بمنح أو إيقاء :

- أ- الامتيازات التي منحها أحد الطرفين المتعاقدين للدول المجاورة قصد تسهيل التجارة عبر الحدود ؛
- ب- الامتيازات المترتبة عن اتحاد جمركي أو منطقة تبادل حر ينتمي أو سينتمي إليها أحد الطرفين المتعاقددين ؛
- ج- الأفضليات و الامتيازات الممنوحة لبلد آخر في إطار توافق متعدد الأطراف أو إقليمي يهدف إلى الاندماج الاقتصادي.

**المادة الثانية**

يتخذ الطرفان المتعاقدان، مع مراعاة القوانين و الأنظمة السارية المفعول في بلديهما ، كل الإجراءات الملائمة لتسهيل، و تعزيز، و تنويع تجارة البضائع و الخدمات بين البلدين.

ظهير شريف رقم 1.22.41 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاق التجاري، الموقع بالرباط

في 16 ديسمبر 2004 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر

الحمد لله وحده،

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق التجاري، الموقع بالرباط في 16 ديسمبر 2004 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر؛

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق التجاري، الموقع بالرباط في 16 ديسمبر 2004 بين حكومة

المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

#### المادة الرابعة والعشرون

##### "التصديق والانضمام"

1- يصدق على هذه الاتفاقية من الدول الموقعة عليها طبقاً لأنظمتها الدستورية وتودع وثائق التصديق لدى الأمانة العامة لجامعة الدول العربية التي تعد محضرها بإيداع وثيقة تصديق كل دولة وتبليغه إلى الأطراف المتعاقدة الأخرى.

2- يجوز لدول الجامعة غير الموقعة على هذه الاتفاقية أن تتضم إليها بإعلان يرسل إلى الأمين العام لجامعة الدول العربية الذي يبلغ انضمامها إلى الأطراف المتعاقدة الأخرى.

#### المادة الخامسة والعشرون

##### "نفاذ الاتفاقية"

تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ بعد شهر من إيداع وثائق تصديق سبع من الدول الموقعة عليها وتسري في شأن الدول الأخرى بعد مضي شهر من تاريخ إيداع وثيقة تصديقها أو انضمامها لدى الأمانة العامة لجامعة الدول العربية.

#### المادة السادسة والعشرون

##### "تعديل الاتفاقية"

تعديل هذه الاتفاقية بناء على طلب من أحد أطرافها، أو باقتراح من الأمانة العامة لجامعة الدول العربية ويدخل هذا التعديل حيز النفاذ بعد موافقة المجلس الاقتصادي والاجتماعي وإيداع وثائق التصديق عليه من قبل ثلثي الدول الأطراف كحد أدنى.

#### المادة السابعة والعشرون

##### "الانسحاب من الاتفاقية"

1- يجوز لأي طرف متعاقد أن يعلن عن رغبته في الانسحاب من هذه الاتفاقية بوثيقة مكتوبة تودع لدى الأمانة العامة لجامعة الدول العربية.

2- يعتبر الانسحاب نافذ المفعول في حق الدولة بعد مضي ستة أشهر من تاريخ إيداع وثيقة الانسحاب.

3- عندما يخطر طرف متعاقد بالانسحاب من هذه الاتفاقية طبقاً للفقرة (1) من هذه المادة فإن التزامه بأحكام هذه الاتفاقية فيما يتعلق بطلب التعاون الذي تم تقديمها قبل تاريخ نفاذ الانسحاب يظل قائماً.

حررت هذه الاتفاقية باللغة العربية في مدينة الرياض بتاريخ 16 رجب 1436 الموافق 5 مايو 2015 من أصل واحد يحفظ في الأمانة العامة لجامعة الدول العربية وتسلم صورة مطابقة للأصل لكل دولة من الدول الموقعة على الاتفاقية أو المنضمة إليها.

**المادة الحادية والعشرون****"تنفيذ الاتفاقية"**

- 1- يتم التعاون وتقديم المساعدة المتبادلة المذكورة في هذه الاتفاقية بواسطة الادارات الجمركية لدى الاطراف المتعاقدة ، وتحدد الآلية التنفيذية لتطبيق احكام هذه الاتفاقية للادارات الجمركية في الاطراف المتعاقدة.
- 2- لأغراض هذه الاتفاقية ،تحدد الادارات الجمركية لدى الاطراف المتعاقدة نقاط الاتصال. كما تتبادل قوائم بأسمائهم ومسماياتهم الوظيفية وعنوانينهم وأرقام هواتفهم وبريدهم الإلكتروني وأية وسائل اتصال بهؤلاء الموظفين.
- 3- على الادارات الجمركية لدى الاطراف المتعاقدة اتخاذ كافة الاجراءات من اجل إبقاء العلاقة مباشرة بين الموظفين المسؤولين عن التحقيقات ومكافحة المخالفات الجمركية.

**المادة الثانية والعشرون****"تسوية المنازعات"**

تم تسوية المنازعات المتعلقة بتنفيذ هذه الاتفاقية عن طريق التفاوض ما بين الإدارات الجمركية للإطراف المتعاقدة قدر المستطاع، وفي حالة تعذر ذلك يتم تسويتها عن طريق القوات الدبلوماسية.

**المادة الثالثة والعشرون****"أحكام عامة"**

- 1- تعتبر احكام هذه الاتفاقية حداً أدنى للتعاون الذي يمكن تبادله بين الأطراف المتعاقدة.
- 2- لا تتعارض احكام هذه الاتفاقية مع أي تعاون متبادل بين الأطراف المتعاقدة بمحض إرادتها أو تطبيقاً لاتفاقيات ثنائية أو متعددة الأطراف أبرمتها أو قد تبرمها في هذا المجال.

3- عند تبادل البيانات الشخصية بموجب هذه الاتفاقية، يتعين على الادارة الجمركيةطالبه لهذه البيانات أن توفر لها نفس مستوى الحماية التي تقى بمتطلبات التشريع الوطني لادارة الجمركية المطلوب منها.

#### المادة التاسعة عشر

##### "الاستثناءات"

1- يجوز رفض تقديم المساعدة إذا كانت تشكل انتهاكا للسيادة أو الأمن أو السياسة العامة أو مصلحة وطنية رئيسية لأي طرف ، أو تتضمن خرق لسرية صناعية أو تجارية أو مهنية أو عدم توافقها مع التشريعات المحلية الإدارية والقانونية.

2- يجوز تأجيل تقديم المساعدة اذا كانت هناك أسباب تدعو للإعتقد بأنها ستخلي بمجرى تحقيق أو دعوة قضائية أو إجراء قيد التنفيذ. ويتعين في مثل تلك الحالة على الادارة المطلوب منها المساعدة التشاور مع الادارة الطالبة للمساعدة لتحديد ما إذا كان بالامكان تقديم المساعدة وفق أحكام أو شروط قد شرطتها الادارة المطلوب منها المساعدة.

3- عند رفض أو تأجيل تقديم المساعدة ،ينبغي إبداء أسباب الرفض أو التأجيل خطيا وبأسرع وقت ممكن.

4- في حالات استثنائية ولأسباب مبررة إذا كانت الادارة الطالبة للمساعدة لن تتمكن من تلبية طلب مماثل للادارة المطلوب منها المساعدة فإنه يتعين عليها التوجيه إلى ذلك في طلبها، ويتوقف تلبية ذلك الطلب على تقرير الادارة المطلوب منها المساعدة.

#### المادة العشرون

##### "النفقات والمصاريف"

1- مع مراعاة ما ورد في الفقرتين (2) و (3) من هذه المادة يتحمل الطرف المطلوب منه المساعدة النفقات والمصاريف العادية المترتبة على تنفيذ هذه الاتفاقية.

2- يتحمل الطرف الطالب للمساعدة النفقات والبدلات التي يتم دفعها إلى الخبراء والشهود وكذلك مصاريف المترجمين والمترجمين الفوريين من غير موظفي الدولة.

3- اذا كان تنفيذ الطلب يستلزم نفقات كبيرة أو غير عادية فإنه يتعين على الطرفين المتعاقدين التشاور لتحديد الشروط التي سيتم تنفيذ الطلب بموجبها وكيفية تحمل النفقات والمصاريف.

- 4- إذا طلبت الإدارة الجمركية لطرف متعاقد التحقيق في عمليات مخالفة لتشريعاتها الجمركية الوطنية تقوم الإدارة الجمركية لدى الطرف المتعاقد الآخر بالبدء في التحقيق وتبليغ الطرف الطالب للمساعدة بنتائج ذلك التحقيق.
- 5- تجري التحقيقات وفقاً للتشريع الوطني في إقليم دولة الطرف المطلوب منه.
- 6- يكون مسؤولاً الإدارة الجمركية لدى الطرف الطالب للمساعدة الذي حضر لإقليم الطرف المطلوب منه المساعدة بمثابة استشاري فقط ولا يجوز له بأية حال من الأحوال أن يشارك تحت أية ظروف في التحقيق أو يلتقي بالأشخاص الذين يتم استجوابهم أو المشاركة في إجراءات التحقيق.

#### المادة السابعة عشر

##### "التسليم المراقب"

- 1- يجوز للإطراف المتعاقدة - بموجب ترتيبات متبادلة - السماح لحركة البضائع غير المشروعة أو المشبوهة الخارجة من أقاليمها أو الداخلة إليها أو العابرة منها - بمعرفة إدارة الجمارك وتحت رقابتها - بغية التحقيق في المخالفات أو الجرائم الجمركية أو مكافحتها.
- 2- وإذا لم يمكن القيام بتلك التحركات تحت مراقبة إدارة الجمارك فيتعين عليها السعي لبدء التعاون مع السلطات الوطنية المختصة التي تتمتع بتلك الصلاحية أو تحيل الموضوع إلى تلك السلطات.

#### المادة الثامنة عشر

##### "سرية المعلومات واستخدامها وحمايتها"

- 1- تعتبر الإخبارات أو المعلومات التي تم الحصول عليها بموجب هذه الاتفاقية سرية، ويجب أن تحظى بنفس درجة الحماية التي تحظى في التشريعات الوطنية للطرف المتعاقد المزود لهذه الإخبارات والمعلومات.
- 2- تستعمل الإخبارات أو المعلومات التي تم الحصول عليها في إطار التعاون الإداري وفق هذه الاتفاقية حصرياً لأغراضها، ما لم ترخص صراحة الإدارة الجمركية التي قدمتها بالسماح باستعمالها لأغراض أخرى أو من طرف سلطات أخرى.

ج) وصفاً موجزاً للقضية قيد النظر والأحكام الإدارية والقانونية التي تتطبق عليها.

د) أسماء وعنوان الأشخاص الذين يتعلّق بهم الطلب -إذا كانت معروفة.

4- في حالة أن تطلب الإدارة الجمركية الطالبة للمساعدة اتخاذ إجراء أو طريقة معينة، تلتزم الإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة بذلك الطلب حسب التشريع الوطني لديها.

5- في حالة عدم توفر المعلومات المطلوبة لدى الإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة، يجوز لها أن تستعين بأحدى الجهات المختصة للحصول على تلك المعلومات.

#### المادة السادسة عشر

##### "التحقيقات"

1- يجوز للموظفين المعينين على وجه الخصوص من قبل الإدارة الجمركية الطالبة للمساعدة وبموافقة الإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة ووفقاً للشروط التي قد تملّيهما الأخيرة - ولغرض تقصي الجريمة والمخالفة الجمركية القيام بالآتي:-

(أ) الإطلاع على الوثائق والسجلات وغيرها من البيانات ذات الصلة لدى الإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة للحصول على المعلومات المتعلقة بالجريمة أو المخالفة الجمركية.

(ب) الحصول على نسخ من الوثائق و السجلات وغيرها من البيانات ذات الصلة المتعلقة بتلك الجريمة أو المخالفة الجمركية.

(ج) المشاركة كمراقبين في كافة التحقيقات التي تقوم بها الإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة داخل إقليمها الجمركي.

2- عند تواجد موظفي الإدارة الجمركية الطالبة للمساعدة في المنطقة الجمركية التابعة للطرف المتعاقد الآخر في الحالات المنصوص عليها في الفقرة (1) من هذه المادة فإنه يتوجب عليهم أن يقدموا في جميع الأحوال ما يثبت صفتهم الرسمية.

3- يكون الموظفون أثناء تواجدهم في إقليم الطرف المتعاقد الآخر بموجب شروط هذه الاتفاقية مسؤولين عن أي مخالفة قد يرتكبونها، ويتمتنعون بنفس الحماية المتاحة لموظفي الجمارك من ذلك الطرف المتعاقد للغاية المنصوص عليها في قوانينها الوطنية.

2- يجب على الإدارة الجمركية الطالبة للمساعدة اتخاذ جميع التدابير اللازمة ل توفير الحماية والأمن الشخصي للخبراء والشهداء خلال إقامتهم في إقليم دولتها بموجب البند (1) من هذه المادة.

3- يجب أن يتضمن طلب المثول البيانات الكافية عن القضية المطلوب تقديم الشهادة أو الخبرة بشأنها.

#### المادة الخامسة عشر

##### "تبليغ الطلبات"

1- مراعاة ما تنصي به المادة (3) من هذه الاتفاقية يجب إبلاغ طلبات المساعدة بموجب هذه الاتفاقية بين إدارات الجمارك مباشرة، وتحدد كل إدارة جمركية نقطة إتصال رسمية لهذا الغرض وتقوم بتزويد الامانة العامة لجامعة الدول العربية بتفاصيلها والتي بدورها تقوم بإبلاغ تلك المعلومات إلى إدارات الجمارك في الأطراف المتعاقدة الأخرى.

2- يجب على الإدارة الجمركية الطالبة للمساعدة تقديم طلب المساعدة بموجب هذه الاتفاقية خطياً أو الكترونياً ومصحوباً بأي معلومات تعتبر مفيدة لتبليغ الطلب ، ويجوز للإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة طلب تأكيد خطى للطلبات الالكترونية، ويجوز تقديم الطلبات شفهياً إذا اقتضت الظروف ذلك، ويجب تأكيد الطلبات الشفهية بأسرع ما يمكن خطياً أو بوسيلة الكترونية إذا كان ذلك مقبولاً للإدارتين.

3- يجب أن تتضمن الطلبات المقدمة وفقاً للفقرة (2) من هذه المادة التفاصيل التالية:-

- (أ) اسم الإدارة الجمركية الطالبة للمساعدة.
- (ب) القضية الجمركية ذات الصلة، نوع المساعدة المطلوبة، مبررات الطلب.

### المادة الحادية عشر

#### "حماية حقوق الملكية الفكرية"

- 1- للإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة تلقائياً أو بناءً على طلب التنسيق فيما بينها بهدف تطبيق الإجراءات الحدودية لمكافحة خرق حقوق الملكية الفكرية وذلك في حدود الإمكانيات أو الإختصاصات المخولة لها في إطار التشريعات الوطنية.
- 2- للإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة إنشاء وحدات مختصة بحماية حقوق الملكية الفكرية.

### المادة الثانية عشر

#### "مكافحة الغش التجاري والتقليد"

- 1- للإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة تلقائياً أو بناءً على طلب التنسيق فيما بينها بهدف تطبيق الإجراءات الحدودية لمكافحة الغش التجاري والتقليد وذلك في حدود الإمكانيات أو الإختصاصات المخولة لها في إطار القوانين الوطنية.
- 2- للإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة إنشاء وحدات مختصة لمكافحة الغش التجاري والتقليد.

### المادة الثالثة عشر

#### "مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب"

مع مراعاة التشريعات الوطنية، تعمل الإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة على التعاون فيما بينها لتبادل المعلومات والمعطيات حول العمليات المشتبه في كونها مرتبطة بغسل الأموال وذلك حسب الإختصاصات المخولة للإدارات الجمركية في هذا المجال.

### المادة الرابعة عشر

#### "الخبراء والشهود"

- 1- يجوز للإدارة المطلوب منها المساعدة السماح لموظفيها بالمؤوث الخبراء أو شهود أمام محاكم أو جهات قضائية في إقليم الطرف المتعاقدطالب للمساعدة في موضوع يتعلق بتطبيق قانون التشريع الجمركي.

- ب) تبني أساليب حديثة مثل إدارة المخاطر والإجراءات الرقابية المستندة إلى التدقيق والإستخدام الأمثل لتقنيات المعلومات.
- ج) التعاون مع الجهات المختصة والقطاع الخاص داخل الدولة.
- د) تسويق إجراءات العمل بين المنافذ الجمركية في الأطراف المتعاقدة وخاصة البرية.
- هـ) تبادل الأسعار المرجعية للسلع إن وجدت للاسترشاد بها عند إجراء التقييم الجمركي.
- و) التعاون بين الإدارات الجمركية على توحيد مسميات وهياكل الرسوم مقابل الخدمات الجمركية على البضائع المتبادلة.

2- للأطراف المتعاقدة تقديم تسهيلات أكبر مما هو منصوص عليه في هذه الاتفاقية.

#### المادة العاشرة

##### "المعايدة الفنية"

- 1- تعمل الإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة على التعاون الفني في العمل الجمركي فيما بينها ولا سيما في المجالات الآتية :
  - أ) تبادل الموظفين بهدف نشر المعرفة المتعلقة بالوسائل الحديثة المستخدمة في العمل الجمركي.
  - ب) تبادل المعلومات والخبرة في استخدام الأجهزة الفنية.
  - ج) التدريب المتبادل لموظفي الجمارك.
  - د) تبادل الخبراء.
  - هـ) تبادل الدراسات والبحوث.
  - و) تنفيذ برامج بناء المقدرة والدورات التدريبية حول المسائل الجمركية.
  - ز) تبادل المعلومات اللاحقة فيما يتعلق بالقوانين والأنظمة الجمركية، التوجيهات الإدارية، الإجراءات والممارسات .
- 2- تتعاون الأطراف المتعاقدة في الاستفادة من برامج بناء المقدرة الجمركية التي تتنظمها المنظمات الدولية.
- 3- تعزيز التعاون العربي الدولي في مجال حماية حقوق الملكية الفكرية ومكافحة الغش التجاري والتقليل من خلال البرامج والدورات ذات العلاقة وتبادل الخبرات في مجال التشريعات المتعلقة بها.

**المادة السابعة****"تبادل الوثائق"**

- 1- تقوم إدارات الجمارك في الأطراف المتعاقدة تلقائياً أو بناء على طلب إداتها بتبادل جميع المعلومات التي تتتوفر لديها والتي يمكن استخلاصها من الوثائق الجمركية المتعلقة بالبضائع المتبادلة بين هذه الدول والتي تشكل جرائم أو مخالفات جمركية، ويمكن إرسال هذه المعلومات - عند الضرورة - على شكل نسخ مطابقة أو مصادق عليها لهذه الوثائق بعد التأكد من صحتها وسلامتها ما أمكن.
- 2- تبادل المستندات والتقارير أو محاضر أو صور طبق الأصل عنها التي تتضمن جميع المعلومات المتوفرة لديها والمتعلقة بالعمليات التي اكتشفت أو يشك في أنها تشكل خرقاً للتشريع الجمركي في الأطراف المتعاقدة.

**المادة الثامنة****"قواعد المنشأ"**

- 1- تقوم الإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة بالتعاون فيما بينها لضمان تطبيق الأحكام العامة لقواعد المنشأ العربية وقواعدها التفصيلية وما تضمنه تلك الأحكام من موضوعات ذات علاقة كالنقل المباشر وشهادة دلالة المنشأ وترتيبات التعاون الإداري.
- 2- تبني الأطراف المتعاقدة الرقابة اللاحقة عند الشك في دلالة المنشأ.

**المادة التاسعة****"تبسيط الإجراءات الجمركية"**

- 1- تقوم الإدارات الجمركية في الأطراف المتعاقدة باتخاذ الترتيبات الضرورية لتبسيط وتوحيد وتنسيق الإجراءات الجمركية من أجل تسهيل حركة البضائع بين الأطراف المتعاقدة ولا سيما من خلال ما يأتي :
  - (أ) تبني برامج تهدف إلى استمرارية تحديث الممارسات والإجراءات الجمركية من أجل تعزيز ورفع الكفاءة والفعالية .

3- تكون المراقبة الجمركية محددة بالمدى اللازم لضمان الالتزام بالتشريع الجمركي.

4- لأغراض تطبيق المراقبة الجمركية تستخدم إدارات الجمارك إدارة المخاطر التي تقوم على تحليل المخاطر لتحديد الأشخاص والبضائع ووسائل النقل التي يجب أن تخضع للفحص والمدى اللازم للفحص وكافة المخاطر الأخرى.

5- يجب أن تشمل أنظمة المراقبة الجمركية على إجراءات رقابية تستند إلى التدقيق .

6- تقوم إدارات الجمارك باستخدام تكنولوجيا المعلومات والتجارة الإلكترونية من أجل تعزيز الرقابة الجمركية .

#### المادة السادسة

##### "تبادل المعلومات"

تتبادل إدارات جمارك الأطراف المتعاقدة ، تلقائياً أو بناء على طلب، جميع المعلومات بشأن ما يأتي:-

1- الحالات التي قد تتطوي على الحق ضرر بالاقتصاد أو الصحة العامة أو الأمن العام أو بمصلحة حيوية لإحدى الأطراف المتعاقدة.

2- الأشخاص الذين ارتكبوا جرائم أو مخالفات للتشريع الجمركي أو شرعوا فيه أو يشتبه بإقدامهم على ارتكاب جرائم أو مخالفات جمركية في إحدى الأطراف المتعاقدة.

3- وسائل النقل التي يثبت أنها تستعمل لارتكاب جرائم أو مخالفات جمركية في إحدى الأطراف المتعاقدة.

4- الإحصائيات عن حركة البضائع ووسائل النقل المصدرة أو العابرة بين الأطراف المتعاقدة.

5- المعلومات العلمية والفنية التي تتعلق بالاتجاهات والوسائل والطرق الجديدة المستخدمة لارتكاب الجرائم أو المخالفات الجمركية.

6- التقدير الصحيح للرسوم والضرائب الجمركية والتقدير السليم لقيمة البضائع للأغراض الجمركية وتحديد تصنيف التعريفة للسلع وتحديد منشأ السلع الصحيح.

ج) اذا كانت البضاعة المنقوله بالعبور "ترانزيت" عبر دولة أي من الأطراف المتعاقدة قد تم نقلها بشكل قانوني.

د) العمليات غير المشروعة التي تمت معاینتها أو المخطط لها والتي تعتبر تهريباً أو في حكم التهريب أو المشتبه بها من أحد الأطراف المتعاقدة.

2- الأشخاص الذين ارتكبوا جرائم أو مخالفات للتشريع الجمركي أو شرعوا فيه في إحدى الأطراف المتعاقدة .

3- وسائل النقل التي يثبت أنها تستعمل لارتكاب جرائم أو مخالفات جمركية في الأطراف المتعاقدة.

#### المادة الخامسة

##### "المراقبة الجمركية"

1- مع مراعاة التشريعات الوطنية وبموجب الطلب المقدم ، تقوم الإداره الجمركية المطلوب منها المساعدة بتقديم نتائج المراقبة الجمركية إلى الإداره الجمركية الطالبه ، حول ما يأتي:-

أ) البضائع- سواء كانت في النقل أو في المستودعات - المستخدمة أو المشتبه بإستخدامها في ارتكاب جرائم أو مخالفات جمركية بالمنطقة الجمركية للطرف المتعاقد الطالب للمساعدة.  
ب) وسائل النقل المستخدمة أو المشتبه بإستخدامها في إرتكاب جرائم أو مخالفات جمركية بالمنطقة الجمركية للطرف المتعاقد الطالب للمساعدة.

ج) الأماكن المستخدمة أو المشتبه بإستخدامها لإرتكاب جرائم أو مخالفات جمركية في المنطقة الجمركية للطرف المتعاقد الطالب للمساعدة.

د) الأشخاص المرتكبين أو المشتبه بإرتكابهم جرائم أو مخالفات جمركية في المنطقة الجمركية للطرف المتعاقد الطالب للمساعدة. وخاصة أولئك الذين يدخلون ويخرجون من المنطقة الجمركية للطرف المتعاقد الطالب للمساعدة.

2- يجوز لإدارة الجمارك بأي طرف متعاقد القيام بتلك المراقبة إذا كان لديها ما يدعو للإعتقداد بأن أنشطة مخططة قائمة أو منجزة بشكل فيما يبدو جريمة أو مخالفة جمركية في المنطقة الجمركية لطرف متعاقد آخر .

### المادة الثانية

#### "تطاقي تطبيق الاتفاقية"

لأغراض تطبيق الأحكام الواردة في هذه الاتفاقية تلتزم الأطراف المتعاقدة بتقديم المساعدة الإدارية والفنية المتبادلة فيما بينها من خلال إدارة الجمارك لديها وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية من أجل التطبيق السليم للتشريع الجمركي ولمنع وتنصي ومكافحة الجرائم والمخالفات الجمركية ولضمان أمن سلسلة التزويد في التجارة العربية والدولية.

### المادة الثالثة

#### "المساعدة الإدارية"

مع مراعاة التشريعات الوطنية تقدم الإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة بناء على طلب إلى الإدارة الجمركية الطالبة كل المعلومات الخاصة بالتشريع والإجراءات الجمركية الوطنية المفيدة للتحريات التي تجري بشأن الجريمة أو المخالفات الجمركية.

### المادة الرابعة

#### "حالات المساعدة الإدارية"

مع مراعاة التشريعات الوطنية، تتبادل الأطراف المتعاقدة المساعدة تلقائياً أو بناء على طلب، جميع المعلومات المتعلقة بالمساعدة الإدارية، وعلى وجه الخصوص في المسائل الآتية:

- 1- العمليات والبضائع التي من شأنها أن تشكل جرائم أو مخالفات جمركية في إحدى الأطراف المتعاقدة على أن تتضمن ما يأتي:
  - أ) الوضع الجمركي للبضائع المصدرة من أراضي الطرف المطلوب منه المساعدة والإجراءات الجمركية المتخذ بشأنها.
  - ب) إذا كانت البضاعة المصدرة من المنطقة الجمركية للطرف المطلوب منه المساعدة إلى المنطقة الجمركية للطرف الطالب للمساعدة قد تم تصديرها بشكل قانوني وفقاً للشروط والإجراءات المعمول بها.

11. التشريع الوطني: يعني القوانين والأنظمة والمعايير التي تفرضها السلطات المختصة لدى أي من الأطراف المتعاقدة، وتكون معمولاً بها داخل أراضي البلد المعنى، أو تلك المعاهدات النافذة والتي يعتبر البلد المعنى ملتزماً بها.
12. الشخص: كل شخص طبيعي أو إعتباري.
13. المعلومات والإخبارات: البيانات سواء كانت معالجة أو محللة والوثائق والتقارير والراسلات الأخرى بأي شكل كانت بما فيها نسخها الإلكترونية أو المصدقة أو المؤتقة المتعلقة بالمسائل الجمركية.
14. الطلب: طلب أي إدارة جمركية في الأطراف المتعاقدة يكون مكتوباً ويتضمن المعلومات المطلوب المساعدة فيها وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية.
15. الإدارة الجمركية الطالبة للمساعدة: إدارة الجمارك التي تطلب تقديم المساعدة.
16. الإدارة الجمركية المطلوب منها المساعدة: إدارة الجمارك التي يطلب منها تقديم المساعدة.
17. الرسوم: هي المبالغ التي تحصلها الجمارك مقابل أداء خدمة.
18. الضريبة الجمركية: هي المبالغ التي تحصل على البضائع وفق أحكام التشريع الجمركي.
19. مسؤول: هو كل مسؤول جمركي أو موظف حكومي معين من قبل إدارة الجمارك.
20. التسليم المراقب: إجراءات المراقبة التي تتم حول عملية التصدير من أو المرور عبر أو الإستيراد إلى إقليم دولة أو عدة دول لبضاعة مرسلة بشكل غير قانوني أو مشتبه بذلك وبهدف الكشف عن وتحديد الأشخاص المعاونين أو مرتكبي الجرائم والمخالفات الجمركية.
21. إدارة المخاطر: اعتماد معايير الانتقائية لفحص ومعاينة الإرساليات الجمركية المستوردة والمصدرة.

- فقد اتفقت على ما يلي :

### المادة الأولى

#### "التعريف"

يقصد لإغراض تطبيق هذه الاتفاقية بالكلمات والعبارات الواردة

أدنى المعنى المبين إزاء كل منها التالية ما يلي:-

1. **الاتفاقية:** اتفاقية التعاون الجمركي العربي.

2. **الأطراف المتعاقدة:** الدول العربية الأطراف في هذه الاتفاقية.

3. **الادارة:** الادارة العامة للجمارك.

4. **التشريع الجمركي:** قانون الجمارك و القوانين والأوامر والقرارات المطبقة والأحكام والأنظمة المتعلقة بالإستيراد والتصدير والعبور والتخزين وتداول البضائع والتي تقوم بتطبيقها الإدارات الجمركية للأطراف المتعاقدة وكذلك الأنظمة المتعلقة بتدابير الحظر والقيود وإجراءات المراقبة.

5. **الجريمة والمخالفات الجمركية:** كل خرق أو محاولة خرق للتشريع الجمركي.

6. **المنطقة الجمركية:** المنطقة التي يجري فيها تطبيق التشريع الجمركي بالنسبة للأطراف المتعاقدة.

7. **التعاون الإداري المتبادل :** الإجراءات الجمركية المتبادلة بين الإدارات الجمركية بهدف التعاون فيما بينها لغايات تطبيق التشريع الجمركي للوقاية من الجرائم والمخالفات الجمركية والبحث عنها وردعها.

8. **التعاون الفني المتبادل:** التعاون في كافة المجالات الجمركية الفنية المتبادلة بين الإدارات الجمركية لغايات تطبيق هذه الاتفاقية.

9. **الإجراءات الجمركية:** مجموع الإجراءات والممارسات التي تقوم بها الإدارات الجمركية لتطبيق التشريع الجمركي.

10. **المراقبة الجمركية:** الإجراءات التي تطبقها الجمارك لضمان الالتزام بالتشريع الجمركي.

## الدبياجة:

- إن الأطراف المتعاقدة في هذه الاتفاقية المبرمة في إطار جامعة الدول العربية ، تعتبر أن التعاون الوثيق بين الإدارات الجمركية له تأثير فعال على المجالات الاقتصادية والتجارية والاجتماعية من خلال إعداد قواعد ملائمة للتعاون الجمركي والإداري تمكن الجمارك من الاستجابة للتغيرات الرئيسية التي طرأت على التجارة.
- وإذ تدرك ضرورة التعاون الجمركي والإداري في إطار منطقة التجارة الحرة العربية الكبرى والاتحاد الجمركي العربي ضمانا لتحقيق الفائدة مما أقرته القسم العربية والمجلس الاقتصادي والاجتماعي بهذا الشأن.
- وحيث أن هذه الاتفاقية تهدف إلى تعزيز التعاون بين الإدارات الجمركية العربية لتبادل المعلومات والتحريات لتقادي أية جرائم ومخالفات للتشريعات الجمركية في الدول الأطراف التي تضر بمصالحها من كافة النواحي وال المجالات الأخرى ذات العلاقة.
- ولاقتناعها بأن وجود اتفاقية عربية تتضمن الأهداف والمبادئ المذكورة أعلاه ، والتي تلزم الأطراف المتعاقدة بتطبيقها من شأنه أن يؤدي إلى تحقيق درجة عالية من تبسيط وتنسيق الإجراءات الجمركية ، والذي يعتبر من الأهداف الأساسية لزيادة كفاءة وتسهيل التجارة العربية البينية.
- واعترافاً بضرورة التعاون فيما يخص المسائل المتعلقة بتطبيق المبادئ والممارسات الجمركية للدول الأعضاء لمواجهة الجرائم والمخالفات الجمركية.
- وإدراكاً منها بالاهتمام العالمي المتزايد تجاه أمن وتسهيل سلسلة التزويد في التجارة الدولية.
- وبأهمية تحقيق التوازن بين الالتزام وتسهيل التجارة لضمان حركة التجارة المشروعة وللوفاء بمتطلبات الدول لحماية المجتمع والحفاظ على الإيرادات الجمركية.
- ومراعاة للاتفاقيات والمواثيق الدولية التي تتضمن أحكام وإجراءات الحظر والقيد والمنع واتخاذ تدابير خاصة عند الرقابة فيما يتعلق بنقل البضائع.
- وإيماناً منها بأن مكافحة الجرائم والمخالفات الجمركية تكون أكثر فعالية في ظل التعاون الوثيق بين إدارتها الجمركية.

## اتفاقية التعاون الجمركي العربي

إن حكومات :

المملكة الأردنية الهاشمية

الإمارات العربية المتحدة

مملكة البحرين

الجمهورية التونسية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

جمهورية جيبوتي

المملكة العربية السعودية

جمهورية السودان

الجمهورية العربية السورية

جمهورية الصومال الديمقراطية

جمهورية العراق

سلطنة عمان

دولة فلسطين

دولة قطر

جمهورية القمر المتحدة

دولة الكويت

الجمهورية اللبنانية

ليبيا

جمهورية مصر العربية

المملكة المغربية

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

الجمهورية اليمنية

التي يشار إليها فيما بعد بالأطراف المتعاقدة .

ظهير شريف رقم 1.20.58 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية التعاون الجمركي العربي،  
الموقعة بالرياض في 5 ماي 2015

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله عليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاقية التعاون الجمركي العربي، الموقعة بالرياض في 5 ماي 2015 ؛

وعلى القانون رقم 48.19 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذها الظهير الشريف رقم 1.20.26 بتاريخ

11 من رجب 1441 (6 مارس 2020) ؛

وعلى محضر إيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى الاتفاقية المذكورة، الموقع بالقاهرة في 11 أبريل 2022،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية التعاون الجمركي العربي، الموقعة بالرياض في 5 ماي 2015.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

\*

\* \*

## المادة 27

### الإيداع

- تودع هذه الاتفاقية والتعديلات عليها لدى رئيس المفوضية.
- 1
- يقوم رئيس المفوضية بإبلاغ جميع الدول الأطراف بالتوقيعات والتصديقات والانضمام إلى هذه الإتفاقية ، وتاريخ دخول الاتفاقية حيز التنفيذ وطلبات التعديلات التي تقدمها الدول وكذلك الموافقة عليها أو رفضها.
- 2
- بعد دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ ، يقوم رئيس المفوضية بتسجيلها لدى الأمين العام للأمم المتحدة طبقاً للمادة 102 من ميثاق الأمم المتحدة.
- 3

## المادة 28

### النصوص المعتمدة

تودع النسخة الأصلية من هذه الاتفاقية، التي تعتبر نصوصها العربية والإنجليزية والفرنسية والبرتغالية متساوية الحجية ، لدى رئيس المفوضية.

إثباتاً لما تقدم ، فإننا ، نحن رؤساء دول وحكومات الاتحاد الأفريقي ، أو ممثلونا المفوضون حسب الأصول ، قد اعتمدنا هذه الاتفاقية.

اعتمدتها الدورة العادمة الثانية لمؤتمر الاتحاد الأفريقي ،

مابوتو ، 11 يوليو 2003

**المادة 24****التحفظات**

- يجوز لأي دولة طرف ، عند اعتماد الاتفاقية أو توقيعها أو التصديق عليها أو الانضمام إليها ، أن تقدم أي تحفظات بخصوصها شريطة أن تتعلق التحفظات بحكم معين أو أكثر من أحكام الاتفاقية وألا تتعارض مع موضوع الاتفاقية وأهدافها.
- يجوز لأي دولة طرف قدمت تحفظاً أن تسحبه حالما تسمح الظروف بذلك . ويتم سحب هذا التحفظ عن طريق إشعار توجهه إلى رئيس المفوضية.

**المادة 25****التعديلات**

- يجوز تعديل هذه الاتفاقية إذا قدمت أي دولة طرف طلباً كتابياً بذلك إلى رئيس المفوضية .
- يقوم رئيس المفوضية بتوزيع التعديلات المقترحة على جميع الدول الأطراف. ولا يتم بحث هذه التعديلات من قبل الدول الأطراف إلا بعد مضي فترة ستة (6) أشهر على تاريخ توزيعها.
- تصبح التعديلات سارية المفعول بعد الموافقة عليها من قبل أغلبية ثلثي الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي.

**المادة 26****الانسحاب من الاتفاقية**

- يجوز لأي دولة طرف أن تنسحب من الاتفاقية الحالية بإرسال إشعار إلى رئيس المفوضية، ويصبح هذا الانسحاب سارياً بعد ستة (6) أشهر من تاريخ استلام الإشعار من قبل رئيس المفوضية.
- بعد عملية الانسحاب ، يستمر التعاون بين الدول الأطراف والدولة الطرف التي انسحبت تجاه جميع الطلبات المقدمة للحصول على المساعدة أو تسليم المجرمين قبل سريان موعد الانسحاب.

- (و) تطوير وتعزيز اعتماد مدونات سلوك متسقة للموظفين العموميين.
- (ز) إقامة شراكات مع اللجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب والمجتمع المدني الأفريقي والمنظمات الحكومية والحكومية المشتركة وغير الحكومية بغية تسهيل الحوار في مجال مكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة.
- (ح) تقديم التقارير بانتظام إلى المجلس التنفيذي حول التقدم الذي تحرزه كل دولة طرف في الامتثال لأحكام هذه الاتفاقية.
- (ط) القيام بأي مهام أخرى تتعلق بالفساد والجرائم ذات الصلة قد تكلفه بها أجهزة صنع سياسات الاتحاد الأفريقي .
- يعتمد المجلس قواعد الإجراءات الخاصة به.
- 6
- تلتزم الدول الأطراف بإبلاغ المجلس في غضون سنة من دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ ، بالتقدم المحرز في تنفيذها. وبعد ذلك ، تكفل كل دولة طرف من خلال إجراءاتها ذات الصلة ، قيام السلطات أو الوكالات الوطنية لمكافحة الفساد بتقديم التقارير إلى المجلس مرة كل سنة على الأقل قبل انعقاد الدورات العادية لأجهزة توجيه السياسات في الاتحاد الأفريقي.
- 7

### أحكام نهائية

#### المادة 23

##### التوقيع ، التصديق ، الانضمام ، والدخول حيز التنفيذ

- تفتح هذه الاتفاقية أمام الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي للتوقيع أو التصديق عليها أو الانضمام إليها.
- 1
- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد ثلاثة (30) يوماً من تاريخ إيداع الوثيقة الخامسة عشرة للتصديق عليها أو الانضمام إليها.
- 2
- تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ في كل دولة طرف صدقت عليها أو انضمت إليها بعد تاريخ إيداع الوثيقة الخامسة عشرة للتصديق عليها، بعد مضي ثلاثة (30) يوماً من تاريخ قيام هذه الدولة بإيداع وثيقة التصديق أو الانضمام.
- 3

**المادة 21****العلاقة مع الاتفاقيات الأخرى**

مع مراعاة أحكام الفقرة 2 من المادة 4، تبطل هذه الاتفاقية بالنسبة للدول الأطراف التي تطبق عليها، أحكام أي معاهدة أو اتفاقية ثنائية تحكم الفساد والجرائم ذات الصلة مبرمة بين دولتين أو أكثر من الدول الأطراف.

**المادة 22****آلية المتابعة**

- 1 يتم إنشاء مجلس استشاري حول الفساد داخل الاتحاد الأفريقي.
- 2 يتكون المجلس من 11 عضواً ينتخبهم المجلس التنفيذي للاتحاد الأفريقي من بين قائمة من الخبراء غير المتحيزين الذين يتمتعون بأعلى مستوى من النزاهة والكفاءة المعترف بها في المسائل المتعلقة بمنع الفساد ومكافحته والجرائم ذات الصلة تقترن بهم الدول الأطراف. وعند انتخاب أعضاء هذا المجلس، يضمن المجلس التنفيذي تمثيلاً منكافياً بين الجنسين وتمثيلاً جغرافياً عادلاً.
- 3 يقوم أعضاء المجلس بأعمالهم بصفتهم الشخصية.
- 4 يتم تعين أعضاء المجلس لمدة سنتين قابلة للتجديد.
- 5 تكون وظائف المجلس على النحو التالي :
  - (أ) تعزيز وتشجيع اتخاذ وتطبيق الإجراءات الازمة لمنع الفساد في القارة.
  - (ب) جمع وتوثيق المعلومات بخصوص طابع الفساد ونطاقه في أفريقيا.
  - (ج) إيجاد الأساليب الازمة لتحليل طابع الفساد والجرائم ذات الصلة ونطاقه في أفريقيا ونشر المعلومات وتوعية الجمهور بالآثار السلبية للفساد والجرائم ذات الصلة.
  - (د) تقديم النصائح للحكومات حول كيفية معالجة كارثة الفساد في نطاق اختصاصاتها القضائية المحلية والجرائم ذات الصلة.
  - (هـ) جمع المعلومات وتحليل سلوك وتصرفات الشركات المتعددة الجنسيات التي تعمل في أفريقيا ونشر هذه المعلومات بين السلطات الوطنية كما تم تحديدها في المادة 18 (1) من هذه الاتفاقية.

- 3 تشجيع جميع البلدان على اتخاذ الإجراءات التشريعية الازمة لمنع الموظفين العموميين من التمتع بالمتطلبات التي اكتسبوها عن طريق الرشوة وذلك بتجميد حساباتهم المصرفية في الخارج وتسهيل إعادة المبالغ المختلسة أو المكتسبة بصورة غير شرعية إلى بلدانها الأصلية.
- 4 العمل عن كثب مع المنظمات المالية الدولية ، الإقليمية والإقليمية الفرعية للقضاء على الفساد في برامج المساعدات الإنمائية والتعاون وذلك بتحديد قواعد صارمة للأهلية وحسن الإدارة للمرشحين في الإطار العام لسياساتها الإنمائية.
- 5 التعاون طبقاً للمعاهدات الدولية ذات الصلة بشأن التعاون الدولي في المسائل الجنائية لأغراض التحقيقات والإجراءات المتعلقة بالجرائم الجنائية التي تدرج في نطاق هذه الاتفاقية.

#### المادة 20

##### السلطات الوطنية

- 1 لأغراض التعاون والمساعدات القانونية المتبادلة المنصوص عليها في هذه الاتفاقية، تلتزم كل دولة طرف بإبلاغ رئيس المفوضية ، عند توقيع أو إيداع وثائق التصديق، بالسلطة أو الوكالة الوطنية المحددة المختصة بالجرائم المندرجة في نطاق المادة 4 (1) من هذه الاتفاقية.
- 2 تكون السلطات أو الوكالات الوطنية مسؤولة عن تقديم الطلبات واستلامها بخصوص المساعدة والتعاون المشار إليها في هذه الاتفاقية.
- 3 تقوم السلطات أو الوكالات الوطنية بالاتصال مباشرـة فيما بينها لأغراض هذه الاتفاقية.
- 4 يسمح للسلطات أو الوكالات الوطنية بالاستقلال اللازم بغية تمكينها من الاضطلاع بمهام المنوطـة بها بصورة فعالة.
- 5 تلتزم الدول الأطراف باتخاذ الإجراءات الازمة من أجل كفالة تخصيص سلطات أو وكالات وطنية لمكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة عن طريق القيام، بين أمور أخرى ، بضمان تدريب العاملين فيها ومنحهم الحواجز الضرورية لتمكينهم من الاضطلاع بمهام المنوطـة بهم.

- 2 في حالة إقامة دولتين طرفين أو عدة دول أطراف علاقات فيما بينها على أساس تشريعات موحدة أو أنظمة معينة، يجوز أن يكون لها خيار تنظيم مثل هذه العلاقات المتبادلة دون الإخلال بأحكام هذه الاتفاقية.
- 3 تلتزم الدول الأطراف بالتعاون فيما بينها على إجراء دراسات وأبحاث وتبادلها حول كيفية مكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة وتبادل الخبرات المتعلقة بمنع الفساد ومكافحته والجرائم ذات الصلة.
- 4 تلتزم الدول الأطراف بالتعاون فيما بينها ، كلما أمكن ، على تقديم أي مساعدات فنية متاحة عند وضع البرامج ومتونات السلوك، أو على القيام، عند اللزوم ولصالح العاملين فيها ، بتنظيم دورات تدريبية مشتركة بين دولة أو عدة دول في مجال مكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة.
- 5 لا تؤثر أحكام هذه المادة على الالتزامات المنصوص عليها في أي معاهدات أخرى ثنائية أو متعددة الأطراف تحكم – كلياً أو جزئياً- المساعدات القانونية المتبادلة في المسائل الجنائية.
- 6 لا تنص هذه المادة على أي أحكام تمنع الدول الأطراف من أن تقدم إحداثاً للأخرى أفضل أشكال المساعدات القانونية المتبادلة المسموح بها في ظل قوانينها المحلية.

#### المادة 19

##### التعاون الدولي

بروح التعاون الدولي ، تلتزم الدول الأطراف بما يلي :

- 1 التعاون مع البلدان الأصلية للشركات المتعددة الجنسيات على إضفاء طابع الجريمة ومعاقبة ممارسة العمولات السرية أو أي شكل آخر من أشكال الممارسات التي تتنس بالفساد خلال العمليات التجارية الدولية ومنها.
- 2 تعزيز التعاون الإقليمي والقاري والدولي لمنع ممارسات الفساد خلال العمليات التجارية الدولية.

عندما ت تعرض الأشياء المذكورة للحجز أو المصادر في أراضي الدولة -4  
الطرف المطلوب منها ، يجوز لهذه الدولة أن تحفظ مؤقتاً بالأشياء  
المطلوبة أو تسلمها إلى الدولة الطرف الطالبة شريطة ردها حتى يتم  
استكمال الإجراءات الجنائية الجارية.

### المادة 17

#### السرية المصرفية

- 1 تلتزم كل دولة طرف باتخاذ الإجراءات الازمة لتفويض محکمها أو سلطاتها المختصة الأخرى من إصدار أمر بمصادر أو حجز أي وثائق مصرفية أو مالية أو تجارية بهدف تنفيذ هذه الاتفاقية .
- 2 تلتزم الدولة الطالبة بعدم استخدام أي من المعلومات التي تلقتها والتي تعتبر محفوظة في ظل السرية المصرفية ، في أي غرض آخر غير الإجراءات القانونية التي طلبت المعلومات من أجلها ، إلا بموافقة الدولة الطرف المطلوب منها .
- 3 تلتزم الدول الأطراف بعدم اتخاذ السرية المصرفية ذريعة لتبرير رفضها التعاون بخصوص الجرائم المتعلقة بالفساد والجرائم ذات الصلة بمقتضى هذه الاتفاقية .
- 4 تلتزم الدول الأطراف بإبرام اتفاقيات ثانية لرفع السرية المصرفية بشأن الحسابات المصرفية المشكوك فيها ، ويعنى السلطات المختصة الحق في الحصول على أي دليل يوجد في حوزة المصارف أو المؤسسات المالية بموجب التغطية القضائية .

### المادة 18

#### التعاون والمساعدة القانونية المتبادلة

- 1 طبقاً لقوانينها المحلية والمعاهدات القابلة للتطبيق ، تلتزم الدول الأطراف بتحقيق أكبر قدر ممكن من التعاون الفني وتقديم المساعدات فيما بينها عند القيام فوراً ببحث الطلبات المقدمة من السلطات المخولة بمقتضى قوانينها الوطنية لمنع أعمال الفساد والجرائم ذات الصلة والكشف عنها والتحقيق فيها والمعاقبة عليها.

- (ب) مصادرة العائدات أو الممتلكات التي تتساوى قيمتها مع العائدات التي تحقق نتية الجرائم المقررة طبقاً لهذه الاتفاقية.
- (ج) إعادة تحويل عائدات الفساد.
- 2 ثلثزم الدولة الطرف المطلوب منها ، يقدر ما تسمح به قوانينها وبناءً على طلب الدول الطرف الطالبة ، بمصادرة وإرجاع أي شيء:
- (أ) قد يكون مطلوباً كدليل على ارتكاب الجريمة موضوع البحث.
- (ب) تم اكتسابه نتيجة الجريمة المطلوب التسلیم بشأنها ووُجد في حوزة الشخص المطلوب عند اعتقاله أو تم اكتشافه بعد ذلك.
- 3 يجوز تسليم الأشياء المشار إليها في الفقرة 2 من هذه المادة إذا طلبت ذلك الدولة الطرف حتى في حالة رفض تسليم الشخص المطلوب أو تعذر تسليمه بسبب وفاته أو اختفائه أو فراره .
- 4 عندما ت تعرض الأشياء المذكورة للحجز أو المصادرة في أراضي الدولة الطرف المطلوب منها ، يجوز لهذه الدولة أن تحتفظ مؤقتاً بالأشياء المطلوبة أو تسلمها إلى الدولة الطرف الطالبة شريطة ردّها حتى يتم استكمال الإجراءات الجنائية الجارية.
- المادة 17**
- السرية المصرفية**
- 1 ثلثزم كل دولة طرف باتخاذ الإجراءات الازمة لتفويض محکمها أو سلطاتها المختصة الأخرى من إصدار أمر بمصادرة أو حجز أي وثائق مصرفية أو مالية أو تجارية بهدف تنفيذ هذه الاتفاقية .
- 2 ثلثزم الدولة الطالبة بعدم استخدام أي من المعلومات التي ثلثتها والتي تعتبر محفوظة في ظل السرية المصرفية ، في أي غرض آخر غير الإجراءات القانونية التي طلبت المعلومات من أجلها ، إلا بموافقة الدولة الطرف المطلوب منها .
- 3 ثلثزم الدول الأطراف بعدم اتخاذ السرية المصرفية ذريعة لتبرير رفضها التعاون بخصوص الجرائم المتعلقة بالفساد والجرائم ذات الصلة بمقتضى هذه الاتفاقية .

- 3 عندما تلتقي دولة طرف تشرط وجود معاهدة لتسليم المجرمين، طلبا للتسليم من دولة طرف لم تبرم معها مثل هذه المعاهدة ، يجوز اعتبار هذه الاتفاقية كسنن قانوني بالنسبة لجميع الجرائم التي تعطيها هذه الاتفاقية.
- 4 تعرف الدول الأطراف التي لا تشرط وجود معاهدة لتسليم المجرمين ، فيما بينها، بالجرائم التي تطبق عليها هذه الاتفاقية كجرائم تستوجب التسلیم.
- 5 تلتزم الدول الأطراف بتسليم أي شخص مدعى عليه بارتكاب أعمال فساد وجرائم ذات صلة في أراضي دولة طرف أخرى وتطلب إحدى الدول الأطراف الأخرى تسليمها، طبقا لقوانينها المحلية أو أي معاهدات قابلة للتطبيق بشأن التسلیم أو وفقا لأي اتفاقيات أو ترتيبات قائمة فيما بينها بشأن التسلیم.
- 6 عندما ترفض دولة طرف يقيم في أراضيها شخص متهم بارتكاب الجريمة في أراضيها تسليم هذا الشخص على أساس وقوع الجريمة في نطاق اختصاصها القضائي، تلتزم الدولة الطرف المطلوب منها التسلیم بعرض القضية دون أي تأخير على السلطات المختصة فيها لغرض المحاكمة ما لم تتفق مع الدولة الطرف الطالبة على خلاف ذلك ، وتقوم بإبلاغ الدولة الطرف الطالبة بالنتائج النهائية.
- 7 مع مراعاة أحكام قوانينها المحلية وأي معاهدات قابلة للتطبيق بشأن التسلیم، يجوز للدولة الطرف المطلوب منها ، بعد التأكيد من أن الظروف تسمح بذلك ومن مدي الحاجة هذه الظروف ، وبناء على طلب الدولة الطرف الطالبة، أن تتضمن الشخص المطلوب تسليميه والموجود في أراضيها رهن الحجز، أو تتخذ أي إجراءات مناسبة أخرى لضمان حضور هذا الشخص أثناء إجراءات التسلیم.

## المادة 16

### مصادر العائدات والوسائل المتعلقة بالفساد

- 1 تلتزم كل دولة طرف باتخاذ الإجراءات التشريعية – حسب الاقتضاء – للتمكين مما يلي:
- (أ) قيام سلطاتها المختصة بالبحث عن الوسائل أو العائدات المتعلقة بأعمال الفساد والتعرف عليها ومتابعتها وإدارتها وتجنيدها أو مصادرتها رهناً بصدور حكم نهائي بذلك.

- (أ) ارتكاب المخالفة كلياً أو جزئياً في أراضيها .
  - (ب) ارتكاب الجرم من قبل أحد مواطنيها خارج أراضيها أو من قبل أي شخص يقيم في أراضيها .
  - (ج) وجود المدعى عليه بارتكاب الجريمة في أراضيها وعدم قيامها بتسليمه إلى دولة أخرى .
  - (د) في حالة ارتكاب الجريمة خارج نطاق الاختصاص القضائي للدولة الطرف مع تأثير هذه الجريمة من وجهة نظر هذه الأخيرة على مصالحها الحيوية الطرف أو تسببها في عواقب أو آثار ضارة بالنفسية للدولة الطرف .
- 2 لا يستثنى ، بموجب هذه الاتفاقية ، أي اختصاص جنائي تمارسه دولة طرف طبقاً لقوانينها المحلية .
- 3 بالرغم مما تنص عليه الفقرة 1 من هذه المادة ، لا يحاكم الشخص على نفس الجريمة مرتين .

**المادة 14****الحد الأدنى من ضمانات المحاكمة العادلة**

مع عدم الإخلال بأحكام القانون المحلي ، ينال أي شخص متهم بارتكاب أعمال فساد وجرائم ذات صلة ، محاكمة عادلة بموجب إجراءات جنائية طبقاً للحد الأدنى من الضمانات المنصوص عليها في الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب أو أي وثيقة دولية أخرى ذات صلة بشأن حقوق الإنسان معترف بها من قبل الدول الأطراف المعنية .

**المادة 15****التسلیم**

- 1 تطبق هذه المادة على الجرائم التي تقرها الدول الأطراف طبقاً لهذه الاتفاقية .
- 2 تعتبر الجرائم الواقعة في نطاق هذه الاتفاقية ، مدرجة ضمن القوانين الداخلية للدول الأطراف كجرائم تستوجب تسليم مرتكبيها . وتلتزم الدول الأطراف بإدراج هذه الجرائم كجرائم تستوجب تسليم مرتكبيها في إطار معاهدات تسليم المجرمين المبرمة فيما بينها .

**المادة 11****القطاع الخاص**

تلتزم الدول الأطراف بما يلي :

- 1 اتخاذ إجراءات تشريعية وغيرها من الإجراءات لمنع ومكافحة أعمال الفساد والجرائم ذات الصلة التي يرتكبها موظفون في القطاع الخاص أو من قبيله.
- 2 إقامة آليات لتشجيع مشاركة القطاع الخاص في محاربة المنافسة غير العادلة واحترام العقود وحقوق الملكية.
- 3 اتخاذ أي إجراءات أخرى قد تكون لازمة لمنع الشركات من دفع الرشاوى للفوز بالعطاءات .

**المادة 12****المجتمع المدني ووسائل الإعلام**

تلتزم الدول الأطراف بما يلي :

- 1 مشاركة كاملة في مكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة وتعزيز هذه الاتفاقية بالمشاركة الكاملة من قبل وسائل الإعلام والمجتمع المدني بصورة عامة.
- 2 خلق بيئة ملائمة تمكن وسائل الإعلام والمجتمع المدني وتشجعهما على حمل الحكومات على الارتقاء إلى أعلى مستويات من الشفافية والمسؤولية عن إدارة الشؤون العامة .
- 3 ضمان وتوفير مشاركة المجتمع المدني في عملية المراقبة والتشاور مع المجتمع المدني في تنفيذ هذه الاتفاقية.
- 4 ضمان منح وسائل الإعلام سبل الحصول على المعلومات في حالات الفساد والجرائم ذات الصلة شريطة أن لا يؤثر بث مثل هذه المعلومات بصورة مناوبة على عمليات التحقيق والحق في محاكمة عادلة.

**المادة 13****الاختصاص القضائي**

- 1 يكون لكل دولة طرف اختصاص قضائي بشأن أعمال الفساد والجرائم ذات الصلة في حالة :

- 4 ضمان الشفافية والعدالة والفعالية في إدارة العطاءات وإجراءات التعيين في الخدمة العامة.
- 5 مع عدم الإخلال بأحكام التشريعات المحلية ، التأكد من أن أي حسانة تمنح للموظفين العموميين لا تشكل عقبة عند التحقيق في ادعاءات توجه ضد محاكمة هؤلاء الموظفين.

#### المادة 8

##### الكسب غير المشروع

- 1 مع عدم الإخلال بأحكام القوانين المحلية ، تلتزم الدول الأطراف باتخاذ الإجراءات اللازمة ما يثبت في قوانينها أن الكسب غير المشروع جريمة.
- 2 بالنسبة للدول الأطراف التي تعتبر الكسب غير المشروع فعلًا إجراميًا في ظل قوانينها المحلية ، يكون هذا الفعل الإجرامي معتبراً كعمل من أعمال الفساد أو الجرائم ذات الصلة لأغراض هذه الاتفاقية.
- 3 أية دولة طرف لم تحدد الثراء غير المشروع كجريمة ستقوم ، حسبما تسمح قوانينها، بتوفير المساعدة والتعاون للدولة المقدمة للطلب فيما يتعلق بالجريمة حسبما هو منصوص عليه في هذه الاتفاقية.

#### المادة 9

##### سبل الحصول على المعلومات

تقوم كل دولة طرف بإقرار تدابير تشريعية وغيرها لإضفاء الفعالية على الحق في الحصول على أية معلومات مطلوبة لمساعدة في مكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة.

#### المادة 10

##### تمويل الأحزاب السياسية

- تقوم كل دولة طرف بإقرار تدابير تشريعية وغيرها من الإجراءات بغية:
- (أ) تحريم استخدام الأموال المكتسبة عن طريق الممارسات غير المشروعة والفسدة لتمويل الأحزاب السياسية.
- (ب) دمج مبدأ الشفافية في تمويل الأحزاب السياسية.

## المادة 6

### غسل عائدات الفساد

- تقوم الدول الأطراف باعتماد إجراءات تشريعية وغيرها من الإجراءات – إذا لزم – لإدراج الأعمال التالية ضمن الأعمال الإجرامية :
- (أ) تحويل أي ممتلكات أو التخلص منها مع العلم بأن هذه الممتلكات تعتبر عائدات لجريمة فساد أو جرائم ذات صلة وذلك لغرض إخفاء المصدر غير الشرعي للممتلكات أو لغرض مساعدة أي شخص مشترك في ارتكاب الجريمة على التهرب من العوائق القانونية المترتبة على فعله .
  - (ب) إخفاء الحقيقة بشأن طابع أو مصدر أو موقع الممتلكات التي تعتبر عائدات لجريمة فساد أو الجرائم ذات الصلة أو الترتيبات المتخذة للتخلص من هذه الممتلكات أو نقلها أو تحويل ملكيتها أو أي حقوق متعلقة بها .
  - (ج) شراء أو اقتناء أو استخدام أي ممتلكات مع العلم وقت استلامها بأن هذه الممتلكات تعتبر عائدات لجريمة فساد أو جرائم مرتبطة به .

## المادة 7

### مكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة في الخدمة العامة

من أجل مكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة في الخدمة العامة ، تلتزم الدول الأطراف بما يلي :

- 1 مطالبة الموظفين العموميين المعينين تقديم إقرار عن ممتلكاتهم وثرواتهم قبل توليهم مهام وظيفة عامة وخلال مدة توليهم هذه الوظيفة وبعد انتهاء مدة خدمتهم .
- 2 تشكيل لجنة داخلية أو جهاز مماثل آخر وتكييفه بإعداد مدونة سلوك ومراقبة تنفيذها وتوعية الموظفين العموميين وتدريبهم بشأن المسائل المتعلقة بأداب المهنة .
- 3 اتخاذ إجراءات تأديبية وإجراءات للتحقيق في القضايا المتعلقة بالفساد والجرائم ذات الصلة بغية مواكبة التكنولوجيا وزيادة فعالية المسؤولين في هذا الصدد.

## المادة 5

## الإجراءات التشريعية وغيرها

للأغراض المنصوص عليها في المادة 2 من هذه الاتفاقية ، تلتزم الدول الأطراف بما يلي :

- 1 اعتنام الإجراءات التشريعية الازمة لجعل الأعمال المنصوص عليها في الفقرة 1 من المادة 4 من هذه الاتفاقية ، مندرجة ضمن الجرائم الجنائية.
- 2 تعزيز إجراءات الرقابة الوطنية من أجل ضمان خضوع إنشاء وتشغيل أي شركات أجنبية في أراضي الدول الأطراف لاحترام التشريعات الوطنية السارية في هذه الدول.
- 3 إنشاء وحفظ وتعزيز هيئات أو وكالات وطنية مستقلة لمكافحة الفساد.
- 4 اعتنام إجراءات تشريعية وغيرها من الإجراءات لإنشاء وحفظ وتعزيز أنظمة للمحاسبة والمراجعة والمتابعة الداخلية وخاصة للإيرادات العامة و إيصالات الضرائب والرسوم الجمركية والمصروفات والإجراءات المتعلقة باستخدام وشراء وإدارة السلع والخدمات العامة.
- 5 اعتنام إجراءات تشريعية وغيرها من الإجراءات لحماية الشاكـي والشاهد في القضايا المتعلقة بالفساد والجرائم ذات الصلة بما في ذلك حماية هويتها.
- 6 اعتنام إجراءات الازمة لضمان قيام المواطنين بالإبلاغ عن حالات الفساد دون خوف من عمليات الانتقام التي قد تترتب على ذلك.
- 7 اعتنام إجراءات تشريعية وطنية بغية معاقبة الأشخاص الذين يقدمون تقارير كاذبة حاقدة ضد أشخاص أبرياء في القضايا المتعلقة بالفساد . والجرائم ذات الصلة.
- 8 اعتنام وتعزيز آليات لتشجيع توعية السكان على احترام السلع العامة والمصلحة العامة وتوعيتهم بمكافحة الفساد والجرائم ذات الصلة بما في ذلك البرامج التعليمية في المدارس وتوعية وسائل الإعلام وتعزيز البيئة المناسبة لاحترام آداب المهنة.

(هـ) عرض أو تقديم أي منفعة غير مستحقة أو الوعد بها أو التماسها أو قبولها - بصورة مباشرة أو غير مباشرة - لصالح أو من قبل أي شخص يتولى إدارة كيان تابع للقطاع الخاص أو يعمل فيه ، لنفسه أو لغيره ، لكي يقوم بعمل أو يمتنع عن القيام به منتهكا بذلك ما تفرضه عليه واجباته.

(وـ) عرض أو تقديم أي منفعة غير مستحقة أو الوعد بها أو التماسها أو قبولها - بصورة مباشرة أو غير مباشرة - لصالح أو من قبل شخص يعلن أو يؤكّد قدرته على استخدام نفوذه في التأثير بصورة غير سليمة على قرار يصدره أي شخص يؤدي وظائفه في القطاع العام أو الخاص ، من أجل الحصول على هذه المنفعة غير المستحقة لنفسه أو لغيره وكذلك طلب الحصول على العرض أو الوعد بتقديم هذه المنفعة أو استلامها أو قبولها مقابل النفوذ، سواء استخدم النفوذ بالفعل أو حقق النفوذ المفترض النتائج المطلوبة أم لا.

(زـ) الكسب غير المشروع.

(حـ) استخدام أو إخفاء عائدات مستمدّة من أي من الأعمال المشار إليها في هذه المادة.

(طـ) المشاركة كعميل رئيسي أو شريك أو محرض أو متدخل بأي طريقة في ارتكاب أي من الأعمال المشار إليها في هذه المادة بأي شكل من أشكال التعاون أو المؤامرة.

-2 تطبق هذه الاتفاقية أيضا ، بالاتفاق المتبادل بين دولتين أو أكثر من الدول الأطراف، على أي عمل أو ممارسة للفساد والجرائم ذات الصلة لم يتم وصفها في هذه الاتفاقية.

- 2 احترام حقوق الإنسان والشعوب طبقاً للميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب والوثائق الأخرى ذات الصلة بشأن حقوق الإنسان.
- 3 الشفافية والمساءلة في إدارة الشؤون العامة .
- 4 تعزيز العدالة الاجتماعية من أجل كفالة تنمية اجتماعية واقتصادية متوازنة.
- 5 إدانة ورفض أعمال الفساد والجرائم ذات الصلة والإفلات من العقاب.

#### المادة 4

##### نطاق التطبيق

- 1 تطبق هذه الاتفاقية على أعمال الفساد والجرائم ذات الصلة التالية :
  - (أ) التماس موظف عمومي أو أي شخص آخر أو قوله - بصورة مباشرة أو غير مباشرة - لأي سلط ذات قيمة نقدية أو منفعة أخرى مثل هدية أو خدمة أو وعد أو ميزة لنفسه أو لشخص أو كيان آخر مقابل القيام أو الامتناع عن القيام بأي عمل أثناء أداء المهام العامة المنوطة به.
  - (ب) عرض أي سلط ذات قيمة نقدية - بصورة مباشرة أو غير مباشرة - على موظف عمومي أو أي شخص آخر أو منحه إياها أو أي منفعة أخرى مثل هدية أو خدمة أو وعد أو مزية ، لنفسه أو لشخص أو كيان آخر مقابل القيام أو الامتناع عن القيام بأي عمل أثناء أداء المهام العامة المنوطة به.
  - (ج) قيام موظف عمومي أو أي شخص آخر أو امتناعه عن القيام بأي عمل أثناء أداء المهام المنوطة به بهدف الحصول بصورة غير مشروعة على فوائد لنفسه أو لأي طرف ثالث .
  - (د) قيام موظف عمومي أو أي شخص آخر بتحويل أي ممتلكات تمتلكها الدولة أو وكالاتها قد تسللها هذا الموظف بحكم منصبه ، إلى وكالة مستقلة أو فرد ، لكي تستخدم في أغراض غير تلك التي خصصت لها ، لصالحه أو لصالح طرف ثالث.

تعنى عبارة "الدولة الطرف المطلوب منها" ، أي دولة طرف يطلب منها تسليم شخص أو تقديم مساعدة بموجب هذه الاتفاقية.

تعنى عبارة "الدولة الطرف الطالبة" ، أي دولة طرف تقدم طلبا لتسليم شخص أو الحصول على مساعدة وفقا لأحكام هذه الاتفاقية.

تعنى عبارة "دولة طرف" ، أي دولة عضو في الاتحاد الأفريقي صدقت على هذه الاتفاقية أو انضمت إليها وأودعـت وثائق التصديق أو الانضمام لدى رئيس موضوعية الاتحاد الأفريقي.

-2 في هذه الاتفاقية ، تشمل صيغة الإفراد الجمع أيضا أو العكس.

## المادة 2

### الأهداف

تمثل أهداف هذه الاتفاقية فيما يلي :

- 1 تشجيع وتعزيز قيام الدول الأطراف بإنشاء الآليات اللازمة في أفريقيا لمنع الفساد وضبطه والمعاقبة والقضاء عليه وعلى الجرائم ذات الصلة، في القطاعين العام والخاص .
- 2 تعزيز وتسهيل وتنظيم التعاون فيما بين الدول الأطراف من أجل ضمان فعالية التدابير والإجراءات الخاصة بمنع الفساد والجرائم ذات الصلة في أفريقيا وضبطها والمعاقبة والقضاء عليها .
- 3 تنسيق ومواءمة السياسات والتشريعات بين الدول الأطراف لأغراض منع الفساد وضبطه والمعاقبة والقضاء عليه في القارة .
- 4 تعزيز التنمية الاجتماعية والاقتصادية عن طريق إزالة العقبات التي تحول دون التمتع بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية وكذلك الحقوق المدنية والسياسية.
- 5 توفير الظروف المناسبة لتعزيز الشفافية والمساءلة في إدارة الشؤون العامة.

## المادة 3

### المبادئ

- تعهد الدول الأطراف في هذه الاتفاقية بالالتزام بالمبادئ التالية :
- 1 احترام المبادئ والمؤسسات الديمقراطية والمشاركة الشعبية وسيادة القانون والحكم الرشيد .

اتفق على ما يلي :

### المادة ١

#### التعريفات

لغرض هذه الاتفاقية :

تعنى عبارة "رئيس المفوضية" ، رئيس مفوضية الاتحاد الأفريقي.

تعنى كلمة "مصدرة" ، أي عقوبة أو إجراء يؤدي إلى الحرمان نهائياً من ممتلكات أو عوائد أو وسائل بناء على أمر من محكمة قانونية بعد استكمال إجراءات المحاكمة بخصوص عمل إجرامي أو أعمال إجرامية تتعلق بالفساد.

تعنى كلمة "الفساد" ، الأعمال أو الممارسات بما فيها الجرائم ذات الصلة التي تحرمها هذه الاتفاقية.

تعنى عبارة "محكمة قانونية" ، أي محكمة يتم إنشاؤها بموجب القانون المحلي.

تعنى عبارة "مجلس تنفيذي" ، المجلس التنفيذي للاتحاد الأفريقي.

تعنى عبارة "الكسب غير المشروع" ، الزيادة الهائلة في الأصول الخاصة بأي موظف عمومي أو أي شخص آخر لا يمكن له أو لها تبرير دخله/دخلها بصورة معقولة.

تعنى عبارة "قطاع خاص" ، قطاع الاقتصاد الوطني الخاضع لملكية الخاصة والذي تحكم عملية تخصيص الموارد الإنتاجية فيه قوي السوق بدلاً من السلطات العامة والقطاعات الأخرى للاقتصاد التي لا تدرج تحت القطاع العام أو الحكومة.

تعنى عبارة "عائدات الفساد" ، الأصول من أي نوع كانت ، سواء منها المادية وغير المادية، المتداولة أو الثابتة ، الملموسة أو غير الملموسة، وأي سند قانوني أو وثيقة قانونية لإثبات ملكيتها أو إثبات الفوائد المتعلقة بهذه الأصول والتي تم الحصول عليها نتيجة عمل من أعمال الفساد.

تعنى عبارة "موظف عمومي" ، أي موظف أو موظف دولة أو الوكالات التابعة لها بما في ذلك من يقع عليه الاختيار أو يتم تعينه أو انتخابه للقيام بأنشطة أو مهام باسم الدولة أو لخدمتها على أي مستوى من مستويات التسلسل الهرمي للسلطة .

المعقدة في ياوندي، الكاميرون، في 1996 ، والتي تؤكد، من بين أمور أخرى ، ضرورة التزام الشعوب الأفريقية بمبادئ الحكم الرشيد وسيادة القانون واحترام حقوق الإنسان وإشاعة الديمقراطية وتحقيق المشاركة الشعبية في إطار عمليات الحكم.

وإذ يساورها القلق إزاء العواقب الوخيمة للفساد والإفلات من العقاب على الاستقرار السياسي والاقتصادي الاجتماعي والثقافي في الدول الأفريقية ، وأثاره المدمرة على التنمية الاقتصادية والاجتماعية للشعوب الأفريقية.

وإذ تعترف بأن الفساد يقوض المساعدة والشفافية في إدارة الشؤون العامة وكذلك التنمية الاجتماعية والاقتصادية.

وإذ تدرك الحاجة إلى معالجة الأسباب الجذرية للفساد في القارة.

واقتناعا منها بضرورة صياغة واتجاه سياسة جنائية موحدة على جناح السرعة، كهدف ذي أولوية، لحماية المجتمع من الفساد ، بما في ذلك اعتماد تشريعات وإجراءات وقائية مناسبة.

وتصميما منها على تعزيز الشراكة بين الحكومات وجميع فئات المجتمع المدني وخاصة النساء والشباب ووسائل الإعلام والقطاع الخاص من أجل محاربة كارثة الفساد.

وإذ تذكر بالمقرر (XXXIV) AHG/DEC.126 الصادر عن الدورة العادية الرابعة والثلاثين لمؤتمر رؤساء الدول والحكومات ، المعقدة في واجادوجو، بوركينا فاسو ، في 1998 ، والذي يطلب من الأمين العام القيام ، بالتعاون مع اللجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب ، بعقد اجتماع رفيع المستوى للخبراء من أجل بحث سبل ووسائل إزالة العقبات التي تحول دون التمتع بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية ، بما في ذلك مكافحة الفساد والإفلات من العقاب، وتقديم اقتراحات بشأن التشريعات المناسبة والإجراءات الأخرى التي يجب اتخاذها في هذا الصدد .

وإذ تذكر مجددا بالمقرر الصادر عن الدورة السابعة والثلاثين لمؤتمر رؤساء دول وحكومات منظمة الوحدة الأفريقية المعقدة في لوساكا، زامبيا، في يوليو 2001 وكذلك الإعلان الذي أقرته الدورة الأولى لمؤتمر الاتحاد الأفريقي المعقدة في دوربان، جنوب أفريقيا، في يوليو 2002 حول الشراكة الجديدة لتنمية أفريقيا التي دعت إلى إنشاء آلية منسقة لمكافحة الفساد بصورة فعالة.

## اتفاقية الاتحاد الأفريقي لمنع الفساد ومكافحته

### الدبياجة:

إن الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي،

إذ تضع في اعتبارها أن القانون التأسيسي للاتحاد الأفريقي يعترف بأن الحرية والمساواة والعدالة والسلام والكرامة أهداف أساسية لتحقيق التطلعات المشروعة للشعوب الأفريقية.

وإذ تضع في اعتبارها أيضاً أن المادة 3 من القانون التأسيسي المذكور تطلب من الدول الأعضاء تنسيق وتكثيف تعاونها ووحدتها وتماسكها وجهودها من أجل تحقيق ظروف معيشة أفضل للشعوب الأفريقية.

وإذ تدرك أن القانون التأسيسي للاتحاد الأفريقي ينص، بين أمور أخرى، على ضرورة تعزيز وحماية حقوق الإنسان والشعوب ودعم المؤسسات والثقافة الديمقراطية وكفالة الحكم الرشيد وسيادة القانون .

وإذ تعي أهمية احترام كرامة الإنسان وتعزيز الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والسياسية طبقاً لأحكام الميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب والوثائق الأخرى ذات الصلة بشأن حقوق الإنسان .

وإذ تضع في اعتبارها إعلان 1990 حول التغييرات الجوهرية التي تحدث في العالم وأثارها بالنسبة لأفريقيا ، وبرنامج عمل القاهرة لعام 1994 لإنشاء التنمية الاقتصادية والاجتماعية في أفريقيا ، وخطة العمل لمكافحة الإفلات من العقاب التي اعتمدتها الدورة العادية التاسعة عشرة للجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب في 1996 وأقرتها بعد ذلك الدورة العادية الرابعة والستون لمجلس الوزراء ،

ظهير شريف رقم 1.19.71 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية الاتحاد الأفريقي لمنع الفساد ومكافحته، المعتمدة بمبايتو (الموزمبيق) في 11 يوليو 2003

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

علم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاقية الاتحاد الأفريقي لمنع الفساد ومكافحته، المعتمدة بمبايتو (الموزمبيق) في 11 يوليو 2003 :

وعلى القانون رقم 81.18 الموفق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.19.37 بتاريخ 21 من جمادى الآخرة 1440 (27 فبراير 2019) :

وعلى محضر إيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى الاتفاقية المذكورة، الموقع بأدليس أبابا في 18 أبريل 2022، مع إبداء الإعلانين التفسيرييين التاليين :

1 - «تؤكد حكومة المملكة المغربية بأن انضمام المملكة المغربية إلى اتفاقية الاتحاد الأفريقي لمنع الفساد ومكافحته لا يمكن أن يؤول، بأي حال من الأحوال، كاعتراف من المملكة المغربية بفعل أو واقع أو وضعية أو كيان غير معترف به من قبل المملكة المغربية من شأنه أن يمس بوحدته الترابية والوطنية».

2 - «تعرب حكومة المملكة المغربية عن استعدادها لتطبيق مقتضيات المادتين 17 و 19 من الاتفاقية شرط ألا يتربّ على رفع السرية المصرفية وتجميد الحسابات مصادرة الممتلكات الموجودة فوق التراب المغربي إلا في الجرائم المتصلة بغسل الأموال وتمويل الإرهاب، وذلك طبقاً للكيفية المقررة في التشريع المغربي. وبالتالي فإن هذه الاتفاقية حتى ولو نصت على المصادر في جرائم الفساد، فإن تنفيذ الإنابات القضائية بخصوصها لا يجد سنده القانوني في التشريع المغربي».

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية الاتحاد الأفريقي لمنع الفساد ومكافحته، المعتمدة بمبايتو (الموزمبيق) في 11 يوليو 2003.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

**المادة ٧**

يجوز لهيئة التحكيم أن تنظر في الادعاءات المضادة الناجمة عن لب موضوع النزاع مباشرة وأن تفصل فيها .

**المادة ٨**

يتتحمل طرف النزاع بالتساوي نفقات هيئة التحكيم ، بما في ذلك الاتعاب التي تدفع لاعصائها ، مالم تحدد الهيئة خلاف ذلك بسبب الظروف الخاصة للقضية . وتحتفظ الهيئة بسجل لجميع نفقاتها ، وتقدم بيانا ختاميا بذلك إلى الطرفين .

**المادة ٩**

يجوز لاي طرف لديه مصلحة ذات طبيعة قانونية في لب موضوع النزاع قد تتأثر بالحكم في القضية ، أن يتدخل في الإجراءات بموافقة هيئة التحكيم .

**المادة ١٠**

١ - تصدر هيئة التحكيم حكمها خلال خمسة أشهر من تاريخ تشكيلها ، مالم تجد ضرورة لتمديد المدة المحددة لفترة أقصاها خمسة أشهر .

٢ - يكون حكم هيئة التحكيم مشفوعا ببيان بالحيثيات . ويكون الحكم نهائيا وملزما لطرف النزاع .

٣ - يجوز لاي من الطرفين أن يعرض أي نزاع قد ينشأ بين الطرفين فيما يتعلق بتفسير أو تنفيذ الحكم على هيئة التحكيم التي أصدرت الحكم أو ، اذا تعذر الرجوع اليها ، على هيئة أخرى مشكلة لهذا الغرض وبنفس طريقة تشكيل الهيئة الأولي .

٢ - اذا لم يعين أحد طرفي النزاع محكما خلال شهرين من تلقي الطلب ، يجوز للطرف الثاني ابلاغ الامين لمنظمة الوحدة الافريقية الذي يقوم بتعيين رئيس هيئة التحكيم خلال فترة شهرين آخرين . ويطلب رئيس هيئة التحكيم ، لدى تعيينه من الطرف الذي لم يعين محكما ، أن يفعل ذلك خلال شهرين . وبعد مضي هذه الفترة ، عليه أن يخطر الامين العام لمنظمة الوحدة الافريقية الذي يقوم بذلك التعيين خلال فترة شهرين آخرين .

#### المادة ٥

١ - تصدر هيئة التحكيم قرارها وفقا للقانون الدولي ووفقا لاحكام هذه الاتفاقية .  
 ٢ - تقوم أي هيئة تحكيم موعلفة بمقتضي احكام هذا الملحق بوضع النظام الداخلي الخاص بها .

#### المادة ٦

١ - تتخذ هيئة التحكيم القرارات بشأن الاجراءات والمضمون معه بأغلبية أصوات أعضائها .  
 ٢ - يجوز للهيئة أن تتخذ جميع التدابير المناسبة من أجل اثبات الحقائق ويجوز لها ، بناء على طلب أحد الطرفين ، أن توسيع التدابير موعقته لازمة للحماية .  
 ٣ - علي طرفي النزاع توفير جميع التسهيلات الضرورية من أجل سير الاجراءات بفعالية .  
 ٤ - لايشكل تخلف طرف في النزاع عن الحضور حائلا دون سير الاجراءات .

**الملحق الخامس****التحكيم****المادة ١**

يجري التحكيم وفقاً للمواد من ٢ إلى ١٠ ادناء ما لم ينص الاتفاق المشار إليه في المادة ٢٠ من الاتفاقية على خلاف ذلك .

**المادة ٢**

يقدم الطرف المدعي اخطاراً الى الامانة بأن الطرفين قد اتفقا على عرض النزاع للتحكيم عملاً بالفترة ١ و ٢ من المادة ٢٠ متضمناً، على وجه التخصيص ، مواد الاتفاقية التي يعتبر تفسيرها أو تطبيقها موضوع النزاع . وترسل الامانة المعلومات الواردة على هذا النحو الى جميع الاطراف في هذه الاتفاقية .

**المادة ٣**

تتألف هيئة التحكيم من ثلاثة اعضاء، حيث يعين كل من طرفي النزاع محكماً ويعين هذان المحكمان المعينان بالاتفاق المشترك محكماً ثالثاً يصبح رئيساً لهيئة التحكيم . ولا يكون الاخير من رعايا دولة طرف في النزاع أو يكون مكان اقامته العادلة في اراضي احد هذين الطرفين أو يكون مستخدماً لدى أي منهما أو يكون قد تناول القضية بأي صفة اخرى .

**المادة ٤**

١ - اذا لم يعين رئيس هيئة التحكيم خلال شهرين من تعين المحكم الثاني ، يقوم الامين العام لمنظمة الوحدة الافريقية ، بناءً على طلب أي من الطرفين، بتعيينه خلال فترة شهرين آخرين .

- ٩ - نوع التصيّبة ونوع الطرود °
- ١٠ - الكمية بالوزن / الحجم °
- ١١ - اعلان من المولد او المصدر بصحة المعلومات °
- ١٢ - اعلان عن المولد او المصدر يبيّن عدم اعتراض السلطات المختصة في جميع الدول المعنية الأطراف °
- ١٣ - شهادة استلام من المتخلص في مرفق التخلص المعين وتوضيح اسلوب التخلص وتاريخ التخلص على وجه التقرير °

### الحواش

-

ينبغي ان تدنن المعلومات المطلوبة في وثيقة النقل في وثيقة واحدة، حيثما يتسع ذلك، مع المعلومات المطلوبة بموجب قواعد النقل ° وحيثما لا يتسع ذلك ينبغي ان تستكمل المعلومات المطلوبة في وثيقة النقل بموجب قواعد النقل لأن تشكيل تكرارا لها ° وينبغي لوثيقة النقل ان تتضمن تعليمات بشأن الجهة التي يتبعين عليها تقديم المعلومات وملء اي نموذج مطالعات

- ١ - الاسم بالكامل والعنوان ورقم الهاتف والتلكس والتلفاكس باسم وعنوان ورقم هاتف او تلکس او التلفاكس الشخص الذي يجب الاتصال به في حالة الطوارئ °

\*

\* \*

## الملحق الرابع (باء)

---

### المعلومات الواجب تقديمها في وثيقة النقل

---

- ١ - مصدر النهاية (١) \*
- ٢ - مولد (مولد) النهاية (١) \*
- ٣ - المتنفس من النهاية (١) \*
- ٤ - ناقل (ناقلو) النهاية (١) او وكيله (وكلاوه) \*
- ٥ - تاريخ بدء النقل عبر الحدود وتاريخ (تواريف) الاستلام والتقييم على  
إيصال الاستلام من جانب كل شخص مسئول عن النهاية \*
- ٦ - وسائل النقل (الطرق البرية ، او السكك الحديدية ، او الممرات المائية  
الداخلية ، او بطرق البحار والجوا ) بما ينافي ذلك بلدان التصدير  
والصادر والاستيراد ، وأيضاً نقطة الدخول والخروج حيثما كانتا محددين \*
- ٧ - الوصف العام للنهاية (الحالة المادة ، الاسم السليم للشحنة وفتها ونقا  
لمحتويات الأمم المتحدة ، رقم الأمم المتحدة ، الرمز (واي) والرقم (اتش)  
حيثما تمنى ذلك ) \*
- ٨ - معلومات عن الشروط الخاصة للمناولة بما في ذلك أحكام الطوارئ في حالات  
الحوادث \*

## الدواشى

- ١ - الاسم بالكامل والعنوان ورقم الهاتف والتليكس والتلفاكس واسم وعنوان ورقم  
هاتف وتليكس والتلفاكس الشخص الذى يجب الاتصال به .
- ٢ - الاسم بالكامل والعنوان ورقم الهاتف والتليكس والتلفاكس .
- ٣ - معلومات يجب تقديمها بشأن شروط التأمين ذات الصلة ومدى استيفائها  
من قبل المصدر والناقى والمتخلص .
- ٤ - طبيعة وتركيز أكثر المعاشر خطورة ، من حيث السمية والمخاطر الأخرى  
التي تسببها النفاية فيما يتعلق بكل من المناولة وطريقة التخلص المقترحة .
- ٥ - تحديد الخطير وتحديد صحة عملية التخلص المقترحة كلما كان ذلك ضرورياً .

- ١٣- نو التبعة المتسوقة ( سائية او وضها في براميل او في صهاريف على سبيط المثال ) .
- ١٤- الكمية المقدرة بالوزن والحجم (٦) .
- ١٥- السالية التي يتم بواسطتها توليد النفاية (٥) .
- ١٦- بالنسبة للنفايات الموارثة في الطهي الاول ، تصنفيتها وفقاً للملحق الثاني «الخواص الخطرة والرقم ١٤ لامة المتحدة» .
- ١٧- طريقة التخلص وفقاً للملحق الثالث .
- ١٨- اعلان المولد والمصدر بصحبة المعلومات .
- ١٩- المعلومات المحالة ( بما في ذلك الوصف التقني للمصنع ) للمصدر او المولد من التخلص من النفاية التي على اساسها بنى الاخير تحديده لعدم وجود سبب يدعوه الى الاعتقاد بأن النفايات لن يتم ادارتها بطريقة سلية ببيانها وفقاً لقوانين وأنظمة بلد الاستيراد .
- ٢٠- معلومات تتصل بالعقد اللازم بين المصدر والمتخلص .

## الملحق الرابع (ألف)

— —

## معلومات يجب تغديمها في الاخطار

— — —

- ١ - سبب تصدير النفايات •
- ٢ - مصدر النفاية (١) •
- ٣ - مولد (مولدو) النفاية (١) •
- ٤ - المتخلص من النفاية وموقع التخلص الحقيق (١) •
- ٥ - الناقل المتلقى (الناقلون المتلقون) للنفاية او وكلائهم اذا كانوا معروفيين (١) •
- ٦ - بلد تصدير النفاية — السلطة المختصة (٢) •
- ٧ - بلد انعبور — السلطة المختصة (٢) •
- ٨ - بلد استيراد النفاية — السلطة المختصة (٢) •
- ٩ - تاريخ الشحنة المتلقع والفترات الزمنية التي تصدر خلالها النفاية وخط سير الرحلة المقتني (بما في ذلك نقطة الدخول والخروج) •
- ١٠ - وسائل النقل المتواه (الطرق البرية او السكك الحديدية او بطرق البحر او الجواه المياه الداخلية) •
- ١١ - المسؤوليات المتصلة بالتأمين (٢) •
- ١٢ - تحديد النفاية ووصفها المادي بما في ذلك الرقم ورقم الام المتحدة وتكوينها (٤) ومعلومات عن اس متطلبات خاصة للمناولة بما في ذلك احكام الطوارئ في حالات الكوارث •

- ١٦ - د الاستعمال بوصفها وقوداً (عدا عن الترميد المباشر) أو وسائل أخرى لتوليد الطاقة .
- ١٧ - د المذيبات المستخدمة في الاستخلاص - الاسترجاع .
- ١٨ - د إعادة دوران / استخلاص المواد العضوية التي لا تستعمل كمذيبات .
- ١٩ - د إعادة دوران / استخلاص المبادن والمركبات المعدنية .
- ٢٠ - د إعادة دوران - استخلاص المواد غير العضوية الأخرى .
- ٢١ - د استرجاع الأحماض أو القواعد .
- ٢٢ - د استرداد المكونات المستخدمة لخفف التلوث .
- ٢٣ - د استرداد المكونات من العوامل المساعدة .
- ٢٤ - د إعادة تكرير الزيوت المستعملة والاستعمالات الجديدة الأخرى للزيوت التي سبق استعمالها .
- ٢٥ - د معاينة الأرض التي تعود بالربح على الزراعة أو تؤدي إلى تحسين البيئة .
- ٢٦ - د استخدامات المواد المتبقية الناتجة عن أي من العمليات المرقمة من ١ - د إلى ١٠ - د
- ٢٧ - د تبادل النفايات للحالات إلى أي من العمليات المرقمة من ١ - د إلى ١١ - د
- ٢٨ - د تجميع المواد بفرض إجراء أي عملية مذكورة في الفرع باه \*

- ٨ - D المعالجة البيولوجية ، غير المحددة في أي مكان آخر بهذا الملحق ، والتي تنتع عنها مركبات أو مزائج نهائية يجري التخلص منها بواسطة أي من العمليات المذكورة في الفرع ألف .
- ٩ - D المعالجة الفيزيائية الكيميائية ، غير المحددة في أي مكان آخر بهذا الملحق ، والتي تنتع عنها مركبات أو مزائج يجرب التخلص منها عن طريق أي من العمليات المذكورة في الفرع ألف ، ( مثل التبخير ، والتجفيف والتلليس ، والمعادلة ، والترسيب ، وما إلى ذلك ) .
- D-1٠ الترميد على الأرض .
- D-1١ الترميد في البحر .
- D-1٢ التخزين الدائم ، ( مثل وضع الحاويات داخل منجم ، ونحو ذلك ) .
- D-1٣ الخلط أو المني قبل الاحالة إلى أي من العمليات المذكورة في الفرع ألف .
- D-1٤ إعادة التفلييف قبل الاحالة إلى أي من العمليات المذكورة في الفرع ألف .
- D-1٥ التخزين في انتظار الاحالة إلى أي من العمليات المذكورة في الفرع ألف .

**الملحق الثالث****عمليات التخلص**

- ١ - د الترتيب داخل الأرض أو فوقها ( مثل حشو الأرض وما إلى ذلك )
- ٢ - د معالجة الأرض ( مثل الانحلال الحيوي للنفايات السائلة أو الطينية في التربة وما إلى ذلك )
- ٣ - د الحقن العيني ، ( مثل حقن النفايات القابلة للفتح داخل الآبار والقباب الملحية أو المستودعات المكونة تكويناً طبيعياً وما إلى ذلك )
- ٤ - د التجميع السطحي ( مثل وضع النفايات السائلة أو الطينية داخل الحفر والبرك والبحيرات السحلية وما إلى ذلك )
- ٥ - د حفر مقصورة خصيصاً ، ( مثل وضع النفايات في حفر قائمة بذاتها ومتراصة وبنطاء وكل منها ممزولة عن الأخرى وعن البيئة ، ونحو ذلك )
- ٦ - د التصريف داخل حيز مائي عدا البحار / المحيطات
- ٧ - د التصريف داخل البحار / المحيطات بما في ذلك الطمر في قاع البحر

فئة الامم المتحدة الرقم الشفري	-----	-----	-----
الخواص	-----	-----	-----
اطلاق غازات سامة عند ملامسة الهواء والماء :	H	10 - 9	-----
المواد او النفايات التي يمكن ان تطلق غازات سامة بكميات خطيرة عند تفاعلها مع الهواء او الماء .	-----	-----	-----
المواد التكسينية ( ذات الآثار المتاخرة او المزمنة )	H	11 - 9	-----
المواد او النفايات التي قد ينطوي استنشاقها او ابتلاعها او نفاذها من الجلد على آثار متاخرة او مزمنة ، من بينها التسبب في السرطان .	-----	-----	-----
المواد السامة للبيئة :	H	12 - 9	-----
المواد او النفايات التي يسبب او قد يسبب اطلاقها اضرارا مباشرة او موجلة للبيئة بفعل تراكمها في الكائنات الحية و / او آثارها السامة على النظم الاحيائية .	-----	-----	-----
المواد القادره ، بوسيله ما ، بعد التخلص منها ، على انتاج مادة اخرى ، ومن امثلتها المواد التي قد تنتج عن الرشح وتكون مميزة بأى من الخواص المدرجة اعلاه .	H	13 - 9	-----

\*

\* \* \*

الخاص	الرقم الشرفي	الاسم المستخدمة
6 - 1	6 - 6	المواد السامة ( ذات الآثار الحادة )
المواد او النفايات التي قد تسبب المغناة او اهابية خطيرة		
او قد تلعن الشر بصحبة الانسان اذا ابتلعها او استنشقت		
او لامست الجلد .		
6 - 2	6 - 6	المواد المعدية :
المواد او النفايات المحتوية على كائنات دقيقة قادرة		
على الحياة او على تكسيناتها المعروفة بتسببيها للمرض		
لدى الحيوان او الانسان او المشتبه في تسببيها له .		
8 - 8	8 - 8	المواد الاكالى :
المواد او النفايات التي تسبب ، عن طريق تفاعل كيميائى		
ضررا جسيما قد يمكن او لا يمكن علاجه عند ملامستها		
للأنسجة الحية او التي قد تؤدي ، في حالة تسرتها		
إلى الحار نهر ماء بفم اخر او وسائل النقل		
او حتى الى تدميرها ، وقد تسبب ايضا مخاطر		
اخري .		

نوعة الام المتعددة	الرقم الشفري	الخواص
-----	-----	---
4 - 3	-----	فتكون عند ظهور قابلة للاشتعال .
4 - 1	-----	المواد او النفايات التي تطلق غازات قابلة للاشتعال عند ملامسة الماء .
5 - 1	-----	المواد او النفايات المعرضة لأن تصبح قابلة للاشتعال تلقائيا او لأن تطلق غازات قابلة للاشتعال بكميات خطيرة عند تعاملها مع الماء .
5 - 2	-----	الموكبدات . هي مواد قد لا تكون هي نفسها قابلة للاحتراف بالضرورة ولكنها بصفة عامة تتسبب او تسهم في احتراق المواد الأخرى عن طريق انتاج الاكسجين .
5 - 2	-----	البروكسيدات العضوية : المواد العضوية التي تحتوى على البنية ثنائية التكافؤ ١٠ - مواد غير مستقرة حراريا وقد تتعرض للتحلل متسلسل ذاتيا طاردا للحرارة .
-----	-----	* يناظر نظام تصنيف المواد الخطرة الوارد في توصيات الام المتعددة بشأن نقل البضائع الخطرة ( REV. 5 ..... ST/SG/AC.10/1 ) الام المتعددة نيويورك ١٩٨٨

فئة الامم المتحدة الرقم الشفرى

### الخواص

الى ذلك على الا تشمل المواد او النفايات التي صفت  
تصنيفا مختلفا بسبب خطورة خواصها ) تطلب بخارا قابلا  
للاشتعال في درجات حرارة لا تزيد عن ٥٠٦٥°C في  
اختبار الكأس المغلق او لا تزيد عن ٦٥٥°C في اختبار  
الكأس المفتوح ( وحيث ان نتائج اختبارات الكأس المفتوح  
و اختبارات الكأس المغلق ليست مماثلة تماما وان النتائج  
الفردية لنفس الاختبار تتباين هي ذاتها في كثير من الاحيان  
فان اي نظام يختلف عن الرقمين المذكورين اعلاه بهدف  
اخذ تلك الفروق في الاعتبار يكون متفقا مع رقم هذا التعريف ) .

H 4.1

4 = 1

### المواد الصلبة القابلة للاشتعال

هي المواد الصلبة او النفايات الصلبة عدا المصنفة بوصفها  
متفجرات والتي تكون قابلة للاحتراء بسهولة خلال عمليات  
النقل والتي قد تتسبب او تسهم عن طريق الاحتكاك في  
اندلاع الحريق .

H 4 - 2

4 = 2

### المواد او النفايات المعرضة للاحتراء التلقائي .

المواد او النفايات المعرضة للسخونة التلقائية في الظروف  
العادية اثناء النقل او المعرضة للسخونة عند ملامسة الهراء

**الملحق الثاني****قائمة الخواص الخطرة**

نوع المخواص	الرقم	نوع المخواص	الرقم
الشفرة	المتحدة	الشفرة	المتحدة
H 1	1	H 1	1

**المواد القابلة للانفجار**

المواد القابلة للانفجار مادة او نفاية ( او مزيج من مواد او نفايات صلبة او سائلة قادرة بذاتها على ان تتنفس بواسطة تفاعل كيميائي غازا على درجة من الحرارة وتحت قدر من الضغط وسرعة توهد الى الحاق الفرر بالوسط الحبيط .

**السوائل القابلة للاشتعال**

H 3

الصنفان INFLAMMABLE، FLAMMABLE متراوختان في المعنى وهو قابل للاشتعال والسوائل القابلة للاشتعال هي سوائل او مزائج من سوائل او سوائل تحتوى على مواد صلبة فى محلول او مستحلب ( مثل انواع الطلاء والورنيش وطلاء اللك وما

مركيات الفلور غير العضوية فيما عدا فلوريد الكالسيوم ٠	٢ ٣٢
مركيات السانيد غير العضوية ٠	٢ ٣٣
المحاليل الحمضية او الاحماض في الحالة الصلبة ٠	٢ ٣٤
المحاليل القلوية او القلويات في الحالة الصلبة ٠	٢ ٣٥
الحرير الصخري ( الاستبستو غيار والياف ) ٠	٢ ٣٦
مركيات الفسفور العضوية ٠	٢ ٣٧
مركيات السيانيد العضوية ٠	٢ ٣٨
الفينول ، مركيات الفينول بما في ذلك الكلورفينول ٠	٢ ٣٩
مركيات الاشيسر ٠	٢ ٤٠
المذيبات العضوية المهلجنة ٠	٢ ٤١
المذيبات العضوية فيما عدا المذيبات المهلجنة ٠	٢ ٤٢
اى مادة مماثلة للفوران ثنائى البنزين ذى الروابط الكلورية المتعددة ٠	٢ ٤٣
اى مادة مماثلة للنيوكسين - فو - ثنائى البنزين ذى الروابط الكلورية المتعددة ٠	٢ ٤٤
مركيات الهاوجين العضوية عدا المواد المشار إليها في هذا الملحق ( مثلاً ٠٠٠٠٠٤٤، ٢ ٤٣، ٢ ٤٢، ٢ ٤١، ٢ ٣٩ ) ٠	٢ ٤٥

\*

\* \* \*

- النفايات المتخلفة عن انتاج المواد الكيماوية ومواد المعالجة الفوتوفغرافية  
وغير تجهيزها واستخدامها . ٢ ١٦
- النفايات الناتجة عن المعالجة السطحية للمعادن واللدائن . ٢ ١٧
- الرواسب الناجمة عن عمليات التخلص من النفايات الصناعية . ٢ ١٨
- النفايات التي يدخل في تركيبها ما يلى :  
-----  
الكريونيلات المعدنية . ٢ ١٩  
البريليوم - مركبات البريليوم . ٢ ٢٠  
مركبات الكروفم سداسية التكافؤ . ٢ ٢١  
مركبات النحاس . ٢ ٢٢  
مركبات الزنك . ٢ ٢٣  
الزرنيخ - مركبات الزرنيخ . ٢ ٢٤  
السلنيوم ، مركبات السلنيوم . ٢ ٢٥  
الكلاديوم ، مركبات الكلاديوم . ٢ ٢٦  
الاكتيمون ، مركبات الانتيمون . ٢ ٢٧  
التلوريوم ، مركبات التلوريوم . ٢ ٢٨  
الزئبق ، مركبات الزئبق . ٢ ٢٩  
الشاليوم ، مركبات الشاليوم . ٢ ٣٠  
الرصاص ، مركبات الرصاص . ٢ ٣١

- ٨ ٢ النفايات من الزيوت المعدنية غير المالة للاستعمال المستهدف منها اصلاحاً .
- ٩ ٢ النفايات من الزيوت : المياه ومزائج الهيدروكربونات / المياه والمستحلبات .
- ١٠ ٢ النفايات من المواد والمركبات المحتوية على ثنائيات الفتيل ذات السروابط الكلورية المتعددة ( P S B S ) و / أو ثلثائيات الفتيل ذات السروابط الكلورية المتعددة ( S T C P ) و / أو ثلثائيات الفتيل ذات السروابط البرومية المتعددة ( P B B S ) .
- ١١ ٢ النفايات من الرواسب القطرانية الناجمة عن التكرير والتقطير واى مراجحة بالتحلل الحراري .
- ١٢ ٢ النفايات المختلفة عن انتاج الاخبار - والاصباغ والمواد الملونة والدهانات وطلاءات السلك والورنيش وعن تجهيزها واستخدامها .
- ١٣ ٢ النفايات المختلفة عن انتاج الراتينجات واللصى والملدنات والفراء ، المواد اللاصقة وعن تجهيزها واستخدامها .
- ١٤ ٢ النفايات من المواد الكيميائية الناجمة عن انشطة البحث والتطوير او عن انشطة تعليمية غير محددة التصنيف و / او جديدة ولا تعرف آثارها على الانسان و / او البيئة .
- ١٥ ٢ النفايات الطبية الانفجارية التي لا تخضع لتشريع آخر .

الملحق الأول

**نماذج النفايات التي تعتبر نفايات خطيرة**

**اصناف النفايات :**

- |    |   |
|----|---|
| ٢٠ | جميع النفايات المحتوية على نويدات مشعة أو ملوثة بهذه النويدات التي ينتع ترتكوها أو خصائصها عن النشاط البشري . |
| ٢١ | النفايات الأكلينيكية المختلفة عن الرعاية الطبية في المستشفيات والمراكز والعيادات الطبية .                     |
| ٢٢ | النفايات المختلفة عن انتاج المستحضرات الصيدلية وتحضيرها .   |
| ٢٣ | النفايات من المستحضرات الصيدلية والعقاقير والادوية .  |
| ٢٤ | النفايات المختلفة عن انتاج البيدات البيولوجية والمستحضرات الصيدلية النباتية وتجهيزها واستخدامها .             |
| ٢٥ | النفايات المختلفة عن صنع المواد الكيماوية الواقية للاخشاب وتجهيزها واستخدامها .                               |
| ٢٦ | النفايات المختلفة عن انتاج الذبيات العضوية وتجهيزها واستخدامها .  |
| ٢٧ | النفايات المختلفة عن المعالجة الحرارية وعمليات التقطيع المحتوية على السانيد .                                 |

- ٢- يصبح الانسحاب نافذا بعد سنة واحدة من تلقي الوديع لخطر الانسحاب أو في أي تاريخ لاحق قد يحدد في الخطر .
- ٣- الانسحاب لا يعفي الطرف المنسحب من الوفاء بأى التزامات فرضت عليه بموجب هذه الاتفاقية .

المادة (٢٨)

الوديع

الأمين العام لمنظمة الوحدة الأفريقية هو الوديع لهذه الاتفاقية ولأى بروتوكول لها .

المادة (٢٩)

التسجيل

يتم تسجيل هذه الاتفاقية فور دخولها حيز التنفيذ لدى الأمين العام لمنظمة الأمم المتحدة وفقاً للمادة ١٠٢ من ميثاق منظمة الأمم المتحدة .

المادة (٣٠)

النصوص ذات الحجية

للنصوص الإنجليزية والبرتغالية والعربية والفرنسية لهذه الاتفاقية نفس الحجية .

وشهادة بذلك قام الموقعون أدناه المفوضون بذلك حسب الأصول بالتوقيع على هذه الاتفاقية .

اعتمد في باماكي - مالي - في ٣٠ يناير سنة ١٩٩١ .

\*

\* \*

**المادة (٤٥)****بدء النفاذ**

- ١- يبدأ نفاذ هذه الاتفاقية في اليوم التسعين من تاريخ ايداع صك التصديق العاشر من الاطراف الموقعة على الاتفاقية .
- ٢- بالنسبة لكل دولة تصدق على هذه الاتفاقية أو تتنضم إليها بعد تاريخ ايداع الصك العاشر للتصديق ، تدخل الاتفاقية حيز النفاذ في اليوم التسعين بعد تاريخ ايداع كل دولة لصك انضمامها أو تصديقها .

**المادة (٤٦)****التحفظات والإعلانات**

- ١- لا يجوز ابداء أي تحفظ أو استثناء على هذه الاتفاقية .
- ٢- لا تمنع الفقرة ١ من هذه المادة أي دولة لدى توقيعها أو تصديقها على هذه الاتفاقية أو الانضمام إليها من اصدار اعلانات أو بيانات أيا كانت صياغتها أو تسميتها بغية القيام ، من بين جملة امور ، بمواءمة قوانينها وأنظمتها مع أحكام هذه الاتفاقية بشرط ألا تستهدف هذه الإعلانات أو البيانات استبعاد أو تعديل الآثار القانونية لاحكام هذه الاتفاقية من الانطباق على تلك الدولة .

**المادة (٤٧)****الانسحاب**

- ١- يجوز لأى طرف الانسحاب من هذه الاتفاقية بتقديم اخطار مكتوب الى الوديع فى أى وقت بعد مضى ثلاث سنوات من تاريخ نفاذ هذه الاتفاقية على ذلك الطرف .

المادة (٢١)

التوقيع

يفتح باب التوقيع على هذه الاتفاقية للدول الاعضاء في منظمة الوحدة الأفريقية لمدة ستة شهور من ٣٠ يناير إلى ٣١ يوليول ١٩٩١ في كل من باماكو وأديس أبابا.

المادة (٢٢)

التصديق أو القبول أو التأكيد الرسمي أو الموافقة

- تخضع هذه الاتفاقية للتصديق عليها أو قبولها أو تأكيدها رسمياً أو الموافقة عليها من الدول الاعضاء في منظمة الوحدة الأفريقية وتودع صكوك التصديق أو القبول أو التأكيد الرسمي أو الموافقة لدى الوديع.
- تقتيد جميع الأطراف بالالتزامات الواردة في هذه الاتفاقية.

المادة (٢٣)

الانضمام

- يفتح باب الانضمام إلى هذه الاتفاقية للدول الاعضاء في منظمة الوحدة الأفريقية من اليوم التالي لتاريخ اقفال باب التوقيع عليها وتودع صكوك الانضمام لدى الوديع.

المادة (٢٤)

حق التصويت

لكل طرف متعاقد في هذه الاتفاقية صوت واحد.

المادة (١٩)التحقق

على أي طرف لديه سبب بدعوة الى الاعتقاد بأن طرفا آخر يتصرف أو قد تصرف على نحو يشكل انتهاكا للتزاماته بموجب هذه الاتفاقية ، أن يبلغ الامانة بذلك وعليه في هذه الحالة ابلاغ الطرف الذي وجهت اليه الادعاءات بصورة متزامنة وفورية ، بشكل مباشر أو عن طريق الامانة . وعلى الامانة التأكد من صحة الدعوى وتقديم تقرير بشأنها الى جميع الاطراف في الاتفاقية .

المادة (٤٠)تسوية المنازعات

- ١- في حالة وجود نزاع بين الاطراف حول تفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية أو أي بروتوكول لها أو حول الامتثال لها ، تسعى الاطراف الى تسويه النزاع عن طريق التفاوض أو أي وسيلة سلمية أخرى تختارها .
- ٢- اذا لم تتمكن الاطراف المعنية من تسويه النزاع القائم بينها بالطرق المذكورة في الفقرة (١) من هذه المادة ، يحال النزاع اما الى هيئة مخصصة ينشئها الموعتمر لهذا الغرض أو الى محكمة العدل الدولية .
- ٣- يتم التحكيم في النزاعات بين الاطراف من قبل الهيئة المخصصة المنصوص عليها في الفقرة ٢ من هذه المادة ووفقا لما جاء في الملحق الخامس من هذه الاتفاقية .

- ١ - تقتصر ملحوظ هذه الاتفاقية وبروتوكولاتها وتعتمد وفقا للاجراء المنصوص عليه في الفقرات ٢ و ٣ و ٤ من المادة (١٧) من هذه الاتفاقية .
- ب - على أي طرف لا يسعه قبول ملحق اضافي لهذه الاتفاقية أو ملحق لأى بروتوكول يكون طرفا فيه، اخطار الوديع بذلك كتابة ، خلال ستة أشهر من تاريخ ابلاغ الوديع بالاعتماد . وعلى الوديع أن يبلغ جميع الاطراف دون ابطاء بأى اخطار يزيد اليه . ويجوز للطرف أن يستبدل في أي وقت ، اعلان الاعتراض السابق بالموافقة ، ومن ثم تصبح الملحوظ سارية المفعول على ذلك الطرف .
- ج - يصبح الملحق ساريا على جميع الاطراف في هذه الاتفاقية أو في أي بروتوكول معنى والتي لم تقدم اخطارا وفقا لاحكام الفقرة الفرعية (ب) أعلاه عند انقضاء ستة أشهر من تاريخ تعميم الوديع للبلاغ .
- ٣ - يخضع الاقتراح الخاص بادخال تعديلات على ملحوظ هذه الاتفاقية وملحوظ أي بروتوكول واعتماد هذه التعديلات وسريانها لنفس الاجراء المتبوع في اقتراح وضع ملحوظ لهذه الاتفاقية أو ملحوظ لأى بروتوكول واعتمادها وسريانها . وتراعى على النحو الواجب ، ضمن امور اخرى ، الاعتبارات التقنية والعلمية ذات الصلة في هذه الملحوظ والتعديلات .
- ٤ - اذا انطوى ملحق اضافي او تعديل على ملحق على تعديل لهذه الاتفاقية او لأى بروتوكول ، لا يسري الملحق الاضافي او الملحق المعدل قبل الوقت الذي يصبح فيه التعديل على الاتفاقية او البروتوكول ساري المفعول .

## أحكام عامة

- ٥- تودع صكوك التصديق على التعديلات أو الموافقة عليها أو تأكيدها رسمياً أو قبولها لدى الوديع . ويبدأ نفاذ التعديلات المعتمدة وفقاً للفقرة ٣ و٤ أعلاه بين الأطراف التي قبلتها في اليوم التسعين من استلام الوديع للصك الخاص بالتصديق أو الموافقة أو التأكيد الرسمي أو القبول من جانب ما لا يقل عن ثلثي الأطراف التي قبلت التعديلات على البروتوكول المعنى عدا ما قد ينص عليه خلافاً لذلك في هذا البروتوكول . وتسرى التعديلات فيما بعد على أي طرف آخر في اليوم التسعين بعد ايداع ذلك الطرف لصك التصديق على التعديلات أو الموافقة عليها أو تأكيدها رسمياً أو قبولها .
- ٦- لأغراض هذه المادة، تعنى "الأطراف الحاضرة والمصوّة" الأطراف الحاضرة التي تدلّى بأصواتها إيجاباً أو سلباً .

## المادة (١٨)

### اعتماد الملحق وتعديلها

- ١- تشكل ملحق هذه الاتفاقية أو ملحق أي بروتوكول، جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية أو من ذلك البروتوكول، حسب الحالة، وتكون أي اشارة إلى هذه الاتفاقية أو إلى بروتوكولاتها ، اشارة في نفس الوقت إلى أي ملحق لها، ما لم ينص صراحة على خلاف ذلك . وتقتصر هذه الملحق على المسائل العلمية والتقنية والإدارية .
- ٢- ينطبق الإجراء التالي على اقتراح وضع ملحق إضافية لهذه الاتفاقية أو ملحق لبروتوكول وعلى اعتمادها وسريانها، عدا ما قد ينص عليه خلافاً لذلك في أي بروتوكول بالنسبة لملحقه .

**المادة (١٧)****تعديل الاتفاقية وبروتوكولاتها**

- ١- يجوز لأى طرف أن يقترح ادخال تعديلات على هذه الاتفاقية ، ويجوز لأى طرف فى بروتوكول أن يقترح اجراء تعديلات على ذلك البروتوكول . وتأخذ هذه التعديلات فى الحسبان على النحو الواجب جملة امور منها اعتبارات العلمية والتكنولوجية والبيئية ذات الصلة .
- ٢- تعتمد التعديلات على هذه الاتفاقية فى اجتماع يعقده الاطراف ، وتعتمد التعديلات على أى بروتوكول فى اجتماع الاطراف فى ذلك البروتوكول ، وتحيل الامانة نص أى تعديل مقترن على هذه الاتفاقية أو على أى بروتوكول عدا ما قد ينص عليه فى هذا البروتوكول خلافاً لذلك ، إلى الاطراف قبل ستة أشهر على الأقل من الاجتماع المقترن فيه اعتماد التعديل . كما تحيل الامانة التعديلات المقترنة إلى الموقعين على هذه الاتفاقية للعلم .
- ٣- تبذل الاطراف كل الجهود للتوصل إلى اتفاق بشأن أى تعديل مقترن على هذه الاتفاقية بتوافق الآراء . وإذا استنفذت كل الجهود الرامية إلى ايجاد توافر فى الآراء ولما يتم التوصل إلى اتفاق ، يعتمد التعديل كمحاولة الأخيرة ، بأغلبية ثلثي أصوات الاطراف الحاضرة والمصوّتة فى الاجتماع ويقدمه الوديع إلى جميع الاطراف للتمديق أو الموافقة أو التأكيد الرسمي أو القبول .

**تعديل بروتوكولات الاتفاقية**

- ٤- ينطبق الاجراء الوارد في الفقرة ٣ أعلاه على التعديلات التي يجري ادخالها على أى بروتوكول، فيما عدا أن أغلبية ثلثي الاطراف في ذلك البروتوكول الحاضرة والمصوّتة في الاجتماع تكفي لاعتمادها .

- ح - تزويد الاطراف بمعلومات عن الخبراء الاستشاريين أو الشركات الاستشارية من ذوى الاختصاص التقنى اللازم فى هذا الميدان والذين يمكنهم مساعدتها على فحص الاخطار الخاص بالنقل عبر الحدود، ومدى مطابقة شحنة النفايات الخطرة مع الاشعار ذى الصلة ، و/أو مدى سلامة المرافق المقترنحة للتخلص من النفايات الخطرة من الناحية البيئية ، اذا كان لدى الاطراف سبب يدعوها الى الاعتقاد بأن النفايات قيد النظر لن تدار بطريقة سليمة بيئيا ، ولا تجرى أى من هذه الدراسات على نفقة الامانة .
- ط - مساعدة الاطراف على تحديد حالات الاتجار غير المشروع وتعتميم أى معلومات ترد اليها بشأن الاتجار غير المشروع على الاطراف المعنية فورا .
- ى - التعاون مع الاطراف ومع المنظمات والوكالات الدولية المختصة ذات الصلة لتوفير الخبراء والمعدات بغرض تقديم مساعدة عاجلة الى الدول عند حدوث حالة طوارئ .
- ك - القيام بما قد يحدده مواعظ الاطراف من مهام اخرى ذات صلة بأغراض هذه الاتفاقية .
- ـ تضطلع منظمة الوحدة الافريقية بالتعاون مع اللجنة الاقتصادية لافريقيا ، بوظائف الامانة بصفة مؤقتة الى حين انتهاء الاجتماع العادى الأول لمواعظ الاطراف ، عملا بالمادة (١٥) من هذه الاتفاقية . كما يقوم مواعظ الاطراف فى هذا الاجتماع ، بتقييم تنفيذ الامانة المؤقتة للمهام الموكلة اليها ، ولا سيما بموجب الفقرة ١ أعلاه . ويقرز الهيئات المناسبة لتلك المهام .

هـ - الاتصال بنقاط التنسيق والسلطات المختصة التي أنشأتها الاطراف وفقاً للمادة ٥ من هذه الاتفاقية ، وكذلك بالمنظمات الحكومية المشتركة وغير الحكومية التي يمكن أن تقدم مساعدات في تنفيذ هذه الاتفاقية .

و - تجميع معلومات تتعلق بما لدى الاطراف من موقع ومرافق وطنية مخصوص بها ، ومتاحة للتخلص فيها من النفايات الخطرة ، وعمم هذه المعلومات .

ز - تلقى المعلومات وابلاغها من الاطراف واليها بشأن :

- مصادر المساعدة التقنية والتدريب .
- الخبرة التقنية والعلمية المتاحة .
- مصادر المشورة والخبرة .
- مدى توافر الموارد .

بغية مساعدتها ، في مجالات مثل :

- تناول نظام الاخطار الخاص بالاتفاقية .
- ادارة النفايات الخطرة .
- أساليب الانتاج النظيف بيئياً المتعلقة بالنفايات الخطرة ، مثل تكنولوجيات الانتاج النظيف .
- تقييم القدرات على التخلص ومواعده .
- رصد النفايات الخطرة .
- الاستجابة في حالات الطوارئ .

يجوز تمثيل المنظمات في المجتمعات مواعتمراً للآطراف بصفة مراقب . ويجوز تمثيل أي هيئة أو وكالة ، سواء كانت وطنية أو دولية ، حكومية أو غيرها حكومية ، موئللة في ميادين تتعلق بالتفايات الخطرة وتكون قد أبلغت الأمانة برغبتها في أي اجتماع لمواعتمراً للآطراف بصفة مراقب . ويخضع قبول المراقبين واشتراكيهم للنظام الداخلي المعتمد من جانب مواعتمراً للآطراف .

#### المادة (١٦)

#### الامانة

- ١- تتمثل مهام الأمانة فيما يلى :
- ١- تنظيم وخدمة المجتمعات المنصوص عليها في المادتين ١٥ و ١٧ من هذه الاتفاقية .
  - ب- اعداد واحالة تقارير تستند الى معلومات واردة بمقتضى أحكام المواد ٣ او ٤ او ٦ او ١١ او ١٣ من هذه الاتفاقية ، وكذلك الى معلومات مستقاة من المجتمعات هيئات فرعية انشئت بموجب المادة ١٥ من هذه الاتفاقية ، والى المعلومات التي تقدمها الهيئات الحكومية المشتركة وغير الحكومية ذات الصلة كلما كان ذلك مناسباً .
  - ج- اعداد تقارير عن الانشطة التي قامت بها تنفيذاً لمهامها بمقتضى هذه الاتفاقية وتقديمها الى مواعتمراً للآطراف .
  - د- كفالة التنسيق اللازم مع الهيئات الدولية ذات الصلة ، ولا سيما الدخول في اتفاقات ادارية وتعاقدية ، كلما لزم الأمر ، لأداء وظائفها بفعالية .

- ٢- يعتمد مواعتمد الاطراف نظاماً داخلياً لنفسه ولأى هيئة فرعية قد يقوم بانشائها، بالإضافة الى اللائحة المالية ، ليحدد على وجه التخصيص الاشتراكات المالية للأطراف المنضمة الى هذه الاتفاقية .
- ٣- تنتظر الاطراف ، في اجتماعها الأول ، في أى تدابير اضافية لازمة لمساعدةها على النهوض بمسؤولياتها فيما يتعلق بحماية وصيانة البيئة البحرية وبيئة المجاري المائية الداخلية ، في اطار هذه الاتفاقية .
- ٤- يبقى مواعتمد الاطراف التنفيذ الفعال لهذه الاتفاقية قيد الاستعراض والتقييم المتواصلين ويعمل بالإضافة الى ذلك على :-
- ١ - تشجيع التوفيق بين السياسات والاستراتيجيات والتدابير المناسبة لتقليل ضرر النفايات الخطرة على صحة الانسان والبيئة الى الحد الادنى .
  - ب - النظر في ادخال تعديلات على هذه الاتفاقية وملحقها واعتمادها، على النحو المطلوب ، مع الأخذ في الحسبان ، ضمن جملة امور، المعلومات العلمية والتقنية والاقتصادية والبيئية المتاحة .
  - ج - النظر في أى اجراء آخر قد يكون مطلوباً واتخاذه لتحقيق أغراض هذه الاتفاقية على ضوء الخبرة المكتسبة في تنفيذها وفي تطبيق الاتفاques والترتيبات المتواحة في المادة ١١ من هذه الاتفاقية .
  - د - النظر في البروتوكولات واعتمادها حسب الحاجة .
  - هـ - انشاء أى هيئات فرعية قد يراها ضرورية لتنفيذ هذه الاتفاقية .
  - و - اتخاذ القرارات للتسوية السلمية لما ينشأ من منازعات عن نقل النفايات الخطرة عبر الحدود أو تسويتها عند الحاجة طبقاً لأحكام القانون الدولي .

المادة (١٤)الجوانب المالية

- ١- تقوم الامانة باعداد الميزانية العادية لمواعتم الاطراف وفقا لما تنص عليه المادتان ١٥ و ١٦ من هذه الاتفاقية ويوافق عليها الموقتم .
- ٢- تتفق الاطراف في أول اجتماع لمواعتم الاطراف على جدول مساهمات فى الميزانية السنوية للأمانة .
- ٣- تنظر الاطراف في إنشاء صندوق متعدد لتقديم المساعدة على أساس موعدت في حالات الطوارئ لتقليل الضرر الناجم عن الكوارث أو الحوادث الناتجة عن نقل النفايات الخطرة عبر الحدود أو خلال التخلص منها إلى أدنى حد .
- ٤- تتفق الاطراف على أنه تتشريع، وفقا للحاجات المحددة لمختلف الأقاليم والاقاليم الفرعية ، مراكز إقليمية أو إقليمية فرعية للتدريب ونقل التكنولوجيا في مجال إدارة النفايات الخطرة وتقليل إنتاجها إلى أدنى حد وإنشاء آليات تمويل ملائمة ذات طابع طوعي .

المادة (١٥)مواعتم الأطراف

- ١- يتأسس، بموجب هذا، مواعتم للأطراف يتكون من وزراء مسؤولين عن البيئة . ويدعو الأمين العام لمنظمة الوحدة الأفريقية إلى عقد الاجتماع الأول لمواعتم الأطراف في موعد أقصاه عام واحد من بدء سريان هذه الاتفاقية . وتعقد بعد ذلك اجتماعات عادية لمواعتم الأطراف على فترات منتظمة يحددها الموقتم في اجتماعه الأول .

- ج - معلومات عن التدابير التي اتخذتها تنفيذاً لهذه الاتفاقية .
  - د - معلومات عن احصائيات موثقة متاحة قامت بجمعها عن آثار انتاج النفايات الخطرة ونقلها والتخلص منها على صحة الإنسان والبيئة .
    - وذلك كجزء من المعلومات المطلوبة بمقتضى أحكام القسم ٣ (أ) من المادة ٤ من هذه الاتفاقية .
  - ه - معلومات تتعلق بالاتفاقات والترتيبات الثنائية ومتعددة الأطراف والإقليمية التي عقدتها عملاً بأحكام المادة ١١ من هذه الاتفاقية .
  - و - معلومات عن الحوادث التي وقعت أثناء عمليات نقل النفايات الخطرة والتخلص منها عبر الحدود وعن التدابير المتخذة لمواجهة هذه الحوادث .
  - ز - معلومات عن خيارات التخلص المستخدمة داخل المنطقة الخاضعة لولايتهما الوطنية .
  - ح - معلومات عن تدابير اتخذت لتعزيز أساليب انتاج نظيف ، بما في ذلك تكنولوجيات انتاج نظيف بغية تخفيض و/أو القضاء على انتاج النفايات الخطرة .
  - ط - أي مسائل أخرى قد يعتبرها مواعظ الأطراف ذات صلة .
- ٤- تكفل الأطراف ، وفق قوانينها وأنظمتها الوطنية ، ارسال نسخ من كل اخطر يتعلق بأى نقل للنفايات الخطرة عبر الحدود ، ومن الرد عليه ، الى الامانة .

ب - التغييرات في تعريفاتها الوطنية للنفايات الخطرة عملاً بأحكام المادة (٣) من هذه الاتفاقية .

ج - القرارات التي تتخذها للحد من استيراد النفايات الخطرة أو حظرها .

د - أي معلومات أخرى تكون مطلوبة عملاً بأحكام الفقرة (٤) من هذه المادة .

٣- تنشئ الأطراف أجهزة جمع ونشر المعلومات بشأن النفايات الخطرة وذلك بما يتفق مع قوانينها ونظمها الوطنية وتحيل هذه المعلومات عن طريق الامانة إلى مواعظ الأطراف المنشأ بمقتضى أحكام المادة ١٥ من هذه الاتفاقية قبل نهاية كل عام تقويمى وذلك في تقرير عن العام التقويمى السابق يتضمن المعلومات التالية :

أ - السلطات المختصة وهيئات مراقبة عمليات دفن النفايات وجهات التنسيق التي عينتها عملاً بأحكام المادة (٥) من هذه الاتفاقية .

ب - المعلومات المتعلقة بأى عمليات تكون قد شاركت فيها لنقل النفايات الخطرة عبر الحدود بما في ذلك :

١- كمية النفايات الخطرة المصدرة وفيتها وخصائصها ووجهتها النهائية وأى بلد عبره وطريقة التخلص منها على النحو الوارد في الآثار .

٢- كمية النفايات الخطرة المستوردة وفيتها وخصائصها ومنشأها وطرق التخلص منها .

٣- عمليات التخلص التي لم تتم على النحو المستهدف .

٤- الجهود المبذولة لتحقيق خفض في مقدار النفايات الخطرة الخاصة للنقل عبر الحدود .

- ٣ - تحظر الاطراف المتعاقدة على السفن التي تحمل علمها وعلى الطائرات المسجلة في أراضيها القيام بأنشطة تتعارض مع هذه الاتفاقية .
- ٤ - تتخذ الاطراف الاجراءات المناسبة لتعزيز التعاون بين الجنوب - الجنوب في تنفيذ هذه الاتفاقية .
- ٥ - مع الأخذ في الاعتبار الحاجة للتعاون بين البلدان النامية والمنظمات الدولية لتعزيزوعي العام ، من بين امور أخرى ، بتنمية الادارة الرشيدة للنفايات الخطرة واستخدام التكنولوجيات الجديدة المسبيبة لأقل قدر من التلوث .

**المادة (١٢)****المسؤوليات**

ينشئ مواعيدهم الاطراف جهاز خبراء مخصص بغية اعداد بروتوكول يحدد قواعد واجراءات مناسبة فيما يتعلق بالمسؤوليات والتعويضات عن الاضرار الناتجة عن نقل النفايات الخطرة عبر الحدود .

**المادة (١٣)****نقل المعلومات**

- ١ - تكفل الاطراف ، في حالة وقوع حوادث أثناء نقل النفايات الخطرة أو التخلص منها عبر الحدود والتي يحتمل أن تشكل مخاطر على صحة الانسان والبيئة في دول أخرى ، ابلاغ تلك الدول فورا .
- ٢ - تقوم الاطراف بابلاغ بعضها ببعضها من خلال الامانة بما يلى :-
- ١ - التغييرات المتعلقة بتعيين سلطات مختصة و/أو جهات تنسيق عملا بأحكام المادة (٥) من هذه الاتفاقية .

- ٥ - التعاون في وضع مبادئ توجيهية تقنية مناسبة و/أو مدونات للسلوك .
- ٦ - التعاون في تبادل ونشر المعلومات بشأن نقل النفايات الخطرة وفق أحكام المادة ١٣ من هذه الاتفاقية .

### المادة (١١)

#### التعاون الدولي

#### الاتفاقات الثنائية والمتحدة للأطراف والإقليمية

١ - يجوز للأطراف الدخول في اتفاقيات أو ترتيبات ثنائية أو متعددة الأطراف أو إقليمية فيما يتعلق بنقل وإدارة النفايات الخطرة المنتجة في إفريقيا عبر الحدود ، مع أطراف أو غير أطراف ، شريطة ألا تشكل هذه الاتفاقيات أو الترتيبات انتقاماً من الإدارة السليمة بيئياً للنفايات الخطرة ، وفقاً لما تقتضيه هذه الاتفاقية ، على أن تتنص هذه الاتفاقيات أو الترتيبات على أحكام لا تقل من حيث السلامة البيئية عن الأحكام التي تتنص عليها هذه الاتفاقية .

٢ - تخطر الأطراف الامانة بأى اتفاقيات أو ترتيبات ثنائية أو متعددة الأطراف أو إقليمية مشار إليها في الفقرة (١) من هذه المادة وبالاتفاقات أو الترتيبات التي دخلت فيها قبل سريان هذه الاتفاقية عليها ، بغرض مراقبة عمليات نقل النفايات الخطرة عبر الحدود التي تجري كلية بين الأطراف في تلك الاتفاقيات ولا توعثر أحكام هذه الاتفاقية على عمليات نقل النفايات الخطرة المنتجة في إفريقيا عبر الحدود التي تجري عملاً بأحكام هذه الاتفاقيات ، شريطة أن تكون هذه الاتفاقيات متفقة مع الإدارة السليمة بيئياً للنفايات الخطرة وفقاً لما تتنص عليه هذه الاتفاقية .

المادة (١٠)التعاون فيما بين البلدان الأفريقية

- ١- تتعاون الاطراف فيما بينها ومع المنظمات الافريقية ذات الصلة من أجل تحسين وتحقيق الادارة السليمة بيئيا للنفايات الخطرة .
- ٢- وتحقيقا لهذه الغاية ، تلتزم الاطراف بما يلى :
- أ - اتاحة المعلومات ، عند الطلب ، سواء على أساس ثنائى أو متعدد الاطراف بفرض النهوض بأساليب الانتاج النظيف وبالادارة السليمة بيئيا للنفايات الخطرة بما فى ذلك تنسيق المعايير والممارسات التقنية المستخدمة فى الادارة السليمة للنفايات الخطرة .
- ب - التعاون فى رصد آثار ادارة النفايات الخطرة على صحة الانسان والبيئة .
- ج - التعاون وفقا لقوانينها وأنظمتها وسياساتها الوطنية فى استحداث وتطبيق تكنولوجيات انتاج جديدة نظيفة وسليمة بيئيا وفى تحسين التكنولوجيات القائمة بهدف القضاء ، كلما تسعى ذلك من الناحية العلمية ، على انتاج النفايات الخطرة والتوصل الى طرق أكثر فعالية وكفاءة لضمان ادارتها على نحو سليم بيئيا بما فى ذلك دراسة الآثار الاقتصادية والاجتماعية والبيئية لاعتماد تلك التكنولوجيات الجديدة أو المحسنة .
- د - التعاون بنشاط وفقا لقوانينها وأنظمتها وسياساتها الوطنية فى نقل التكنولوجيا ونظم الادارة المتصلة بالادارة السليمة بيئيا للنفايات الخطرة وكذلك التعاون فيما بين الاطراف فى تنمية القدرة التقنية ولا سيما فيما بين الاطراف التى قد تحتاج الى المساعدة التقنية وتطلبها فى هذا الميدان .

ج - بالحصول على موافقة الدول المعنية عن طريق التزوير أو الادعاء الكاذب أو الغش ، أو

د - لا يتفق من الناحية المادية مع العُثائق ، أو

ه - يوعدي إلى التخلص عمداً من نفايات خطرة ، مما يتناقض مع هذه الاتفاقية أو المبادئ العامة للقانون الدولي .

٢- يسن كل طرف التشريعات الوطنية المناسبة لفرض عقوبات جنائية على كل من يخطط أو يرتكب أو يساعد في مثل هذه الواردات غير المشروعة ، وتكون هذه العقوبات قاسية بما يسمح بالمعاقبة على هذا السلوك وردعه .

٣- في حالة اعتبار نقل نفايات خطرة عبر الحدود اتجاراً غير مشروع نتيجة تصرف قام به المصدر أو المنتج ، تضمن دولة التصدير أن يقوم المصدر أو المنتج باعادة النفايات قيد النظر ، أو تقوم هي بذاتها عند اللزوم ، باعادتها إلى دولة التصدير وذلك في غضون ثلاثين يوماً من وقت ابلاغ دولة التصدير بالاتجار غير المشروع ، وتحقيقاً لهذه الغاية ، على الاطراف المعنية ألا تعارض أو تعوق أو تمنع إعادة تلك النفايات إلى دولة التصدير وأن تتخذ الاجراءات القانونية ضد المخالفين .

٤- في حالة اعتبار نقل نفايات خطرة عبر الحدود اتجاراً غير مشروع نتيجة تصرف قام به المستورد أو المتخلص ، تضمن دولة الاستيراد أن يقوم المستورد باعادة النفايات قيد النظر إلى المصدر وأن يتم اتخاذ الاجراءات القانونية ضد المخالفين طبقاً لاحكام هذه الاتفاقية .

المادة (٧)النقل عبر الحدود من طرف غير دول ليست أطرافا

تنطبق الفقرة ٢ من المادة ٦ من الاتفاقية ، مع ادخال ما يلزم من تعديل حسب الاحوال ، على نقل النفايات الخطرة عبر الحدود من جانب أحد الاطراف عبر دولة ليست طرفاً أو دول ليست أطرافاً .

المادة (٨)رسوم إعادة الاستيراد

عندما يتعدى اتمام نقل نفايات خطرة عبر الحدود، كان قد تم بشأنه الحصول على موافقة الدول المعنية وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية ، تضمن دولة التصدير قيام المستور باعادة النفايات قيد النظر إلى دولة التصدير إذا تعذر وضع ترتيبات بديلة للتخلص منها بطريقة سلية بيئياً خلال مدة أقصاها ٩٠ يوماً من تاريخ قيام دولة الاستيراد ببلاغ دولة التصدير والأمانة . وتحقيقاً لهذه الغاية ، على دولة التصدير وأى طرف عبور عدم الاعتراض على إعادة هذه النفايات إلى دولة التصدير، أو اعتقاله هذه الاعادة أو منعها .

المادة (٩)الاتجار غير المشروع

- ١- لأغراض هذه الاتفاقية ، فإن أي نقل عبر الحدود لنفايات خطرة يعد اتجار غير مشروع إذا تم :
- أ- دون اخطار جميع الدول المعنية عملاً بأحكام هذه الاتفاقية ، أو
  - ب- دون الحصول على موافقة دولة معنية عملاً بأحكام هذه الاتفاقية ، أو

- ٦- تستخدم دولة التصدير اخطار شحن معين حتى حين تشحن النفايات الخطرة ذات الخصائص الفيزيائية والكيمائية المتماثلة بانتظام الى نفس جهة التخلص عبر نفس منفذ الدخول الجمركي في دولة الاستيراد ، وفي حالة العبور ، عبر نفس منفذ الدخول أو الخروج الجمركي في دولة أو دول العبور . وتحتطلب كل شحنة اخطاراً معيناً يتضمن المعلومات المنصوص عليها في المرفق ٤ (أ) .
- ٧- يحدد كل طرف نقاط أو موانئ الدخول فيه ويخطر الامانة بهذا الشأن لتوزيعها على جميع الاطراف المتعاقدة . وتكون هذه النقاط والموانئ هي الوحيدة التي يسمح فيها بنقل النفايات الخطرة عبر الحدود .
- ٨- تطلب الاطراف من كل شخص مسئول عن نقل نفايات خطرة عبر الحدود ، التوقيع على وثيقة النقل اما عند تسليم النفايات قيد النظر او استلامها ، كما تطلب الاطراف من المتخلص ابلاغ كل من المصدر أو السلطة المختصة في دولة التصدير باستلامه للنفايات قيد النظر وابلاغها في الوقت المناسب بالانتهاء من عملية التخلص على النحو المحدد في الاخطار وإذا لم ترد مثل هذه المعلومات إلى دولة التصدير ، تقوم السلطة المختصة في دولة التصدير أو المصدر باخطار دولة الاستيراد بذلك .
- ٩- يحال الاخطار والرد المطلوبان بمقتضى هذه المادة الى السلطة المختصة لدى الدول المعنية .
- ١٠- يكون أي نقل لنفايات خطرة أو النفايات الأخرى عبر الحدود مشمولاً بتتأمين أو بسند أو بأي ضمان آخر تطلبه دولة الاستيراد أو أي دولة عبور طرف في هذه الاتفاقية .

- ٢- تقوم دولة الاستيراد بالرد على المخاطر كتابة بالموافقة على النقل بشروط أو دون شروط أو يرفض السماح بالنقل أو بطلب معلومات إضافية ، وترسل نسخة من الرد النهائي لدولة الاستيراد إلى السلطات المختصة في الدول المعنية .
- ٣- لا تسمح دولة التصدير بالنقل عبر الحدود حتى تتلقى موافقة كتابية :
- أ - من دولة الاستيراد ٠٠ و
  - ب - تأكيد كتابي من دولة الاستيراد بوجود عقد بين المصدر والمخلص يحدد نوع الادارة السليمة بيئيا للنفايات المذكورة .
- ٤- تقوم كل دولة عبور طرف بابلاغ المخاطر على وجه السرعة باستلام الاخطار ويجوز لها أن ترد بعد ذلك على المخاطر كتابة خلال ستين يوما بالموافقة على النقل بشروط أو دون شروط أو برفض السماح بالنقل أو بطلب معلومات إضافية ولا تسمح دولة التصدير بدء النقل عبر الحدود إلى أن تتلقى الموافقة المكتوبة لدولة العبور .
- ٥- في حالة نقل عبر الحدود لنفايات خطيرة ، لا يتم تعريفها من الناحية القانونية بأنها نفايات خطيرة أو ينظر إليها بوصفها كذلك إلا من جانب :-
- أ - دولة التصدير حيث أن الشروط الواردة في الفقرة (٨) من هذه المادة التي تتنطبق على المستورد أو المخلص وعلى دولة الاستيراد تتطبق على المصدر ودوله التصدير على التوالي مع اجراء ما يلزم من تعديل ، أو
  - ب - دولة الاستيراد أو دول الاستيراد والعبور الأطراف حيث أن الشروط الواردة في الفقرات ٦٣ و ٦٤ من هذه المادة التي تتنطبق على المصدر وعلى دولة التصدير تتطبق على المستورد أو المخلص أو دولة الاستيراد على التوالي مع اجراء ما يلزم من تعديل ، أو
  - ج - أي دولة عبور طرف حيث أن أحكام الفقرة ٤ تتطبق على تلك الدولة .

**المادة (٥)****تعيين السلطات المختصة وجهة التنسيق****ومراقب عمليات دفن النفايات**

تيسيراً لتنفيذ هذه الاتفاقية ، تقوم الاطراف بما يلى :-

- ١- تعيين أو انشاء سلطة مختصة واحدة أو أكثر وجهة تنسيق واحدة وتعيين سلطة مختصة واحدة لاستلام الاشعار في حالة دولة العبور .
- ٢- ابلاغ الامانة خلال ثلاثة أشهر من تاريخ بدء العمل بهذه الاتفاقية بالنسبة لهذه الاطراف بالوكالات التي عينتها لتكون جهات تنسيق والصلاحيات التي تتمنع بها .
- ٣- ابلاغ الامانة بأى تغييرات تتعلق بتعيين الذى أجرته بموجب الفقرة (٢) أعلاه وذلك خلال شهر واحد من تاريخ تقريرها لتلك التغييرات .
- ٤- تحديد هيئة قطرية للعمل كمراقب لعمليات دفن النفايات . وبصفتها هذه على الهيئة الوطنية المعنية التنسيق مع الهيئات الحكومية وغير الحكومية المعنية .

**المادة (٦)****النقل عبر الحدود واجراءات الابلاغ**

- ١- تخطر دولة التصدير عن طريق السلطة المختصة فيها ، أو تطلب من المنتج أو المصدر أن يخطر ، السلطة المختصة في الدول المعنية كتابة بأى نقل مقترن لنفايات خطيرة عبر الحدود . ويجب أن يتضمن هذا الاخطار الاعلانات والمعلومات المحددة في الملحق ٤ (أ) مكتوبة بلغة تقبلها دولة الاستيراد ولا يلزم ارسال أكثر من اخطار واحد الى كل دولة معنية .

- ر - تعمل الاطراف على تخفيض نقل النفايات الخطرة عبر الحدود الى الحد الأدنى الملائم لادارة هذه النفايات على نحو فعال وسلامي بيئيا وأن يتم ذلك باسلوب يحمي صحة الانسان والبيئة من الآثار السلبية التي قد تترتب على مثل هذا النقل .
- ش - تطلب الاطراف تقديم معلومات عن النقل المقترن للنفايات الخطرة عبر الحدود الى الدول المعنية وفقا لاحكام المرفق ٤ (أ) وأن تسجل بوضوح الآثار المحتملة لهذا النقل على صحة الانسان والبيئة .
- فضلا عن ذلك :
- أ - تتتعهد الاطراف بتطبيق ما تقضى به هذه الاتفاقية ضد المخالفين والمنتهكين لها وفقا للقوانين الوطنية ذات الصلة و/أو القانون الدولي .
- ب - ليس في هذه الاتفاقية ما يمنع أي طرف من فرض متطلبات اضافية تتفق مع أحكام الاتفاقية ونظم القانون الدولي بغية الحماية الأفضل لصحة الانسان والبيئة .
- ج - تعترف هذه الاتفاقية بسيادة الدول على مياهها الاقليمية و المجالها الجوي المقرزة وفقا للقانون الدولي للحقوق السيادية للدول في مناطقها التجارية الخالصة وجرفها القاري وفقا للقانون الدولي وتنعم السفن والطائرات بحقوق وحرفيات الملاحة المنصوص عليها في القانون الدولي وعلى النحو الوارد في المواثيق الدولية ذات الصلة .

- ن - تتخذ الاطراف التدابير المناسبة لضمان عدم السماح بنقل النفايات الخطرة عبر الحدود الا في الحالات الآتية :-
- ١) الا يكون لدى دولة التصدير القدرة التقنية والمرافق اللازمة أو الوسائل أو المواقع المناسبة للتخلص من النفايات المعنية بطريقة سلية بيئيا .
- ٢) أن تتفق عملية النقل المذكورة عبر الحدود مع المعايير التي تقررها الاطراف المتعاقدة شريطة الا تتعارض هذه المعايير مع أهداف هذه الاتفاقية .
- س - لا يجوز للدول التي تنتج فيها نفايات خطرة تتطلب الادارة بطريقة سلية بيئيا أن تنقل الى دول الاستيراد والعبور الالتزامات التي تتحملها بموجب هذه الاتفاقية .
- ع - تتعهد الاطراف بأن تستعرض بصفة دورية امكانيات تخفيض مقدار و/أو احتمالات التلوث الناجم عن النفايات الخطرة المصدرة الى الدول الأخرى .
- ف - تبلغ الاطراف التي تمارس حقها في منع استيراد النفايات الخطرة للتخلص منها الاطراف الأخرى بقرارها وفقا لأحكام المادة ١٣ .
- ص - تحظر الاطراف أو لا تسمح بتصدير النفايات الخطرة الى الدول التي فرضت حظرا على استيراد هذه النفايات اذا أبلغت الامانة أو أي سلطة مختصة وفقا للفقرة الفرعية (ك) السابقة .
- ق - تحظر الاطراف أو لا تسمح بتصدير النفايات الخطرة اذا لم تتوافق دولة الاستيراد كتابة على الاستيراد المعنى في حالة عدم فرض الدولة المستوردة حظرا على استيراد مثل هذه النفايات .

### الالتزامات خلال نقل وانتقال النفايات الخطرة من الاطراف المتعاقدة عبر الحدود

- ط - (١) يمنع كل طرف تصدير النفايات الخطرة الى الدول التي تحظر بموجب تشريعاتها أو الاتفاقيات الدولية كل هذا النوع من الواردات أو اذا كان لديها ما يدعو الى الاعتقاد بأن النفايات المعنية لن تدار بطريقة سلية ببيئيا طبقا للمعايير التي تحددها الاطراف في اجتماعها الأول .
- ى - لا يسمح لأى طرف بتصدير نفايات خطرة الى أي دولة لا تملك تسهيلات للتخلص منها بطريقة سلية ببيئيا .
- ك - يضمن كل طرف ادارة النفايات الخطرة التي يتم تصديرها بطريقة ببيئية سلية الى دولة الاستيراد والعبور . وتتتخذ الاطراف في اجتماعها الاول قرارا بشأن الخطوط الارشادية الفنية للادارة البيئية السلبية وفقا لهذه الاتفاقية .
- ل - تتافق الاطراف المتعاقدة على عدم السماح بتصدير النفايات الخطرة بفرض التخلص منها داخل المنطقة الواقعة جنوب خط عرض ٦٠° جنوبا ، سواء كانت هذه النفايات تنقل عبر الحدود أم لا .
- م - وفضلا عن ذلك ، يلتزم كل طرف بما يلى :-
- (١) منع جميع الاشخاص الخاضعين لسلطته القضائية الوطنية من نقل النفايات الخطرة أو التخلص منها الا اذا كان لدى هوءاء الاشخاص تخييل أو اذن بأداء هذه العمليات .
- (٢) كفالة تعبئة النفايات الخطرة المنقولة عبر الحدود ولصق البطاقات عليها ونقلها مع المراعة الالزامية للممارسات المعترف بها دوليا في هذا المجال .
- (٣) العمل على أن تكون النفايات الخطرة مشفوعة بوثيقة نقل تتضمن المعلومات المحددة في المرفق ٤ ب بدءا من نقطة بدء النقل عبر الحدود حتى نقطة التخلص منها .

منع التلوث وذلك من خلال تطبيق أساليب انتاج نظيفة بدلاً من اتباع

نهج نسب التسرب المسموح بها المستند الى افتراضات طاقة الاستيعاب .

ز - في هذا المدد، تشجع الاطراف الموقعة أساليب الانتاج النظيفة وتطبيقاتها على دورات الانتاج كلها بما في ذلك :

- انتقاء واستخراج وتجهيز المواد الخام .
- تصور وتصميم وتصنيع وتجميع المنتجات .
- نقل المواد في جميع المراحل .
- استخدام الصناعي والمنزلي .
- اعادة ادخال المنتج في النظم الصناعية أو الطبيعية حينما تنقضى فائدته .

لا يتضمن الانتاج النظيف نظم مكافحة التلوث المثبتة في نهاية خط الانتاج مثل المرشحات أو أجهزة التنظيف أو المعالجة الكيماوية أو الفيزيائية أو العضوية . كذلك تستبعد منه التدابير التي تقلص حجم النفايات بالحرق أو التركيز أو تخفي الخطر بتخفيفه أو تنقل عناصر التلوث من مجال بيئى الى آخر .

ح - تتم مراجعة مسألة نقل التكنولوجيات المسببة للتلوث الى افريقيا بصورة منتظمة من قبل أمانة الموعتمر، ويتم تقديم تقارير دورية الى موعتمر الاطراف .

**الضرورة لمنع التلوث الناجم عن هذه النفايات الخطيرة وخفض ما يتربّ على ذلك من آثار على صحة الإنسان والبيئة إلى أدنى حدٍ.**

#### **اتخاذ التدابير الوقائية :**

و- يسعى كل طرف إلى اتخاذ وتنفيذ تدابير وقائية احتياطية إزاء مشاكل التلوث بما يسодى ضمن أمور أخرى إلى منع اطلاق أي مواد في البيئة قد تضر بالانسان او البيئة دون انتظار دليل علمي على ذلك الضرر . وتعاون الاطراف فيما بينها في اتخاذ التدابير الملائمة لاتباع المبدأ الاحتياطي إزاء عملية

١- شمان تيام منتجى النفايات الخطرة بتقدیم تقارير الى الامانة حول النفايات التي ينتجونها بغية تمكين امانة الاتفاقيه اعداد قائمه نهائية بالنفايات الخطرة .

**بـ** نزول مسئوليات قانونية غير محدودة وكذلك لمسئولييات مشتركة متعددة على مستوى النهايات الخطيرة .

ج - نمان خفن انتاج النفايات الخطرة داخل المنطقة الخاضعة لسلطاته الى الحد الادنى مع الاخذ فى الاعتبار الجوانب الاجتماعية والتكنولوجية والاقتصادية \*

د- ضمان اتاحة مراافق تصرف كافية ل لتحقيق الادارة السليمة ببيئيـا  
للنفايات الخطرة على ان تكون موجودة بقدر الامكان داخل نطاق  
سلطاته .

- ١ - تتخذ الاطراف في ممارسة سلطاتها على مياهها الداخلية والاقليمية ومناطقها الاقتصادية الخالصة وجرفها القاري وفق ما يتصل بذلك من احكام المعاهدات والمواثيق الدولية كافة التدابير القانونية والادارية المناسبة الأخرى لمراقبة الناقلات القادمة من غير اعراف هذه الاتيات ومنع دفن النفايات الخطيرة في البحار بما في ذلك دفن رمادها في البحر والتخلص منها في قاع البحار أو تحت قاع البحار بجرائم اي دفن للنفايات الخطيرة في البحار بواسطة الاطراف المتعاقدة بما في ذلك حرق النفايات في المحيطات والتخلص منها في قاع البحر وتحت قاع البحر سواء تم ذلك في المياه الداخلية أو المياه الاقليمية أو المناطق الاقتصادية الخالصة أو في أعلى البحار .
- ب - تقدم الاطراف بأسرع وقت ممكن جميع المعلومات الخاصة بدفع النفايات الخطيرة إلى الامانة التي ستقوم بدورها بتوزيع هذه المعلومات على جميع الاطراف المتعاقدة .

### ٣- انتاج النفايات في افريقيا :

يتخذ كل طرف التدابير الالزمة بغية :

## المادة (٤)

---

### الالتزامات عامة

---

#### ١ - حظر استيراد النفايات الخطرة :

تنفذ جميع الاعراف الاجرامات القانونية والادارية الازمة والاجراءات الاخرى في مجال صلاحياتها القانونية لمنع استيراد جميع النفايات الخطرة لان سبب الى اغريقا من اطراف غير متعاقدة ويعتبر هذا النوع من الاستيراد عملا جنائيا وغير قانوني . وتلتزم الاعراف فيما بينها بما يلى :

(أ) ان تقدم وفي اسرع وقت ممكن بجميع المعلومات المتعلقة بأنشطة الاستيراد غير الشرعي للنفايات السارة الى الامانة التي تقوم بتوزيعها على جميع الاعراف المتعاقدة .

(ب) ان تتعاون لضمان عدم استيراد اى نفايات خطرة من اى طرف غير منضم لهذه الانذالية . وتحقيقا لهذا الغرض سوف تبحث الاعراف نفس مؤتمر الاعراف المتعاقدة المنسبة لهذه الانذالية اى آليات اخرى لازمة لتنفيذ هذا .

٢ - حظر دفن النفايات الخطرة في البحار والمياه الداخلية .

### المادة (٣)

#### تعريفات وطنية للنفايات الخطرة

— — —

- ١- على كل دولة خلال ستة أشهر من انضمامها للاتفاقية ابلاغ امانة الاتفاقية بالنفايات عدا تلك المدرجة في المرفقين الاول والثاني التي تعتبر ا و توصف بأنها خطرة بمقتضى تشريعاتها الوطنية وبأى متطلبات تتعلق بإجراءات النقل عبر الحدود المطبقة على هذه النفايات .
- ٢- على كل عزوف ابلاغ الامانة بعد ذلك بأى تغييرات مهمة تطرأ على المعلومات التي قدمها عملا باحكام الفقرة (١) من هذه الاتفاقية .
- ٣- على الامانة ابلاغ جميع الاطراف على الفور بالمعلومات التي تلقتها عملا باحكام الفقرتين ١ و ٢ .
- ٤- الاطراف مسؤولة عن ائحة المعلومات المحالة اليها من الامانة بموجب احكام الفقرة (٣) لهذه المادة لمصدري النفايات وللأجهزة المناسبة الأخرى .

## المادة (٢)

-

## نطاق الاتفاقية

-

لاغراض هذه الاتفاقية تعتبر المواد التالية "نفايات خطيرة" :

- ١ - النفايات التي تتنبى الى اى نشأة واردة في المرفق الاول .
- ب - النفايات التي لا تشملها الفقرة (١) ولكنها معروفة او ينظر اليها كنفايات خطيرة بموجب التشريع المحلي لدولة التصدير او الاستيراد او العبور .
- ج - النفايات التي تحتوى على اى من الخصائص الواردة في المرفق الثاني من هذه الاتفاقية .
- د - المواد الخطيرة هي المواد المحظورة او الملغية او المحرومة من التسجيل بمقتضى تدابير تنفيذية حكومية او المسحوبة طواعية من التسجيل في بلد صناعتها لاسباب تتعلق بصحة الانسان او البيئة .
- ٢ - النفايات التي تخضع ، لكونها مشتملة على نظم رقابة دولية ، من بينها صكوك دولية مطبقة بشكل محدد على المواد المشتملة تدخل في نطاق هذه الاتفاقية .
- ٣ - تقع في نطاق هذه الاتفاقية ايضا النفايات الناجمة عن العمليات العادلة للسفن والتي ينظم تصرفها صك دولي آخر .

- ١٦ - يعني "الشخص" أي شخص طبيعي أو قانوني .
- ١٧ - يعني "المصدر" أي شخص يخضع للولاية القضائية لدولة التصدير ويرتبط بتصدير نفايات خطرة .
- ١٨ - يعني "المستورد" أي شخص يخضع للولاية القضائية لدولة الاستيراد ويرتبط باستيراد النفايات الخطرة .
- ١٩ - يعني "الناقل" أي شخص يقوم بنقل نفايات خطرة .
- ٢٠ - يعني "المنقى" إن شخص يوهد إلى نشاطه إنشان نفايات خطرة أو يعني إذا كان ذلك الشخص غير معروف ، الشخص الذي يحوز تلك النفايات و / أو يتحكم فيها .
- ٢١ - يعني "التخلص" أي شخص تشحن إليه نفايات خطرة ويقوم بالتخلص منها .
- ٢٢ - يعني "الاتجار غير المشروع" أي نقل لنفايات خطرة عبر الحدود على النحو المحدد في المادة (٩) .
- ٢٣ - "الاغراق في البحر" يعني التخلص من النفايات الخطرة في البحر بالفائتها من مصادر بحرية أو السفن أو الطائرات أو الأرصفة أو أي مرفأ آخر من صنع الإنسان بما في ذلك القاء رمادها في المحيطات والتخلص منها في قاع البحار أو تحت قاع البحار .

- ١٠ - تعنى "الادارة السليمة ببيئها للنفايات الخطرة" اتخاذ جميع الخطوات العملية لضمان ادارة النفايات الخطرة بطريقة تحمي صحة الانسان والبيئة من الآثار الضارة التي قد تنتق عن هذه النفايات .
- ١١ - تعنى "منطقة خاضعة للولاية القضائية الوطنية لدولة ما" اي مجال بري او بحري او جوي تمارس في نطاقه دولة مسئولية ادارية وتنظيمية طبقا للقانون الدولي فيما يتعلق بحماية صحة الانسان او البيئة .
- ١٢ - تعنى "دولة التصدير" دولة من المقرر ان يبدأ منها او يبدأ منها نقل نفايات خطرة عبر الحدود .
- ١٣ - تعنى "دولة الاستيراد" دولة يخطط او يتم فيها نقل نفايات خطرة عبر الحدود بغير من التخلص منها فيها او بغير شحنها قبل التخلص منها في منطقة لا تقع في نطاق الولاية القضائية الوطنية لان دولة .
- ١٤ - تعنى "دولة العبور" اي دولة عدا دولة التصدير او الاستيراد يخطط او يجري عبرها نقل نفايات خطرة .
- ١٥ - تعنى "الدولة المدنية" دول التصدير او الاستيراد او دول العبور سوا كانت اطراها ام لا .

- ٥ - تدنى "اساليب الانتاج النظيف" النظم الانتاجية او الصناعية التي تتتجنب او تقضى على انتشار النفايات الخطيرة والمستحبات الخطيرة وفق احكام المادة ٤ القسم ٣ (و) و (ز) من هذه الاتفاقية .
- ٦ - يعني "التخلص" ان عملية محددة في المرفق الثالث لهذا الاتفاقية .
- ٧ - يعني "موقع او مرفق معتمد" موقعا او مرفقا للتخلص من النفايات الخطيرة يوثق او يسمح باستدامه لهذا الغرض من جانب سلطة مختصه في الدولة التي يوجد بها السوق او المرفق .
- ٨ - تدنى "السلطة المختصه" سلطة حكومية عينها احد الاطراف لتكون مسؤولة داخل مناطق جغرافية قد يراها ذلك الطرف مناسبة عن استلام الاشعار بنقل نفايات خطيرة عبر الحدود و اى معلومات تتعلق بها وعن الرد على هذا الاشعار وفقا لما تنص عليه المادة (٦) .
- ٩ - تعنى "جهة التنسيق" الكيان التابع لأحد الاطراف المشار إليه في المادة (٥) والمسئول عن تلقي المعلومات وتقديمها وفقا لما تنص عليه المادتين ١٣ و ١٦ .

قد اتفقت على ما يلي :

**المادة (١)**

--

**التعريفات**

-

لاغراض هذه الاتفاقية :

- ١- النفايات هي مواد او اشياء يتم التخلص منها او ينبع التخلص منها او يتطلب التخلص منها بناء على احكام القانون الوطني .
- ٢- تعنى "النفايات الخطرة" النفايات التي وردت في المادة (٢) من هذه الاتفاقية .
- ٣- تعنى "الادارة" من اتقليص النفايات الخطرة وجمعها ونقلها وتخزينها والتخلص منها بما في ذلك المعايير اللاحقة اما لاعادة الاستخدام او التخلص .
- ٤- يعني "النقل عبر الحدود" اي نقل للنفايات الخطرة من منطقة خاضعة لولاية قضائية الوطنية لدولة ما الى اوعبر منطقة خاضعة لولاية قضائية الوطنية لدولة اخرى ، او الى او عبر منطقة لا تخضع لولاية قضائية الوطنية لاي دولة شريطة ان تشتهر في النقل دولتان على الاقل .

- ١٣ - واد يساورها القلق ازاء مشكلة الاتجار فى نقل النفايات الخطرة عبر الحدود .
- ١٤ - واد تسلم بالحاجة الى تشجيع تنمية طرق انتاج نظيفة بما فى ذلك تكنولوجيات نظيفة بغية ادارة النفايات الخطرة التى تنتج فى افريقيا على نحو سليم وبخاصة تجنب وتقليل وتصفية انتاج هذه النفايات .
- ١٥ - واد تسلم ايضاً بأن النفايات الخطرة يجب ان تنقل وفقاً للاتفاقيات والتوصيات الدولية ذات الصلة .
- ١٦ - واد تعقد العزم على اتخاذ تدابير رقابة صارمة من اجل حماية صحة الشعب الافريقية والبيئة من الآثار الضارة التي يمكن ان تترتب على انتاج النفايات الخطرة .
- ١٧ - واد توکد ايضاً الالتزام بمعالجة مشكلة النفايات الخطرة التى تنتج في القارة الافريقية بصورة مسئولة

- ١١ - واد تأخذ في الاعتبار اعلان مؤتمر الام المتحدة المعنى بالبيئة البشرية (استوكهولم ١٩٧٢) وتوجيهات ومبادئه القائمة للادارة البيئية السليمة للنفايات الخطرة التي اعتمدتها مجلس ادارة برنامج الام المتحدة للبيئة بموجب مقرره ٣٠/١٤ انموذن ١٢ يونيو سنة ١٩٨٧ ووصيات لجنة خبراء الام المتحدة المعنية بنقل البضائع الخطرة (الموقعة في ١٩٥٢) ويجري تحديتها كل سنتين ) ويثاق حقوق الانسان والتوصيات والاعلانات والتصوّك والنظم ذات الصلة المعتمدة في اطار منظمة الام المتحدة والمواد ذات الصلة باتفاقية بازل بشأن نقل النفايات الخطرة عبر الحدود والتخلص منها «تسع بعقد اتفاقيات اقليمية يمكن ان تتبادل في قوتها احكام تلك الاتفاقية او ان تكون اقوى منها . والمنظمات الافريقية الحكومية المشتركة والمادة ٣٩ من اتفاقية لوبي الرابعة بشأن التحرك الدولي للنفايات الخطرة والمشعة . والاعمال والدراسات المتعلق بها في اطار المنظمات الدولية والاقليمية الاخرى .
- ١٢ - واد تضع في اعتبارها رهن ومبادئه واهداف ومهام الاتفاقية الافريقية بشأن الحفاظ على الطبيعة والثروات الطبيعية المعتمدة من مؤتمر رؤساء الدول والحكومات المنعقد في الجزائر (١٩٦٨) والميثاق العالى للطبيعة السدى اعتمدته الجمعية العامة للأمم المتحدة في دورتها السابعة والثلاثين (١٩٨٢) بوصفها مدونة سلوك فيما يتصل بحماية البيئة البشرية والمحافظة على الموارد الطبيعية .

- ٤ - وان توُكِد من جديد ان الدول ينبغي ان تقبل تحمل متن النفايات لمسؤولياته فيما يتعلق بنقل النفايات الخطرة والتخلص منها على نحو يتفق مع حماية صحة الانسان والبيئة ايا كان المكان الذي يتم فيه التخلص منها .
- ٥ - وان تذكر بالفصل المناسب من ميثاق منظمة الوحدة الافريقية بشأن حماية البيئة والميثاق الافريقي لحقوق الانسان والشعوب والفصل التاسع من خطة عمل لا جوس والتوصيات الاخرى الصادرة عن منظمة الوحدة الافريقية بشأن البيئة .
- ٦ - وان تعرف ايضا بحسب الدول السيادي في فرض حظر على استيراد النفايات والمواد الخطرة او نقلها عبر حدودها لاسباب تتعلق بصحة الانسان .
- ٧ - وان تعرف ايضا بتزايد التوجه داخل افريقيا نحو فرض حظر على نقل النفايات الخطرة والتخلص منها عبر الحدود في البلدان الافريقية .
- ٨ - وان تؤمن بوجوب التخلص من النفايات الخطرة على نحو يتفق مع الادارة الفعالة والسليمة لها من الناحية البيئية داخل الدولة التي انتجت فيها .
- ٩ - وان تأخذ في الاعتبار ان تعزيز الرقابة على نقل النفايات الخطرة عبر الحدود وتقليل ذلك الى الحد الادنى سيكون بمثابة حافز في افريقيا وغيرها لتقليل حجم انتاج مثل هذه النفايات .
- ١٠ - وان تلاحظ ان عددا من الاتفاques الدولية والإقليمية تتناول مسألة حماية البيئة والحفاظ عليها من زاوية عبور البضائع الخطرة .

### اتفاقية باماكو

بشأن حظر استيراد النفايات الخطرة السائبة  
الإفريقية ومراقبة وإدارة تحركها عبر الحدود  
الإفريقية

### الدياجة

-

إن الاطراف المضيفة لهذه الاتفاقية :

- ١- اذ تضع في اعتبارها التهديد المتزايد لصحة الإنسان والبيئة نتيجة تزايد انتشار وتعقد مشكلة النفايات الخطرة .
- ٢- واذ تضع في اعتبارها ايضاً ان اكبر الطرق فعالية لحماية صحة الإنسان والبيئة من المخاطر التي تشكلها هذه النفايات هو تقليل انتاجها الى ادنى حد من حيث كميته و/أو ما تنتظري من اخطار .
- ٣- واذ تدرك الانصار التي تلحق بصحة الإنسان والبيئة من جراء نقل النفايات الخطرة عبر الحدود .

ظهير شريف رقم 1.19.65 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية باماکو بشأن حظر استيراد النفايات الخطرة إلى إفريقيا وإدارة تحركها عبر الحدود الإفريقية، المعتمدة باماکو (مالي) في 30 يناير 1991

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتنا :

بناء على اتفاقية باماکو بشأن حظر استيراد النفايات الخطرة إلى إفريقيا ومراقبة وإدارة تحركها عبر الحدود الإفريقية، المعتمدة باماکو (مالي) في 30 يناير 1991 :

وعلى القانون رقم 55.18 الم موافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.19.31 بتاريخ 21 من جمادى الآخرة 1440 (27 فبراير 2019) :

وعلى محضر إيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى الاتفاقية المذكورة، الموقع بأديس أبابا في 18 أبريل 2022، مع إبداء الإعلان التفسيري التالي :

«إن انضمام المملكة المغربية إلى اتفاقية باماکو بشأن حظر استيراد النفايات الخطرة إلى إفريقيا ومراقبة وإدارة تحركها عبر الحدود الإفريقية لا يمكن أن يؤول، بأي حال من الأحوال، كاعتراف من المملكة المغربية بفعل أو واقع أو وضعية أو كيان غير معترف به من قبل المملكة المغربية من شأنه أن يمس بوحدتها الترابية والوطنية».

أصدرنا أمـرـنا الشـرـيفـ بما يـليـ :

تنـشـرـ بالـجـرـيـدـةـ الرـسـمـيـةـ، عـقـبـ ظـهـيرـناـ الشـرـيـفـ هـذـاـ، اـتـفـاقـيـةـ بـاماـکـوـ بـشـأنـ حـظـرـ اـسـتـيـرـادـ النـفـاـيـاتـ الخـطـرـةـ إـلـىـ إـفـرـيـقـيـاـ وـمـرـاـقـبـةـ إـدـارـةـ تـحـرـكـهاـ عـبـرـ الـحـدـودـ إـلـىـ إـفـرـيـقـيـةـ، المعـتمـدـةـ بـاماـکـوـ (ـمـالـيـ)ـ فيـ 3ـ0ـ يـانـيـرـ 1991ـ.

وـحرـرـ بـالـربـاطـ فـيـ 19ـ مـنـ رـجـبـ 1444ـ (ـ10ـ فـبـرـاـيـرـ 2023ـ).

وـقـعـهـ بـالـعـطـفـ :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

# المملكة المغربية

# لِحَرِيقِ الْمُعْتَدِلةِ

## نَشْرَةُ الْاِتْفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

بيان النشرات	تعريفة الاشتراك			طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية
	في الخارج	في المغرب		
		سنة	ستة أشهر	
النشرة العامة.....	فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج	400 درهم	250 درهما	الرباط - شالة
نشرة الترجمة الرسمية.....	عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما	الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها وحدها أو علها وعلى النص العربي معا

صفحة

	المملكة المغربية وجمهورية الرئيس الأخضر:	فهرست
101	• اتفاق تجاري. ظهير شريف رقم 1.22.41 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاق التجاري، الموقع بالرباط في 16 ديسمبر 2004 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الرئيس الأخضر.....	الاتحاد الأفريقي : • اتفاقية باماكو بشأن حظر استيراد النفايات الخطرة إلى إفريقيا ومرأقبة وإدارة تحركها عبر الحدود الإفريقية.
106	• اتفاق التعاون في ميدان الملاحة التجارية. ظهير شريف رقم 1.22.42 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاق التعاون في ميدان الملاحة التجارية، الموقع بالرباط في 22 يوليو 2008 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر.....	ظهير شريف رقم 1.19.65 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية باماكو بشأن حظر استيراد النفايات الخطرة إلى إفريقيا ومرأقبة وإدارة تحركها عبر الحدود الإفريقية، المعتمدة بباماكو (مالي) في 30 يناير 1991 ..... • اتفاقية لمنع الفساد ومكافحته.
113	• اتفاق التعاون في ميدان الصيد البحري. ظهير شريف رقم 1.22.43 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاق التعاون في ميدان الصيد البحري، الموقع بالرباط في 16 ديسمبر 2004 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الرئيس الأخضر.....	ظهير شريف رقم 1.19.71 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية الاتحاد الأفريقي لمنع الفساد ومكافحته، المعتمدة ببابوتو (الموزمبيق) في 11 يوليو 2003 ..... اتفاقية التعاون الجمركي العربي.